

JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

PARAISANT LE 15 ET LE DERNIER JOUR DE CHAQUE MOIS

Matahiti 129 N° 9		TE VEA A TE HAU NO POLYNESIA FARANI				Mahana 15 no Mati 1980	
Cours Franc Pacifique	Polynésie française	France et territoires français d'outre-mer		Etranger		Annonces et avis :	
		Voie maritime	Voie aérienne	Voie maritime	Voie aérienne		
Prix d'un exemplaire	100	120	150	130	180	Annonces judiciaires, commerciales et annonces diverses : la ligne	100 fr.
Abonnement : six mois	1.200	1.440	1.800	1.560	2.160	Les mêmes renouvelées : la ligne	40 fr.
un an	2.200	2.680	3.400	3.000	4.120	Publications de sociétés philanthropi- ques, littéraires, scientifiques, spor- tives, coopératives, syndicales, etc... la ligne	70 fr.

Les demandes d'abonnement et d'annonces devront être adressées au Chef de l'Imprimerie et sont payables d'avance - C.C.P. N° 1139.

Les annonces doivent parvenir à l'Imprimerie au plus tard 6 jours ouvrables avant la parution du Journal - B.P. N° 117.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

	Pages
1977 4 janv. Décret n° 77-17 relatif à l'enseignement et à la pratique du secourisme. (Arrêté de promulgation n° 3654 AA du 20 février 1980)	271
1980 23 janv. Décret n° 80-96 portant extension et adaptation aux territoires d'outre-mer des dispositions du décret n° 77-17 du 4 janvier 1977 relatif à l'enseignement et à la pratique du secourisme. (Arrêté de promulgation n° 3654 AA du 20 février 1980)	274
1978 6 janv. Loi n° 78-17 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (et rectificatif). (Arrêté de promulgation n° 3343 AA du 28 janvier 1980)	275
17 juil. Décret n° 78-774 pris pour l'application des chapitres 1er à IV et VII de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. (Arrêté de promulgation n° 3343 AA du 28 janvier 1980)	280
28 déc. Décret n° 78-1223 modifiant l'article 26 du décret n° 78-774 du 17 juillet 1978 pris pour l'application des chapitres 1er à IV et VII de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. (Arrêté de promulgation n° 3343 AA du 28 janvier 1980)	283

1979 28 déc. Décret n° 79-1160 fixant les conditions d'application aux traitements d'informations nominatives intéressant la sûreté de l'Etat, la défense et la sécurité publique de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. (Arrêté de promulgation n° 3345 AA du 28 janvier 1980)	284
--	-----

TEXTES OFFICIELS PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

1979 28 déc. Arrêté ministériel portant interdiction de circulation, de distribution et de mise en vente de revues étrangères sur l'ensemble du territoire. (J.O.R.F. du 13 janvier 1980, page 419)	284
1980 10 janv. Arrêté ministériel relatif à la liste des intermédiaires agréés. (J.O.R.F. du 24 janvier 1980, page 967). (Extraits)	285
11 janv. Arrêté interministériel relatif à l'ouverture de concours pour le recrutement d'inspecteurs principaux de la police nationale. (J.O.R.F. du 22 janvier 1980, page 843)	285
14 janv. Arrêté ministériel fixant le taux des allocations mensuelles attribuées aux étudiants des territoires d'outre-mer. (J.O.R.F. du 30 janvier 1980, page 1228)	285
18 janv. Arrêté ministériel fixant le prix d'émission des emprunts "Villes de France 12,30 p. 100 mars 1980" et taux d'intérêt de référence des emprunts des collectivités locales. (J.O.R.F. du 22 janvier 1980, page 338)	286

- 23 janv. Arrêté ministériel portant création de centres supplémentaires pour les épreuves écrites d'accès au cycle préparatoire au second concours d'entrée à l'école nationale de la magistrature. (J.O.R.F. du 30 janvier 1980, page 1228) 286
- 28 janv. Arrêté ministériel fixant les promotions à réaliser en 1980 pour les gradés et gardiens du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française. (J.O.R.F. du 6 février 1980, page 1461) 286
- Avis relatif à une instruction de l'institut d'émission d'outre-mer prise pour l'application du décret n° 67-27 du 9 janvier 1967, modifié par le décret n° 71-145 du 23 février 1971, portant institution d'un système de réserves obligatoires. (J.O.R.F. du 28 décembre 1979, page 3274) 286

ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

- 1980 13 fév. Décision n° 1108 SGCG approuvant et rendant exécutoires les délibérations n° 19-79 ODT à 37-79 ODT de l'office de développement du tourisme 287
- 15 fév. Arrêté n° 1113 DOM fixant un taux de réévaluation forfaitaire applicable aux baux domaniaux 288
- 15 fév. Décision n° 1114 DOM portant déclassement d'un emplacement de domaine public maritime à Rairua et transfert dudit emplacement à la commune de Raivavae 289
- 18 fév. Arrêté n° 3614 AA rendant exécutoire la délibération n° 80-11 du 25 janvier 1980 de l'assemblée territoriale, portant admission en franchise de droits et taxes de douane en faveur de matériels scientifiques de recherche destinés au centre océanologique du Pacifique 289
- 18 fév. Arrêté n° 3616 SEQ ordonnant la désignation d'une indemnité versée à la caisse des dépôts et consignations concernant une parcelle de terrain nécessaire aux travaux de construction de la route de dégagement ouest de Papeete dans la commune de Punaauia (raccordement de la route de ceinture à la R.D.O.) 290
- 20 fév. Arrêté n° 3653 AA rendant exécutoire la délibération n° 80-10 du 25 janvier 1980 de l'assemblée territoriale, habilitant le chef du territoire à signer une convention de prêt avec la caisse des dépôts et consignations (implantation d'une école et d'un terrain de sports à Punaauia) 291
- 25 fév. Décision n° 1122 TLS portant modification du taux des allocations familiales 292
- 25 fév. Arrêté n° 3682 FT accordant une avance sur subvention au centre des enfants handicapés à Raimanutea 292
- 27 fév. Arrêté n° 1124 AA autorisant l'organisation d'une tombola au profit de l'association philanthropique chinoise 292

- 27 fév. Arrêté n° 3713 AA déclarant close la session extraordinaire de l'assemblée territoriale de la Polynésie française et convoquant à nouveau cette assemblée en session extraordinaire 292
- 28 fév. Décision n° 1127 ER/AE relative à la commercialisation et aux prix du café local 294
- 28 fév. Arrêté n° 1128 DOM relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public 294
- 28 fév. Arrêté n° 1129 DOM fixant le montant des redevances dues pour occupations temporaires du domaine public 294
- 28 fév. Décision n° 1139 TLS rendant obligatoires pour tous les employeurs et travailleurs du secteur d'activité "bâtiments et travaux publics" de la Polynésie française les dispositions de l'accord salarial conventionnel intervenu le 12 novembre 1979 295
- 28 fév. Décision n° 1140 AA portant désignation du défenseur du territoire dans l'affaire qui l'oppose à Mme Françoise Loisil 295
- 28 fév. Décision n° 1143 DOM autorisant l'acquisition par le territoire d'une parcelle de la terre Pautaukua 3 de 9.850 m2 sise à Hakahau (Ua Pou) nécessaire à l'extension du C.E.S. 296
- 28 fév. Décision n° 1147 AE relative aux prix à la production de certains produits locaux de l'agriculture 296
- 29 fév. Arrêté n° 3764 FT portant ouverture de crédits provisoires au titre du budget annexe de l'hôpital territorial de Mamao 297
- 3 mars Décision n° 1148 MAT portant approbation du tarif de vente du kw/h d'électricité par le syndicat intercommunal SE.CO.SUD. 298
- 3 mars Décision n° 1149 SEQ fixant les tarifs appliqués de l'énergie électrique distribuée par la S.A. Electricité de Tahiti 298
- 3 mars Arrêté n° 3778 FT portant ouverture de crédits provisoires au titre du budget territorial ordinaire de l'exercice 1980 298
- 4 mars Arrêté n° 1152 SEQ ordonnant une enquête administrative préalable à la déclaration d'utilité publique concernant la construction d'un collège d'enseignement secondaire, commune de Faavae 306
- 4 mars Arrêté n° 1153 SEQ ordonnant le dépôt des plans parcellaires concernant les travaux de construction d'un collège d'enseignement secondaire, commune de Faavae 307
- Extraits 308

SUBDIVISION ADMINISTRATIVE DES ILES DU VENT

- 1980 13 fév. Avenant n° 3556 IDV/AU 2e avenant à la décision n° 4699 IDV/AU du 3 octobre 1979 autorisant le lotissement "Pothier-Teissier" à Punaauia P.K. 12,600 310
- 20 fév. Décision n° 3655 IDV/AU autorisant le lotissement dénommé "Teana 2" appartenant à M. Jean Taputuarai, sis à Paea P.K. 19,100, côté montagne 310

- 28 fév. Avenant n° 3752 IDV/AU à la décision n° 73-46 du 24 juillet 1973 autorisant l'extension du lotissement en zone III appartenant à l'Etat français (direction de l'aviation civile), sis à Faaa dit cité de l'air 311

AVIS OFFICIELS

- Service des douanes.— Cours des changes (période du 15 mars au 31 mars 1980 inclus) 315
- Service de l'aménagement du territoire.— 1) Etat récapitulatif des autorisations de travaux immobiliers (mois de février 1980) 311
- 2) Avis concernant une demande d'autorisation de lotir dans la commune de Faaa formulée par M. Gilbert Terlieroo mandataire de M. Etienne Aubry 313
- 3) Avis concernant une demande d'autorisation de construire des logements sur le domaine Bopp du Pont sis à Faaa, formulée par M. Eric Cridland mandataire de la S.C.I. PO TE TE 314
- Administration de la justice.— Avis d'expropriation pour cause d'utilité publique des parcelles de terre nécessaires à la réalisation de la zone d'habitation Taapuna, commune de Punaauia 314
- Service des affaires économiques.— Indice des prix de détail à la consommation familiale au 1er mars 1980 314
- Commune de Rurutu.— Avis d'appel d'offres de prix pour la fourniture de matériaux de constructions 314
- Enquêtes de commodo et incommodo :
- M. Gabriel Tapao (Uturoa-Raiatea) 315
 - M. Raymond Toofa (Tiaarapu Est) 315

PARTIE NON OFFICIELLE

- Annonces judiciaires 315
- Annonces diverses 317

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ARRETE n° 3654 AA du 20 février 1980 promulguant des actes du pouvoir central.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française, chef du territoire,
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française, notamment son article 64 ;

Le conseil de gouvernement informé en séance du 13 février 1980,

Arrête :

Article 1er.— Sont promulgués dans le territoire pour y être exécutés selon leur forme et teneur :

- le décret n° 77-17 du 4 janvier 1977 relatif à l'enseignement et à la pratique du secourisme ;

J.O.R.F. n° 8 des 10 et 11 janvier 1977, page 271.

- le décret n° 80-96 du 23 janvier 1980 portant extension et adaptation aux territoires d'outre-mer des dispositions du décret n° 77-17 du 4 janvier 1977 relatif à l'enseignement et à la pratique du secourisme ;

J.O.R.F. n° 24 des 28 et 29 janvier 1980, page 382.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 20 février 1980.

Le haut-commissaire,

par délégation :

Le secrétaire général,
Michel KUHNMUNCH.

DECRET n° 77-17 du 4 janvier 1977 relatif à l'enseignement et à la pratique du secourisme.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, du ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de l'économie et des finances, du ministre de la défense, du ministre de l'éducation, du ministre de l'agriculture, du ministre du travail, du ministre de la santé et du ministre de la qualité de la vie,

Vu la loi n° 64-707 du 10 juillet 1964 portant réorganisation de la région parisienne, notamment l'article 10 (alinéa 1er) et l'article 11 ;

Vu le décret n° 64-830 du 5 août 1964 instituant un brevet national de moniteur de secourisme, modifié par le décret n° 71-152 du 22 février 1971 ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 octobre 1964 instituant une commission nationale de secourisme ;

Vu le décret n° 66-37 du 7 janvier 1966 instituant un brevet national de secourisme ;

Vu l'avis exprimé par la commission nationale du secourisme, le 7 mai 1974 ;

Vu le décret n° 75-714 du 23 juillet 1975 relatif à l'organisation de l'administration centrale du ministère de l'intérieur ;

Vu la loi n° 75-1331 du 31 décembre 1975 portant réforme du régime administratif de la ville de Paris, notamment l'article 9,

Décète :

TITRE Ier

Du secourisme.

CHAPITRE A

Attestation d'initiation aux gestes élémentaires de survie.

Article 1er.— Il est institué une attestation d'initiation aux gestes élémentaires de survie portant sur la connaissance de gestes d'urgence les plus simples à accomplir en cas d'accident : protection, alerte et secours en cas d'asphyxie, d'hémorragie, de perte de connaissance.

Art. 2.— Toute personne pourra être candidate à partir de l'âge de douze ans révolus ; les mineurs devront être autorisés par leurs parents ou personnes investies de l'autorité parentale.

Art. 3.— L'enseignement est dispensé par des secouristes actifs au sens du terme défini à l'article 10 du présent décret.

L'attestation d'initiation est délivrée par le préfet ou le sous-préfet sur la proposition du médecin et du moniteur de secourisme qu'il aura désignés et qui lui soumettront, après chaque session, la liste des personnes reconnues aptes.

Pour la ville de Paris, les départements des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne, des dispositions particulières seront prises par le préfet de police.

CHAPITRE B

Du brevet national de secourisme.

Art. 4.— Le brevet national de secourisme est destiné à sanctionner l'aptitude à protéger et à alerter ainsi qu'à dispenser les secours d'urgence, notamment en cas d'hémorragie, d'asphyxie, de brûlures, de fractures, à relever et à transporter éventuellement les personnes à secourir.

Un arrêté du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, pris conjointement avec le ministre de la santé fixera le programme.

Art. 5.— Nul ne peut être admis à subir les épreuves de l'examen s'il ne satisfait aux conditions suivantes :

a) Etre âgé de seize ans révolus, les mineurs devront être autorisés par leurs parents ou personnes investies de l'autorité parentale ;

b) Etre reconnu apte par un des médecins participant aux travaux du jury prévu à l'article 7 ci-après.

Art. 6.— L'examen du brevet national de secourisme comporte deux épreuves théoriques et trois épreuves pratiques.

Le brevet national de secourisme est délivré aux candidats ayant obtenu 60 points sur un maximum de 100.

Chacune de ces épreuves est notée de 0 à 20 ; toute note inférieure à 6 sur 20 attribuée après délibération du jury prévu à l'article 7 ci-après est éliminatoire.

Art. 7.— Un jury d'examen du brevet national de secourisme est constitué dans chaque arrondissement, par arrêté du préfet, et présidé par le sous-préfet ou son représentant.

Chaque jury est composé de :

Le directeur départemental de la protection civile ;

L'inspecteur départemental des services d'incendie et de secours ;

Le médecin-chef départemental des sapeurs-pompiers ou un médecin le représentant,

habilités dans cet ordre successif et en cas d'absence du sous-préfet, à présider le jury ;

Un médecin nommé sur proposition du directeur de l'action sanitaire et sociale ;

Un médecin et un moniteur désignés par chacune des administrations ou associations préparant habituellement des candidats ;

Un professeur d'éducation physique et sportive, titulaire du brevet national de secourisme désigné sur proposition du directeur départemental de la jeunesse et des sports,

éventuellement :

Des médecins et des moniteurs de secourisme désignés par le préfet ;

Un médecin des armées désigné par le directeur régional du service de santé des armées ;

Des personnels professionnels ou bénévoles de protection civile titulaires du brevet de moniteur de secourisme désignés par le préfet sur proposition du directeur départemental de la protection civile.

Art. 8.— Le jury ne peut valablement délibérer qu'avec la participation de trois membres de droit désignés à l'article 7, dont un médecin.

Les délibérations sont secrètes.

Chaque examen donne lieu à la rédaction d'un procès-verbal. La liste des candidats reçus est publiée au recueil des actes administratifs du département.

Art. 9.— Le succès à l'examen donne droit à la délivrance d'un brevet. Tout candidat reçu est autorisé à porter l'insigne officiel reproduisant le motif figurant sur ce brevet.

Art. 10.— Les titulaires du brevet national de secourisme justifiant de l'appartenance à un service public ou à une équipe d'urgence ou de prompt secours mise en place par une organisation habilitée par le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, et intégrée dans un plan départemental de secours, participant régulièrement à des cycles d'entretien et de perfectionnement, pourront recevoir du préfet une carte de service, soumise à validation périodique. Ils reçoivent l'appellation de « secouristes actifs ».

CHAPITRE C

Des spécialisations.

Art. 11.— Les titulaires du brevet national de secourisme pourront, à la suite d'examens complémentaires, obtenir les mentions :

Spécialiste en réanimation ;

Secouriste routier ;

Spécialiste en sauvetage-déblaiement ;

Secouriste en montagne ;

Secouriste rural ;

Sauveteur aquatique.

Pour les deux premières spécialisations, des arrêtés pris par le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, et le ministre de la santé préciseront le programme, les conditions d'admission, de préparation, de déroulement des épreuves qui comporteront obligatoirement une partie théorique et une partie pratique.

Pour les autres spécialisations, les arrêtés seront pris par le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, après avis du ministre de la santé.

Les secouristes, candidats à ces épreuves spécialisées, ne pourront obtenir la mention correspondante que s'ils ont obtenu un nombre de points correspondant à une moyenne générale de 12 sur 20 ; toute note inférieure à 10 sur 20 attribuée après délibération du jury est éliminatoire.

Art. 12.— Les jurys ayant à statuer sur l'attribution des mentions constatant les spécialités seront complétés par deux examinateurs qualifiés ou deux moniteurs titulaires de la mention correspondant à la discipline considérée.

Ils seront désignés par arrêté préfectoral dans les conditions précisées par arrêté du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur.

Toutefois, en ce qui concerne les spécialisations Ranimation et Secours routier, ces conditions seront fixées par arrêté conjoint des ministres de l'intérieur et de la santé.

Art. 13.— Le succès aux divers examens de spécialisation est constaté dans les conditions prévues à l'article 8 du présent décret.

Une attestation est remise aux lauréats. Mention en est portée sur la carte de service des secouristes actifs.

CHAPITRE D

De la pratique du secourisme.

Art. 14.— Le secouriste est dispensé d'agir :

a) En cas d'interdiction formellement signifiée par une autorité administrative ou judiciaire ou par un médecin justifiant de sa qualité ;

b) En cas de risque pour lui-même ou pour un tiers.

Art. 15.— L'intervention du secouriste occasionnel est gratuite. Il ne peut prétendre qu'à la répétition des frais exposés dans l'intérêt du patient et qu'à la réparation des dommages qu'il a subis.

Art. 16.— Dans l'exercice de sa mission, le secouriste est habilité à apporter son concours aux services publics de police, de protection civile et de la santé.

TITRE II

De l'enseignement du secourisme.

CHAPITRE A

Principes généraux.

Art. 17.— La direction de la sécurité civile du ministère de l'intérieur définit, anime, encourage et contrôle l'enseignement à tous les niveaux prévus dans ce décret des gestes de secours d'urgence.

Elle pourra faire appel au concours bénévole des personnels enseignants, des personnels médicaux et hospitaliers ainsi qu'aux administrations et associations agréées.

En vue de la formation et du perfectionnement des formateurs, la direction de la sécurité civile fait appel à la collaboration de spécialistes des diverses disciplines intéressées à la technique des secours et de sauvetage, à leur organisation personnelle, à la pédagogie du secourisme à tous les niveaux.

Art. 18.— Il est créé une commission nationale du secourisme appelée à donner son avis sur les questions doctrinales et techniques, pédagogiques, administratives et sociales relatives au secourisme ; sa composition est fixée par arrêté du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, pris après avis du ministre de la santé.

Cette commission pourra constituer des sous-commissions spécialisées et des groupes de travail chargés d'étudier un problème particulier.

Art. 19.— La préparation à l'attestation d'initiation aux gestes élémentaires de survie, au brevet national de secourisme et à ses spécialisations est assurée par les services publics, les associations et les organismes agréés par arrêté du ministre de l'intérieur.

La préparation au brevet national de secourisme et à ses spécialisations sera, dans tous les cas, dirigée par un médecin avec le concours d'enseignants et de moniteurs de secourisme.

CHAPITRE B

Le moniteur de secourisme.

Art. 20.— Un brevet national de moniteur de secourisme sanctionne l'aptitude à dispenser, sous la direction d'un médecin, l'enseignement défini au titre Ier, chapitre B, du présent décret.

Ce brevet est délivré aux secouristes actifs remplissant les conditions prévues à l'article 22 ayant subi avec succès les épreuves d'un examen.

Art. 21.— La formation et le perfectionnement des moniteurs sont assurés soit par les centres interdépartementaux d'études de la protection civile et les écoles interdépartementales de sapeurs-pompiers avec le concours de médecins spécialisés, notamment de médecins anesthésistes-réanimateurs et de conseillers pédagogiques, soit par les associations agréées, soit par les centres relevant des centres hospitaliers régionaux et universitaires, soit par les centres d'instruction et les écoles du service de santé des armées.

Art. 22.— Les candidats au brevet national de moniteur de secourisme doivent :

Etre titulaires de la spécialisation ranimation ;

Etre âgés de dix-huit ans au moins ;

Etre reconnus aptes par un des médecins participant aux travaux du jury ;

Etre titulaires depuis un an au moins du brevet national de secourisme ou justifier de l'appartenance à une des catégories déterminées par un arrêté conjoint du ministre de l'intérieur et du ministre de la santé en vue de la dispense du stage probatoire d'un an.

Art. 23.— L'examen de moniteur de secourisme portera sur le programme du brevet national de secourisme et celui de la spécialisation en ranimation.

Il comporte les épreuves suivantes :

Une épreuve écrite anonyme d'une durée de deux heures ;

Une interrogation orale ;

Un exposé oral de quinze minutes sur l'une des matières du programme suivi d'un entretien avec le jury ;

Une démonstration pratique commentée.

Sont proclamés reçus les candidats réunissant un total de 48 sur 80 points au moins, sans aucune note inférieure à 10 sur 20 après délibération du jury.

Il est tenu un procès-verbal des examens : la liste des candidats admis est publiée au recueil des actes administratifs du département.

Les conditions de préparation et de déroulement des épreuves seront précisées par un arrêté du ministre de l'intérieur et du ministre de la santé.

Art. 24.— Le jury du brevet national de moniteur de secourisme est placé sous la présidence du préfet du département du lieu de l'examen ou de son représentant. Il comprend :

Le directeur départemental de la protection civile ;

L'inspecteur départemental des services d'incendie et de secours ;

Le médecin-chef départemental des services d'incendie et de secours ou un médecin le représentant ;

Un médecin désigné par le préfet sur la proposition du directeur départemental de l'action sanitaire et sociale ;

Un enseignant désigné par le préfet sur la proposition de l'inspecteur d'académie et titulaire du brevet national de moniteur de secourisme ;

Un médecin et un moniteur de secourisme désignés d'un commun accord par les associations ayant assuré la préparation des candidats.

Le jury ne peut valablement délibérer qu'avec la participation de trois membres dont un médecin.

Art. 25.— Tout candidat admis reçoit :

Un brevet ;

Une carte officielle soumise à validation périodique et destinée à faciliter l'exercice de sa mission : les modalités d'attribution, de validation et de restitution éventuelle de la carte seront précisées par un arrêté du ministre de l'intérieur ;

Un insigne officiel dont le port est réservé aux bénéficiaires de la carte de service validée.

Art. 26.— Seuls les moniteurs de secourisme, titulaires de l'une des mentions de spécialités prévues au titre Ier, chapitre C, pourront participer à l'enseignement de cette spécialité.

Art. 27.— Dans la ville de Paris, les départements des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne, le préfet de police est chargé de la mise en œuvre des structures et mesures prévues par le présent décret.

Art. 28.— Le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de l'économie et des finances, le ministre de la défense, le ministre de l'éducation, le ministre de l'agriculture, le ministre du travail, le ministre de la santé et le ministre de la qualité de la vie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 4 janvier 1977.

Raymond BARRE.

Par le Premier ministre :

Le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur,

Michel PONIATOWSKY.

Le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de l'économie et des finances,

Michel DURAFOUR.

Le ministre de la défense,

Yvon BOURGES.

Le ministre de l'éducation,

René HABY.

Le ministre de l'agriculture,

Christian BONNET.

Le ministre du travail,

Christian BEULLAC.

Le ministre de la santé,

Simone VEIL.

Le ministre de la qualité de la vie,

Vincent ANSQUER.

ANNEXE

A.— Dispositions générales.

1° Pour l'application aux territoires d'outre-mer des dispositions du décret n° 77-17 du 4 janvier 1977 relatif à l'enseignement et à la pratique du secourisme, il y a lieu de remplacer les termes ci-après de :

Préfet, par « haut-commissaire de la République » ;
Sous-préfet, par « chef de subdivision administrative » ;

Département, par « territoire ou territoire d'outre-mer » ;

Directeur départemental de la protection civile, par « l'agent responsable de la sécurité civile » ;

Recueil des actes administratifs du département, par « *Journal officiel* du territoire » ;

Arrêté préfectoral, par « arrêté du haut-commissaire ».

B.— Dispositions particulières.

1° Le jury d'examen prévu à l'article 7 du décret précité est constitué dans chaque territoire par arrêté du haut-commissaire et présidé par son représentant.

La composition des jurys d'examens prévus aux articles 7 et 24 est déterminée également par arrêté du haut-commissaire, compte tenu de l'organisation administrative locale et des personnels disponibles.

2° Les dispositions du décret précité s'appliquent aux territoires d'outre-mer, sous réserve des compétences territoriales, notamment en matière de santé publique.

En conséquence, les médecins du service territorial de santé ainsi que les fonctionnaires territoriaux compétents nécessaires à l'enseignement et à la pratique du secourisme, pour l'application du décret précité, peuvent être mis, à cet effet, à la disposition du haut-commissaire.

3° A l'article 10, le haut-commissaire de la République est substitué au ministre de l'intérieur et le mot « local » au mot « départemental ».

4° Le haut-commissaire pourra, sur proposition de l'agent chargé de la protection civile, ajouter, par arrêté, une ou plusieurs spécialisations supplémentaires, localement justifiées, à la liste figurant à l'article 11 du décret précité.

5° A l'article 19, il y a lieu de remplacer « arrêté du ministre de l'intérieur » par « arrêté du haut-commissaire ».

6° L'article 21 est remplacé comme suit : « La formation et le perfectionnement des moniteurs peuvent être assurés soit par les services d'Etat compétents, avec le concours des services de lutte contre le feu, soit par les associations et organismes publics territoriaux relevant du service de santé ».

DECRET n° 80-96 du 23 janvier 1980 portant extension et adaptation aux territoires d'outre-mer des dispositions du décret n° 77-17 du 4 janvier 1977 relatif à l'enseignement et à la pratique du secourisme.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur,

Vu la loi n° 76-1222 du 28 décembre 1976 relative à l'organisation de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, notamment son article 7 ;

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française, notamment son article 62 ;

Vu le décret n° 77-17 du 4 janvier 1977 relatif à l'enseignement et à la pratique du secourisme,

Décète :

Article 1er.— Il est ajouté au décret n° 77-17 du 4 janvier 1977 relatif à l'enseignement et à la pratique du secourisme un article 27 bis ainsi conçu :

« Art. 27 bis.— Les dispositions du présent décret sont étendues aux territoires d'outre-mer, sous réserve des modalités d'adaptation énoncées à l'annexe jointe ».

Art. 2.— Le ministre de l'intérieur et le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur (Départements et territoires d'outre-mer) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 23 janvier 1980.

Raymond BARRE.

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'intérieur,
Christian BONNET.

Le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur
(Départements et territoires d'outre-mer),
Paul DIJOU.

ARRETE n° 3343 AA du 28 janvier 1980 promulguant
des actes du pouvoir central.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française, chef du territoire,
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française, notamment son article 64 ;

Vu l'article 237 du décret du 21 novembre 1933 portant réorganisation judiciaire et fixant les règles de procédure en Océanie ;

Le conseil de gouvernement informé en séance du 19 décembre 1979,

Arrête :

Article 1er.— Sont promulgués dans le territoire pour y être exécutés selon leur forme et teneur :

- la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (et rectificatif) ;

J.O.R.F. n° 6 du 7 janvier 1978, page 227 et J.O.R.F. n° 21 du 25 janvier 1978, page 491.

- le décret n° 78-774 du 17 juillet 1978 pris pour l'application des chapitres Ier à IV et VII de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relatives à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

J.O.R.F. n° 171 du 23 juillet 1978, page 2906.

- le décret n° 78-1223 du 28 décembre 1978 modifiant l'article 26 du décret n° 78-774 du 17 juillet 1978 pris pour l'application des chapitres Ier et VII de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

J.O.R.F. n° 303 du 29 décembre 1978, page 4323.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié selon la procédure d'urgence partout où besoin sera.

Papeete, le 28 janvier 1980.

Le haut-commissaire,
par délégation :

Le secrétaire général,
Michel KUHNMUNCH.

LOI n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

CHAPITRE Ier

Principes et définitions.

Article 1er.— L'informatique doit être au service de chaque citoyen. Son développement doit s'opérer dans le cadre de la coopération internationale. Elle ne doit porter atteinte ni à l'identité humaine, ni aux droits de l'homme, ni à la vie privée, ni aux libertés individuelles ou publiques.

Art. 2.— Aucune décision de justice impliquant une appréciation sur un comportement humain ne peut avoir pour fondement un traitement automatisé d'informations donnant une définition du profil ou de la personnalité de l'intéressé.

Aucune décision administrative ou privée impliquant une appréciation sur un comportement humain ne peut avoir pour seul fondement un traitement automatisé d'informations donnant une définition du profil ou de la personnalité de l'intéressé.

Art. 3.— Toute personne a le droit de connaître et de contester les informations et les raisonnements utilisés dans les traitements automatisés dont les résultats lui sont opposés.

Art. 4.— Sont réputées nominatives au sens de la présente loi les informations qui permettent, sous quelque forme que ce soit, directement ou non, l'identification des personnes physiques auxquelles elles s'appliquent, que le traitement soit effectué par une personne physique ou par une personne morale.

Art. 5.— Est dénommé traitement automatisé d'informations nominatives au sens de la présente loi tout ensemble d'opérations réalisées par des moyens automatisés, relatif à la collecte, l'enregistrement, l'élaboration, la modification, la conservation et la destruction d'informations nominatives ainsi que tout ensemble d'opérations de même nature se rapportant à l'exploitation de fichiers ou bases de données et notamment les interconnexions ou rapprochements, consultations ou communications d'informations nominatives.

CHAPITRE II

La commission nationale de l'informatique et des libertés.

Art. 6.— Une commission nationale de l'informatique et des libertés est instituée. Elle est chargée de veiller au respect des dispositions de la présente loi, notamment en informant toutes les personnes concernées de leurs droits et obligations, en se concertant avec elles et en contrôlant les applications de l'informatique aux traitements des informations nominatives. La commission dispose à cet effet d'un pouvoir réglementaire, dans les cas prévus par la présente loi.

Art. 7.— Les crédits nécessaires à la commission nationale pour l'accomplissement de sa mission sont inscrits au budget du ministère de la justice. Les dispositions de la loi du 10 août 1922 relative au contrôle financier ne sont pas applicables à leur gestion. Les comptes de la commission sont présentés au contrôle de la Cour des comptes.

Toutefois, les frais entraînés par l'accomplissement de certaines des formalités visées aux articles 15, 16, 17 et 24 de la présente loi peuvent donner lieu à la perception de redevances.

Art. 8.— La commission nationale de l'informatique et des libertés est une autorité administrative indépendante.

Elle est composée de dix-sept membres nommés pour cinq ans ou pour la durée de leur mandat :

— deux députés et deux sénateurs élus, respectivement par l'Assemblée nationale et par le Sénat ;

— deux membres du Conseil économique et social, élus par cette assemblée ;

— deux membres ou anciens membres du Conseil d'Etat, dont l'un d'un grade au moins égal à celui de conseiller, élus par l'assemblée générale du Conseil d'Etat ;

— deux membres ou anciens membres de la Cour de cassation, dont l'un d'un grade au moins égal à celui de conseiller, élus par l'assemblée générale de la Cour de cassation ;

— deux membres ou anciens membres de la Cour des comptes, dont l'un d'un grade au moins égal à celui de conseiller-maître, élus par l'assemblée générale de la Cour des comptes ;

— deux personnes qualifiées pour leur connaissance des applications de l'informatique, nommées par décret sur proposition respectivement du président de l'Assemblée nationale et du président du Sénat ;

— trois personnalités désignées en raison de leur autorité et de leur compétence par décret en conseil des ministres.

La commission élit en son sein, pour cinq ans, un président et deux vice-présidents.

La commission établit son règlement intérieur.

En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

Si, en cours de mandat, le président ou un membre de la commission cesse d'exercer ses fonctions, le mandat de son successeur est limité à la période restant à courir.

La qualité de membre de la commission est incompatible :

— avec celle de membre du Gouvernement ;

— avec l'exercice de fonctions ou la détention de participation dans les entreprises concourant à la fabrication de matériel utilisé en informatique ou en télécommunication ou à la fourniture de services en informatique ou en télécommunication.

La commission apprécie dans chaque cas les incompatibilités qu'elle peut opposer à ses membres.

Sauf démission, il ne peut être mis fin aux fonctions de membre qu'en cas d'empêchement constaté par la commission dans les conditions qu'elle définit.

Art. 9.— Un commissaire du Gouvernement, désigné par le Premier ministre, siège auprès de la commission.

Il peut, dans les dix jours d'une délibération, provoquer une seconde délibération.

Art. 10.— La commission dispose de services qui sont dirigés par le président ou, sur délégation, par un vice-président et placés sous son autorité.

La commission peut charger le président ou le vice-président délégué d'exercer ses attributions en ce qui

concerne l'application des articles 16, 17 et 21 (4°, 5° et 6°).

Les agents de la commission nationale sont nommés par le président ou le vice-président délégué.

Art. 11.— La commission peut demander aux premiers présidents de cour d'appel ou aux présidents de tribunaux administratifs de déléguer un magistrat de leur ressort, éventuellement assisté d'experts, pour des missions d'investigation et de contrôle effectuées sous sa direction.

Art. 12.— Les membres et les agents de la commission sont astreints au secret professionnel pour les faits, actes ou renseignements dont ils ont pu avoir connaissance en raison de leurs fonctions, dans les conditions prévues à l'article 75 du code pénal et, sous réserve de ce qui est nécessaire à l'établissement du rapport annuel prévu ci-après, à l'article 378 du code pénal.

Art. 13.— Dans l'exercice de leurs attributions, les membres de la commission nationale de l'informatique et des libertés et les membres des délégations régionales ne reçoivent d'instruction d'aucune autorité.

Les informaticiens appelés, soit à donner les renseignements à la commission, soit à témoigner devant elle, sont déliés en tant que de besoin de leur obligation de discrétion.

CHAPITRE III

Formalités préalables à la mise en œuvre des traitements automatisés.

Art. 14.— La commission nationale de l'informatique et des libertés veille à ce que les traitements automatisés, publics ou privés, d'informations nominatives, soient effectués conformément aux dispositions de la présente loi.

Art. 15.— Hormis les cas où ils doivent être autorisés par la loi, les traitements automatisés d'informations nominatives opérés pour le compte de l'Etat, d'un établissement public ou d'une collectivité territoriale, ou d'une personne morale de droit privé gérant un service public, sont décidés par une loi ou par un acte réglementaire pris après avis motivé de la commission nationale de l'informatique et des libertés.

Si l'avis de la commission est défavorable, il ne peut être passé outre que par un décret pris sur avis conforme du Conseil d'Etat ou, s'agissant d'une collectivité territoriale, en vertu d'une décision de son organe délibérant approuvée par décret pris sur avis conforme du Conseil d'Etat.

Si, au terme d'un délai de deux mois renouvelable une seule fois sur décision du président, l'avis de la commission n'est pas notifié, il est réputé favorable.

Art. 16.— Les traitements automatisés d'informations nominatives effectués pour le compte de personnes autres que celles qui sont soumises aux dispositions de l'article 15 doivent, préalablement à leur mise en œuvre, faire l'objet d'une déclaration auprès de la commission nationale de l'informatique et des libertés.

Cette déclaration comporte l'engagement que le traitement satisfait aux exigences de la loi.

Dès qu'il a reçu le récépissé délivré sans délai par la commission, le demandeur peut mettre en œuvre le traitement. Il n'est exonéré d'aucune de ses responsabilités.

Art. 17.— Pour les catégories les plus courantes de traitements à caractère public ou privé, qui ne comportent manifestement pas d'atteinte à la vie privée ou aux

libertés, la commission nationale de l'informatique et des libertés établit et publie des normes simplifiées inspirées de caractéristiques mentionnées à l'article 19.

Pour les traitements répondant à ces normes, seule une déclaration simplifiée de conformité à l'une de ces normes est déposée auprès de la commission. Sauf décision particulière de celle-ci, le récépissé de déclaration est délivré sans délai. Dès réception de ce récépissé, le demandeur peut mettre en œuvre le traitement. Il n'est exonéré d'aucune de ses responsabilités.

Art. 18.— L'utilisation du répertoire national d'identification des personnes physiques en vue d'effectuer des traitements nominatifs est autorisée par décret en Conseil d'Etat pris après avis de la commission.

Art. 19.— La demande d'avis ou la déclaration doit préciser :

— la personne qui présente la demande et celle qui a pouvoir de décider la création du traitement ou, si elle réside à l'étranger, son représentant en France ;

— les caractéristiques, la finalité et, s'il y a lieu, la dénomination du traitement ;

— le service ou les services chargés de mettre en œuvre celui-ci ;

— le service auprès duquel s'exerce le droit d'accès défini au chapitre V ci-dessous ainsi que les mesures prises pour faciliter l'exercice de ce droit ;

— les catégories de personnes qui, à raison de leurs fonctions ou pour les besoins du service, ont directement accès aux informations enregistrées ;

— les informations nominatives traitées, leur origine et la durée de leur conservation ainsi que leurs destinataires habilités à recevoir communication de ces informations ;

— les rapprochements, interconnexions ou toute autre forme de mise en relation de ces informations ainsi que leur cession à des tiers ;

— les dispositions prises pour assurer la sécurité des traitements et des informations et la garantie des secrets protégés par la loi ;

— si le traitement est destiné à l'expédition d'informations nominatives entre le territoire français et l'étranger, sous quelque forme que ce soit, y compris lorsqu'il est l'objet d'opérations partiellement effectuées sur le territoire français à partir d'opérations antérieurement réalisées hors de France.

Toute modification aux mentions énumérées ci-dessus, ou toute suppression de traitement, est portée à la connaissance de la commission.

Peuvent ne pas comporter certaines des mentions énumérées ci-dessus les demandes d'avis relatives aux traitements automatisés d'informations nominatives intéressant la sûreté de l'Etat, la défense et la sécurité publique.

Art. 20.— L'acte réglementaire prévu pour les traitements régis par l'article 15 ci-dessus précise notamment :

— la dénomination et la finalité du traitement ;

— le service auprès duquel s'exerce le droit d'accès défini au chapitre V ci-dessous ;

— les catégories d'informations nominatives enregistrées ainsi que les destinataires ou catégories de destinataires habilités à recevoir communication de ces informations.

Des décrets en Conseil d'Etat peuvent disposer que les actes réglementaires relatifs à certains traitements

intéressant la sûreté de l'Etat, la défense et la sécurité publique ne seront pas publiés.

Art. 21.— Pour l'exercice de sa mission de contrôle, la commission :

1° Prend des décisions individuelles ou réglementaires dans les cas prévus par la présente loi ;

2° Peut, par décision particulière, charger un ou plusieurs de ses membres ou de ses agents, assistés, le cas échéant, d'experts, de procéder, à l'égard de tout traitement, à des vérifications sur place et de se faire communiquer tous renseignements et documents utiles à sa mission ;

3° Edicte, le cas échéant, des règlements types en vue d'assurer la sécurité des systèmes ; en cas de circonstances exceptionnelles, elle peut prescrire des mesures de sécurité pouvant aller jusqu'à la destruction des supports d'informations ;

4° Adresse aux intéressés des avertissements et dénonce au parquet les infractions dont elle a connaissance, conformément à l'article 40 du code de procédure pénale ;

5° Veille à ce que les modalités de mise en œuvre du droit d'accès et de rectification indiquées dans les actes et déclarations prévus aux articles 15 et 16 n'entravent pas le libre exercice de ce droit ;

6° Reçoit les réclamations, pétitions et plaintes ;

7° Se tient informée des activités industrielles et de services qui concourent à la mise en œuvre de l'informatique.

Les ministres, autorités publiques, dirigeants d'entreprises, publiques ou privées, responsables de groupements divers et plus généralement les détenteurs ou utilisateurs de fichiers nominatifs ne peuvent s'opposer à l'action de la commission ou de ses membres pour quelque motif que ce soit et doivent au contraire prendre toutes mesures utiles afin de faciliter sa tâche.

Art. 22.— La commission met à la disposition du public la liste des traitements qui précise pour chacun d'eux :

— la loi ou l'acte réglementaire décidant de sa création ou la date de sa déclaration ;

— sa dénomination et sa finalité ;

— le service auprès duquel est exercé le droit d'accès prévu au chapitre V ci-dessous ;

— les catégories d'informations nominatives enregistrées ainsi que les destinataires ou catégories de destinataires habilités à recevoir communication de ces informations.

Sont tenus à la disposition du public, dans les conditions fixées par décret, les décisions, avis ou recommandations de la commission dont la connaissance est utile à l'application ou à l'interprétation de la présente loi.

Art. 23.— La commission présente chaque année au Président de la République et au Parlement un rapport rendant compte de l'exécution de sa mission. Ce rapport est publié.

Ce rapport décrira notamment les procédures et méthodes de travail suivies par la commission et contiendra en annexe toutes informations sur l'organisation de la commission et de ses services, propres à faciliter les relations du public avec celle-ci.

Art. 24.— Sur proposition ou après avis de la commission, la transmission entre le territoire français et l'étran-

ger, sous quelque forme que ce soit, d'informations nominatives faisant l'objet de traitements automatisés régis par l'article 16 ci-dessus peut être soumise à autorisation préalable ou réglementée selon des modalités fixées par décret en Conseil d'Etat, en vue d'assurer le respect des principes posés par la présente loi.

CHAPITRE IV

Collecte, enregistrement et conservation des informations nominatives.

Art. 25.— La collecte de données opérée par tout moyen frauduleux, déloyal ou illicite est interdite.

Art. 26.— Toute personne physique a le droit de s'opposer, pour des raisons légitimes, à ce que des informations nominatives la concernant fassent l'objet d'un traitement.

Ce droit ne s'applique pas aux traitements limitativement désignés dans l'acte réglementaire prévu à l'article 15.

Art. 27.— Les personnes auprès desquelles sont recueillies des informations nominatives doivent être informées :

- du caractère obligatoire ou facultatif des réponses ;
- des conséquences à leur égard d'un défaut de réponse ;
- des personnes physiques ou morales destinataires des informations ;
- de l'existence d'un droit d'accès et de rectification.

Lorsque de telles informations sont recueillies par voie de questionnaires, ceux-ci doivent porter mention de ces prescriptions.

Ces dispositions ne s'appliquent pas à la collecte des informations nécessaires à la constatation des infractions.

Art. 28.— Sauf dispositions législatives contraires, les informations ne doivent pas être conservées sous une forme nominative au-delà de la durée prévue à la demande d'avis ou à la déclaration, à moins que leur conservation ne soit autorisée par la commission.

Art. 29.— Toute personne ordonnant ou effectuant un traitement d'informations nominatives s'engage de ce fait, vis-à-vis des personnes concernées, à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des tiers non autorisés.

Art. 30.— Sauf dispositions législatives contraires, les juridictions et autorités publiques agissant dans le cadre de leurs attributions légales ainsi que, sur avis conforme de la commission nationale, les personnes morales gérant un service public peuvent seules procéder au traitement automatisé des informations nominatives concernant les infractions, condamnations ou mesures de sûreté.

Jusqu'à la mise en œuvre du fichier des conducteurs prévu par la loi n° 70-539 du 24 juin 1970, les entreprises d'assurances sont autorisées, sous le contrôle de la commission, à traiter elles-mêmes les informations mentionnées à l'article 5 de ladite loi et concernant les personnes visées au dernier alinéa dudit article.

Art. 31.— Il est interdit de mettre ou conserver en mémoire informatisée, sauf accord exprès de l'intéressé, des données nominatives qui, directement ou indirectement, font apparaître les origines raciales ou les opinions politiques, philosophiques ou religieuses ou les appartenances syndicales des personnes.

Toutefois, les églises et les groupements à caractère religieux, philosophique, politique ou syndical peuvent tenir registre de leurs membres ou de leurs correspondants sous forme automatisée. Aucun contrôle ne peut être exercé, de ce chef, à leur rencontre.

Pour des motifs d'intérêt public, il peut aussi être fait exception à l'interdiction ci-dessus sur proposition ou avis conforme de la commission par décret en Conseil d'Etat.

Art. 32.— L'accès du fichier électoral est ouvert dans des conditions identiques aux candidats et aux partis politiques, sous le contrôle des commissions de propagande électorale.

Art. 33.— Les dispositions des articles 24, 30 et 31 ne s'appliquent pas aux informations nominatives traitées par les organismes de la presse écrite ou audiovisuelle dans le cadre des lois qui les régissent et dans les cas où leur application aurait pour effet de limiter l'exercice de la liberté d'expression.

CHAPITRE V

Exercice du droit d'accès.

Art. 34.— Toute personne justifiant de son identité a le droit d'interroger les services ou organismes chargés de mettre en œuvre les traitements automatisés dont la liste est accessible au public en application de l'article 22 ci-dessus en vue de savoir si ces traitements portent sur des informations nominatives la concernant et, le cas échéant, d'en obtenir communication.

Art. 35.— Le titulaire du droit d'accès peut obtenir communication des informations le concernant. La communication, en langage clair, doit être conforme au contenu des enregistrements.

Une copie est délivrée au titulaire du droit d'accès qui en fait la demande contre perception d'une redevance forfaitaire variable selon la catégorie de traitement dont le montant est fixé par décision de la commission et homologué par arrêté du ministre de l'économie et des finances.

Toutefois, la commission saisie contradictoirement par le responsable du fichier peut lui accorder :

- des délais de réponse ;
- l'autorisation de ne pas tenir compte de certaines demandes manifestement abusives par leur nombre, leur caractère répétitif ou systématique.

Lorsqu'il y a lieu de craindre la dissimulation ou la disparition des informations mentionnées au premier alinéa du présent article, et même avant l'exercice d'un recours juridictionnel, il peut être demandé au juge compétent que soient ordonnées toutes mesures de nature à éviter cette dissimulation ou cette disparition.

Art. 36.— Le titulaire du droit d'accès peut exiger que soient rectifiées, complétées, clarifiées, mises à jour ou effacées les informations le concernant qui sont inexactes, incomplètes, équivoques, périmées ou dont la collecte, ou l'utilisation, la communication ou la conservation est interdite.

Lorsque l'intéressé en fait la demande, le service ou organisme concerné doit délivrer sans frais copie de l'enregistrement modifié.

En cas de contestation, la charge de la preuve incombe au service auprès duquel est exercé le droit d'accès sauf lorsqu'il est établi que les informations contestées ont été communiquées par la personne concernée ou avec son accord.

Lorsque le titulaire du droit d'accès obtient une modification de l'enregistrement, la redevance versée en application de l'article 35 est remboursée.

Art. 37.— Un fichier nominatif doit être complété ou corrigé même d'office lorsque l'organisme qui le tient acquiert connaissance de l'inexactitude ou du caractère incomplet d'une information nominative contenue dans ce fichier.

Art. 38.— Si une information a été transmise à un tiers, sa rectification ou son annulation doit être notifiée à ce tiers, sauf dispense accordée par la commission.

Art. 39.— En ce qui concerne les traitements intéressant la sûreté de l'Etat, la défense et la sécurité publique, la demande est adressée à la commission qui désigne l'un de ses membres appartenant ou ayant appartenu au Conseil d'Etat, à la Cour de cassation ou à la Cour des comptes pour mener toutes investigations utiles et faire procéder aux modifications nécessaires. Celui-ci peut se faire assister d'un agent de la commission.

Il est notifié au requérant qu'il a été procédé aux vérifications.

Art. 40.— Lorsque l'exercice du droit d'accès s'applique à des informations à caractère médical, celles-ci ne peuvent être communiquées à l'intéressé que par l'intermédiaire d'un médecin qu'il désigne à cet effet.

CHAPITRE VI

Dispositions pénales.

Art. 41.— Sera puni d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende de 2.000 à 200.000 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement, quiconque aura procédé ou fait procéder à des traitements automatisés d'information nominative, sans qu'aient été publiés les actes réglementaires prévus à l'article 15 ou faites les déclarations prévues à l'article 16 ci-dessus.

En outre, le tribunal pourra ordonner l'insertion du jugement intégralement ou par extraits, dans un ou plusieurs journaux, et son affichage dans les conditions qu'il déterminera, aux frais du condamné.

Art. 42.— Sera puni d'un emprisonnement d'un an à cinq ans et d'une amende de 20.000 francs à 2.000.000 de francs, ou de l'une de ces deux peines seulement, quiconque aura enregistré ou fait enregistrer, conservé ou fait conserver des informations nominatives en violation des dispositions des articles 25, 26 et 28 à 31.

En outre, le tribunal pourra ordonner l'insertion du jugement, intégralement ou par extraits, dans un ou plusieurs journaux, et son affichage dans les conditions qu'il déterminera, aux frais du condamné.

Art. 43.— Sera puni d'un emprisonnement de deux à six mois et d'une amende de 2.000 à 20.000 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement, quiconque ayant recueilli, à l'occasion de leur enregistrement, de leur classement, de leur transmission ou de toute autre forme de traitement, des informations nominatives dont la divulgation aurait pour effet de porter atteinte à la réputation ou à la considération de la personne ou à l'intimité de la vie privée, aura, sans l'autorisation de l'intéressé, sciemment porté ces informations à la connaissance d'une personne qui n'a pas qualité pour les recevoir en vertu des dispositions de la présente loi ou d'autres dispositions législatives.

Sera puni d'une amende de 2.000 à 20.000 francs quiconque aura, par imprudence ou négligence, divulgué ou

laissé divulguer des informations de la nature de celles mentionnées à l'alinéa précédent.

Art. 44.— Sera puni d'un emprisonnement d'un an à cinq ans et d'une amende de 20.000 à 2.000.000 de francs, quiconque étant détenteur d'informations nominatives à l'occasion de leur enregistrement, de leur classement, de leur transmission ou de toute autre forme de traitement, les aura détournées de leur finalité telle qu'elle est définie dans l'acte réglementaire prévu à l'article 15 ci-dessus, ou dans les déclarations faites en application des articles 16 et 17 ou par une disposition législative.

CHAPITRE VII

Dispositions diverses.

Art. 45.— Les dispositions des articles 25, 27, 29, 30, 31, 32 et 33 relatifs à la collecte, l'enregistrement et la conservation des informations nominatives sont applicables aux fichiers non automatisés ou mécanographiques autres que ceux dont l'usage relève du strict exercice du droit à la vie privée.

Le premier alinéa de l'article 26 est applicable aux mêmes fichiers, à l'exception des fichiers publics désignés par un acte réglementaire.

Toute personne justifiant de son identité a le droit d'interroger les services ou organismes qui détiennent des fichiers mentionnés au premier alinéa du présent article en vue de savoir si ces fichiers contiennent des informations nominatives le concernant. Le titulaire du droit d'accès a le droit d'obtenir communication de ces informations ; il peut exiger qu'il soit fait application des trois premiers alinéas de l'article 36 de la présente loi relatifs au droit de rectification. Les dispositions des articles 37, 38, 39 et 40 sont également applicables. Un décret en Conseil d'Etat fixe les conditions d'exercice du droit d'accès et de rectification ; ce décret peut prévoir la perception de redevances pour la délivrance de copies des informations communiquées.

Le Gouvernement, sur proposition de la commission nationale de l'informatique et des libertés, peut décider, par décret en Conseil d'Etat, que les autres dispositions de la présente loi peuvent, en totalité ou en partie, s'appliquer à un fichier ou à des catégories de fichiers non automatisés ou mécanographiques qui présentent, soit par eux-mêmes, soit par la combinaison de leur emploi avec celui d'un fichier informatisé, des dangers quant à la protection des libertés.

Art. 46.— Des décrets en Conseil d'Etat fixeront les modalités d'application de la présente loi. Ils devront être pris dans un délai de six mois à compter de sa promulgation.

Ces décrets détermineront les délais dans lesquels les dispositions de la présente loi entreront en vigueur. Ces délais ne pourront excéder deux ans à compter de la promulgation de ladite loi.

Art. 47.— La présente loi est applicable à Mayotte et aux territoires d'outre-mer.

Art. 48.— A titre transitoire, les traitements régis par l'article 15 ci-dessus, et déjà créés, ne sont soumis qu'à une déclaration auprès de la commission nationale de l'informatique et des libertés dans les conditions prévues aux articles 16 et 17.

La commission peut toutefois, par décision spéciale, faire application des dispositions de l'article 15 et fixer le délai au terme duquel l'acte réglementant le traitement doit être pris.

A l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la promulgation de la présente loi, tous les traitements régis par l'article 15 devront répondre aux prescriptions de cet article.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 6 janvier 1978.

Valéry GISCARD D'ESTAING.

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,
Raymond BARRE.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
Alain PEYREFITTE.

Le ministre de l'intérieur,
Christian BONNET.

Le ministre de la défense,
Yvon BOURGES.

Le ministre délégué à l'économie et aux finances,
Robert BOULIN.

Le ministre de l'équipement
et de l'aménagement du territoire,
Fernand ICART.

Le ministre de l'éducation,
René HABY.

Le ministre de l'industrie, du commerce
et de l'artisanat,
René MONORY.

Le ministre du travail,
Christian BEULLAC.

Le ministre de la santé et de la sécurité sociale,
Simone VEIL.

LOI n° 78-17 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Rectificatif au Journal officiel du 7 janvier 1978 :

Page 228, 1ère colonne, article 13, 2e et 3e ligne :

Supprimer les mots :

« ...et les membres des délégations régionales... ».

Même page, même colonne, article 15, 5e et 6e ligne :

Au lieu de :

« ...sont décidés par une loi ou par un acte réglementaire... »,

Lire :

« ...sont décidés par un acte réglementaire... ».

Page 229, 2e colonne, article 31, 2e alinéa, dernière ligne :

Au lieu de :

« ...à leur rencontre »,

Lire :

« ...à leur rencontre... ».

DECRET n° 78-774 du 17 juillet 1978 pris pour l'application des chapitres Ier à IV et VII de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre de l'intérieur, du ministre de la défense, du ministre du budget et du ministre de l'industrie,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, et notamment son article 46 ;

Vu l'ordonnance n° 45-2283 du 9 octobre 1945 relative à la formation, au recrutement et au statut de certaines catégories de fonctionnaires et instituant une direction de la fonction publique et un conseil permanent de l'administration civile ;

Vu l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances et notamment ses articles 19 et 45 ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Le conseil d'Etat (section de l'intérieur) entendu,

Décète :

CHAPITRE Ier

La commission nationale de l'informatique et des libertés.

Article 1er.— Pour l'accomplissement des missions qui lui sont confiées par la loi susvisée du 6 janvier 1978, la commission nationale de l'informatique et des libertés :

Se tient informée des effets de l'utilisation de l'informatique sur le droit à la protection de la vie privée, l'exercice des libertés et le fonctionnement des institutions démocratiques ;

Conseille les personnes et organismes qui ont recours au traitement automatisé d'informations nominatives ou procèdent à des essais ou expériences de nature à aboutir à de tels traitements ;

Répond aux demandes d'avis des pouvoirs publics et, le cas échéant, des juridictions ;

Propose au Gouvernement toutes mesures législatives ou réglementaires de nature à adapter la protection des libertés à l'évolution des procédés et techniques informatiques.

Section I

Organisation et fonctionnement de la commission

Art. 2.— Sous réserve des dispositions du présent décret, le règlement intérieur prévu par l'article 8 de la loi susvisée du 6 janvier 1978 fixe :

Les conditions de fonctionnement de la commission ;

Les règles de procédure applicables devant elle ;

L'organisation de ses services.

La commission détermine les modalités de recrutement et de rémunération de ses agents dans les conditions prévues par l'article 15 de l'ordonnance susvisée du 9 octobre 1945.

Art. 3.— Les membres de la commission sont convoqués par le président. La convocation est de droit à la demande du tiers des membres de la commission. La convocation précise l'ordre du jour.

Art. 4.— Le commissaire du Gouvernement est convoqué à toutes les séances de la commission dans les mêmes conditions que les membres de celle-ci.

Art. 5.— La commission ne peut valablement délibérer que si la majorité de ses membres en exercice participe à la séance.

Les délibérations de la commission sont prises à la majorité absolue des membres présents.

Toutefois, sont prises à la majorité d'au moins neuf voix les délibérations suivantes :

1° L'élection du président et des vice-présidents et la désignation du vice-président délégué ;

2° L'adoption du règlement intérieur ;

3° Les avis émis par la commission lorsqu'elle est saisie de la création de traitements dans le secteur public défini par l'article 15 de la loi susvisée du 6 janvier 1978 ;

4° Les décisions prises en vertu du pouvoir réglementaire dont dispose la commission ainsi que celles prises en vertu des dispositions du 3° de l'article 21 de la même loi.

Le règlement intérieur peut en outre décider que certaines délibérations autres que celles énumérées à l'alinéa précédent sont prises à une majorité qualifiée.

Art. 6.— Les membres de la commission ont droit au remboursement des frais que nécessite l'exécution de leur mandat.

Section II

Dispositions financières.

Art. 7.— Les crédits nécessaires au fonctionnement de la commission sont inscrits dans un chapitre particulier du budget du ministère de la justice.

Les dépenses sont ordonnancées par le président de la commission ou par le vice-président délégué.

Art. 8.— Les redevances prévues à l'article 7 de la loi susvisée du 6 janvier 1978 sont recouvrées comme en matière de créances étrangères à l'impôt et au domaine.

Les sommes recouvrées peuvent donner lieu soit à rétablissement de crédits, soit à rattachement par voie de fonds de concours.

Les titres de perception sont émis et rendus exécutoires par le président de la commission ou par le vice-président délégué.

CHAPITRE II

Formalités préalables à la mise en œuvre des traitements automatisés d'informations nominatives.

Art. 9.— En vue de faciliter l'accomplissement des formalités préalables à la mise en œuvre des traitements automatisés, la commission adopte, par délibération spéciale, des modèles de déclaration et de demandes d'avis.

Art. 10.— Les demandes d'avis et les déclarations sont adressées à la commission et instruites par elles dans les conditions prévues aux articles 11 à 23 du présent chapitre.

Un des exemplaires de la demande d'avis ou de la déclaration est transmis au commissaire du Gouvernement.

Art. 11.— Le président ou le vice-président délégué désigne un rapporteur chargé d'instruire la demande d'avis ou, le cas échéant, de préparer la délibération relative aux traitements soumis aux dispositions de la section 3 du présent chapitre.

Toute personne dont l'audition est demandée par le rapporteur ou le commissaire du Gouvernement est entendue par la commission.

Section I

Dispositions particulières relatives à la création de traitements automatisés dans le secteur public.

Art. 12.— La demande d'avis concernant la création d'un traitement automatisé dans le secteur public tel qu'il est défini par l'article 15 de la loi susvisée du 6 janvier 1978 est signée par le ministre compétent ou, lorsque le traitement n'est pas opéré pour le compte de l'Etat, par la personne qui a qualité pour représenter l'établissement public, la collectivité territoriale ou la personne morale de droit privé gérant un service public.

Le dossier produit à l'appui de la demande comporte, en annexe, le projet de loi ou d'acte portant création du traitement ou, le cas échéant, le projet de décret autorisant l'utilisation du répertoire national d'identification des personnes physiques.

Art. 13.— La demande d'avis est adressée à la commission en trois exemplaires :

Soit par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ;

Soit par dépôt au secrétariat de la commission contre récépissé.

La date de l'avis de réception ou du récépissé fixe le point de départ du délai de deux mois dont dispose la commission pour notifier son avis, en application du troisième alinéa de l'article 15 de la loi susvisée du 6 janvier 1978.

Art. 14.— La décision par laquelle le président renouvelle le délai de deux mois imparti à la commission pour donner son avis est notifiée au signataire de la demande par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Art. 15.— Lorsque la commission délibère sur la demande d'avis, le rapporteur peut se faire assister par des agents des services. Le commissaire du Gouvernement présente ses observations concurremment avec les représentants de l'autorité qui a présenté la demande.

Toutefois, en ce qui concerne les traitements opérés pour le compte d'une collectivité territoriale, un représentant de cette collectivité peut présenter directement ses observations devant la commission. Dans ce cas, l'autorité signataire de la demande d'avis précise si elle sollicite le concours du commissaire du Gouvernement.

Art. 16.— L'avis motivé de la commission est notifié à l'autorité qui a présenté la demande :

Soit par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ;

Soit par retrait au secrétariat de la commission contre récépissé.

Art. 17.— Lorsque la commission a émis un avis défavorable à la création d'un traitement, la décision par laquelle l'organe délibérant d'une collectivité territoriale passe outre à cet avis est transmise au ministre de l'intérieur et le cas échéant au ministre compétent.

Dans le cas de traitements opérés pour le compte d'un établissement public ou d'une personne morale de droit privé gérant un service public, la personne qui a qualité pour représenter cet établissement ou cette personne morale saisit, le cas échéant, le ministre compétent.

Le projet de décret qui, en cas d'avis défavorable de la commission, crée un traitement ou approuve la décision de l'organe délibérant de la collectivité territoriale est soumis au Conseil d'Etat, accompagné de la demande d'avis et de l'avis de la commission.

Art. 18.— Les demandes d'avis en vue de l'utilisation du répertoire national d'identification des personnes physiques sont adressées à la commission et instruites dans les conditions prévues aux articles 11 à 17. Le ministre qui est chargé d'assurer la tenue du répertoire doit être entendu par la commission. Ces demandes doivent notamment préciser la justification de l'utilisation du répertoire et les conditions de sa mise en œuvre.

La commission transmet la demande, accompagnée de son avis, au ministre compétent ainsi qu'au ministre chargé de la tenue du répertoire.

Art. 19.— En ce qui concerne les traitements effectués pour le compte de l'Etat, l'acte visé à l'article 15 de la loi du 6 janvier 1978 susvisée est un arrêté du ou des ministres compétents, en cas d'avis favorable de la commission.

Dans le cas de traitements automatisés opérés pour le compte d'une collectivité territoriale la décision est prise par le préfet ou le maire selon le cas.

Dans le cas de traitements automatisés opérés pour le compte d'un établissement public ou d'une personne morale de droit privé gérant un service public, la décision est prise par l'organe délibérant chargé de leur administration.

Art. 20.— Tout projet de loi portant création d'un traitement automatisé d'informations nominatives est transmis au Parlement accompagné de l'avis de la commission nationale de l'informatique et des libertés.

Section II

Dispositions particulières relatives à la création de traitements dans le secteur privé.

Art. 21.— La déclaration concernant la création d'un traitement dans le secteur privé tel qu'il est défini par l'article 16 de la loi susvisée du 6 janvier 1978 est adressée à la commission en trois exemplaires :

Soit par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ;

Soit par remise au secrétariat de la commission contre reçu.

Art. 22.— Lorsque la déclaration satisfait aux prescriptions du deuxième alinéa de l'article 16 ainsi qu'à celles de l'article 19 de la loi susvisée du 6 janvier 1978, la commission ou, en cas de délégation, le président ou le vice-président délégué, délivre sans délai le récépissé prévu au troisième alinéa de ladite loi.

Art. 23.— Les demandes d'avis en vue de l'utilisation du répertoire national d'identification des personnes physiques sont adressées à la commission et instruites par elle dans les conditions prévues aux articles 11 et 13 à 16 du présent chapitre. Le ministre qui est chargé de la tenue du répertoire doit être entendu par la commission. Ces demandes doivent notamment préciser la justification de l'utilisation du répertoire et les conditions de sa mise en œuvre. Le commissaire du Gouvernement peut

se faire assister par le signataire de la demande ou son représentant expressément habilité.

Pour l'application de l'article 18 de la loi susvisée du 6 janvier 1978, la commission transmet la demande, accompagnée de son avis, au ministre de la justice ainsi qu'au ministre qui est chargé de la tenue du répertoire.

Section III

Dispositions particulières relatives aux traitements automatisés publics ou privés soumis à une déclaration simplifiée.

Art. 24.— La déclaration simplifiée de conformité prévue à l'article 17 de la loi susvisée du 6 janvier 1978 pour les traitements répondant aux normes établies par la commission est adressée à celle-ci dans les conditions prévues à l'article 21 ci-dessus.

Art. 25.— Lorsqu'il y a un doute sur la conformité du traitement automatisé à l'une des normes établies par la commission, il peut être sursis à la délivrance du récépissé, conformément au deuxième alinéa de l'article 17 de la loi précitée.

Le signataire de la déclaration est alors invité à justifier la conformité du traitement à la norme et, à défaut, à présenter une nouvelle déclaration en la forme prévue à l'article 16 de la même loi ou une demande d'avis en la forme prévue à l'article 15.

CHAPITRE III

Dispositions transitoires.

Art. 26.— Les chapitres Ier et II et les articles 14, 21, 24, 25, 29, 32, 33 et 37 de la loi susvisée du 6 janvier 1978 entreront en vigueur à la date de publication du présent décret.

L'article 30 de la même loi entrera en vigueur le 1er janvier 1979. La création, à compter de cette date, de traitements opérés pour le compte de l'Etat, d'une collectivité territoriale, d'un établissement public ou d'une personne morale de droit privé gérant un service public est soumise aux dispositions des articles 15, 17, 19 et 20 de la loi. Les traitements créés antérieurement à cette date seront soumis aux dispositions de l'article 48 jusqu'au 31 décembre 1979.

Les articles 16, 17 et 19 de la même loi, en ce qu'ils concernent les traitements opérés pour le compte de personnes autres que celles qui sont mentionnées à l'article 15 de la loi, entreront en vigueur le 1er juillet 1979, ainsi que les articles 18 et 31 de la même loi.

Les autres dispositions de la loi susvisée du 6 janvier 1978 entreront en vigueur le 1er janvier 1980.

Art. 27.— Un décret en Conseil d'Etat fixera ultérieurement les conditions d'application de la loi du 6 janvier 1978 susvisée aux traitements automatisés d'informations nominatives intéressant la sûreté de l'Etat, la défense ou la sécurité publique.

Art. 28.— Le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre de la santé et de la famille, le ministre de l'intérieur, le ministre de la défense, le ministre du travail et de la participation, le ministre de l'économie, le ministre du budget, le ministre de l'environnement et du cadre de vie, le ministre de l'éducation et le ministre de l'industrie sont chargés de l'exécution du présent décret,

qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 17 juillet 1978.

Raymond BARRE.

Par le Premier ministre :

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

Alain PEYREFITTE.

Le ministre de la santé et de la famille,

Simone VEIL.

Le ministre de l'intérieur,

Christian BONNET.

Le ministre de la défense,

Yvon BOURGES.

Le ministre du travail et de la participation,

Robert BOULIN.

Le ministre de l'économie,

René MONORY.

Le ministre du budget,

Maurice PAPON.

Le ministre de l'environnement et du cadre de vie,

Michel D'ORNANO.

Le ministre de l'éducation,

Christian BEULLAC.

Le ministre de l'industrie,

André GIRAUD.

DECRET n° 78-1223 du 28 décembre 1978 modifiant l'article 26 du décret n° 78-774 du 17 juillet 1978 pris pour l'application des chapitres Ier à IV et VII de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice ;

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et notamment son article 46 ;

Vu l'article 26 du décret n° 78-774 du 17 juillet 1978 pris pour l'application des chapitres Ier à IV et VII de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Le conseil d'Etat (section de l'intérieur) entendu,

Décète :

Article 1er.— Les alinéas 2, 3 et 4 de l'article 26 du décret susvisé du 17 juillet 1978 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« L'article 30 de la même loi entrera en vigueur le 1er juin 1979. La création, à compter de cette date, de traitements opérés pour le compte de l'Etat, d'une collectivité territoriale, d'un établissement public ou d'une personne morale de droit privé gérant un service public est soumise aux dispositions des articles 15, 17, 19 et 20 de la loi. Les traitements créés antérieurement à cette date seront soumis aux dispositions de l'article 48 de ladite loi jusqu'au 31 décembre 1979.

« Les autres dispositions de la loi susvisée du 6 janvier 1978 entreront en vigueur le 1er janvier 1980 ».

Art. 2.— Le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre de la santé et de la famille, le ministre de l'intérieur, le ministre de la défense, le ministre du travail et de la participation, le ministre de l'économie, le ministre du budget, le ministre de l'environnement et du cadre de vie, le ministre de l'éducation et le ministre de l'industrie sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 28 décembre 1978.

Raymond BARRE.

Par le Premier ministre :

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

Alain PEYREFITTE.

Le ministre de la santé et de la famille,

Simone VEIL.

Le ministre de l'intérieur,

Christian BONNET.

Le ministre de la défense,

Yvon BOURGES.

Le ministre du travail et de la participation,

Robert BOULIN.

Le ministre de l'économie,

René MONORY.

Le ministre du budget,

Maurice PAPON.

Le ministre de l'environnement et du cadre de vie,

Michel D'ORNANO.

Le ministre de l'éducation,

Christian BEULLAC.

Le ministre de l'industrie,

André GIRAUD.

ARRETE n° 3345 AA du 28 janvier 1980 promulguant un acte du pouvoir central.

Le haut-commissaire de la République en Polynésie française, chef du territoire.

Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française, notamment son article 64 ;

Le conseil de gouvernement informé en séance du 24 janvier 1980,

Arrête :

Article 1er.— Est promulgué dans le territoire pour y être exécuté selon ses forme et teneur :

- le décret n° 79-1160 du 28 décembre 1979 fixant les conditions d'application aux traitements d'informations nominatives intéressant la sûreté de l'Etat, la défense et la sécurité publique de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

(J.O.R.F. n° 304 du 31 décembre 1979, p. 3331).

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 28 janvier 1980.

Le haut-commissaire,

par délégation :

Le secrétaire général,
Michel KUHNMUNCH.

DECRET n° 79-1160 du 28 décembre 1979 fixant les conditions d'application aux traitements d'informations nominatives intéressant la sûreté de l'Etat, la défense et la sécurité publique de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre de l'intérieur et du ministre de la défense,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, et notamment ses articles 19, 20, 21, 22, 39 et 48 ;

Vu l'ordonnance n° 59-147 du 7 janvier 1959 modifiée portant organisation générale de la défense ;

Vu le décret n° 78-774 du 17 juillet 1978 modifié pris pour l'application des chapitres Ier à IV et VII de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu le décret n° 63-776 du 30 juillet 1963, notamment son article 21 (avant-dernier alinéa) ;

Le Conseil d'Etat (section de l'intérieur) entendu,

Décrète :

Article 1er.— Lorsqu'elles concernent un traitement intéressant la sûreté de l'Etat, la défense ou la sécurité publique, les demandes d'avis soumises à la commission nationale de l'informatique et des libertés, ainsi que les déclarations effectuées en application de l'article 48 de la loi susvisée du 6 janvier 1978, doivent comporter au minimum les mentions suivantes :

- l'autorité qui présente la demande ;
- la finalité et, s'il y a lieu, la dénomination du traitement ;
- le service ou les services chargés de mettre celui-ci en œuvre ;
- le service auprès duquel s'exerce le droit d'accès défini au chapitre V de la loi susvisée du 6 janvier 1978 ainsi que les mesures prises pour faciliter l'exercice de ce droit ;
- les catégories de personnes qui, à raison de leurs fonctions ou pour les besoins du service, ont directement accès aux informations enregistrées ;
- les destinataires ou catégories de destinataires habilités à recevoir communication de ces informations ;
- les rapprochements, interconnexions ou toute autre forme de mise en relation de ces informations.

Art. 2.— Les traitements institués par des actes réglementaires qui n'auront pas été publiés en application du dernier alinéa de l'article 20 de la loi susvisée du 6 janvier 1978 ne figurent pas sur la liste établie, conformément à l'article 22 de la même loi, par la commission na-

tionale de l'informatique et des libertés. Les décisions, avis ou recommandations de la commission relatifs à ces traitements ne sont pas tenus à la disposition du public.

Pour les traitements automatisés d'informations nominatives intéressant la sûreté de l'Etat, la défense et la sécurité publique qui auront fait l'objet de la déclaration prévue par l'article 48 de la même loi, l'autorité déclarante pourra décider que les dispositions de l'alinéa précédent sont applicables. Elle en informera la commission nationale de l'informatique et des libertés.

Art. 3.— Les agents de la commission appelés, dans le cadre de l'exécution de leur mission, à prendre connaissance d'informations classifiées au titre de la protection du secret de défense nationale doivent y être habilités par le Premier ministre.

Art. 4.— Le président de la commission nationale de l'informatique et des libertés fait connaître, chaque année, au Premier ministre les nom et qualités des membres et agents de la commission désignés pour procéder à toute investigation concernant les traitements intéressant la sûreté de l'Etat, la défense ou la sécurité publique.

Art. 5.— Le présent décret est applicable à Mayotte et aux territoires d'outre-mer.

Art. 6.— Le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre de l'intérieur, le ministre de la défense et le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur (Départements et territoires d'outre-mer) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 28 décembre 1979.

Raymond BARRE.

Par le Premier ministre :

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

Alain PEYREFITTE.

Le ministre de l'intérieur,

Christian BONNET.

Le ministre de la défense,

Yvon BOURGES.

Le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur (Départements et territoires d'outre-mer),

Paul DIJOU.

TEXTES OFFICIELS PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ARRETE MINISTERIEL du 28 décembre 1979 portant interdiction de circulation, de distribution et de mise en vente de revues étrangères sur l'ensemble du territoire.

Par arrêté du ministre de l'intérieur en date du 28 décembre 1979, sont interdites sur l'ensemble du territoire, en application des dispositions de l'article 14 de la loi du 29 juillet 1881 modifiée, la circulation, la distribution et la mise en vente des revues étrangères intitulées ;

Action Climax, Bild und Druck, Frankfurt ;

Apex Color, Wara, Köln ;

Ballons, de Vaar b. v., Dordrecht (Holland) ;

Black Lesbian, Color Climax Corporation (Copenhague) ;

Blue, Playhouse Production, Copenhague ;

Blue Sex, Peter Schmidt, Hamburg ;
 Bondage King Size, Color Climax Corporation, Copenhagen ;
 Bound Flesh, Delta Publishing Co., Wilmington (U.S.A.) ;
 Brutal Discipline, Candy Film, Copenhagen ;
 Busty Girls, Color Climax Corporation, Copenhagen ;
 Erotique, Lasse Braun Productions b. v., Breda (Holland) ;
 Exciting Girls, Peter Schmidt, Hamburg ;
 Fat Gail, Gail Produktion, Copenhagen ;
 Hot Fever, Cheri-Verlag, Esslingen (W.-Germany) ;
 Geila, Belprint Verlags, Lindau (W.-Germany) ;
 Kill, Kreod-Verlag, Nürnberg (W.-Germany) ;
 Lesbian Fun, Color Climax Corporation, Copenhagen ;
 Lesbian Joy, Color Climax Corporation, Copenhagen ;
 Lesbian Lesson, Color Climax Corporation, Copenhagen ;
 Lesbian Lovers, Color Climax Corporation, Copenhagen ;
 Lesbian Triangle, Color Climax Corporation, Copenhagen ;
 Lesbos, Scandinavian Picture A/S, Copenhagen ;
 Man-Servant, Color Climax Corporation, Copenhagen ;
 Monique, Pendulum-Press, Berlin ;
 Orgia, Belprint Verlags, Lindau (W.-Germany) ;
 Paradiso, Verlag Love Film, Bochum (W.-Germany) ;
 Pigalle, Elfra, Essen (W.-Germany) ;
 Pornoboy, Belprint Verlags, Lindau (W.-Germany) ;
 Pornoptikum, Sol-Verlags, Herbolzheim (W.-Germany) ;
 Pornovision, Belprint Verlags, Lindau (W.-Germany) ;
 16 +, Paul Hermansz, Amsterdam ;
 Sex-House, Elfra, Essen (W.-Germany) ;
 Spender, Spender Press AB, Aseda (Sweden) ;
 Teen-Age Lesbian, Color Climax Corporation, Copenhagen ;
 Tinaclub, Fa. Langerveld, Offenbach (W.-Germany) ;
 Young Gail, Gail Production, Copenhagen.

ARRETE MINISTERIEL du 10 janvier 1980 relatif à la liste des intermédiaires agréés (extrait).

Par arrêté du ministre de l'économie en date du 10 janvier 1980 ;

Sont habilitées à réaliser des opérations de change, règlements et mouvements matériels de valeurs entre la France et l'étranger les banques énumérées ci-dessous :

B.— BANQUES DES DEPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER

Polynésie française.

(Papeete.)

Banque de l'Indochine et de Suez.
 Banque de Tahiti.
 Banque de Polynésie.
 Société de crédit et de développement de l'Océanie.

ARRETE INTERMINISTERIEL du 11 janvier 1980 relatif à l'ouverture d'un concours pour le recrutement d'inspecteurs principaux de la police nationale.

Le garde des sceaux, ministre de la justice, et le ministre de l'intérieur,

Vu l'article 16 (3°) du code de procédure pénale, modifié par la loi n° 78-788 du 28 juillet 1978 ;

Vu le décret n° 79-115 du 5 février 1979 portant règlement d'administration publique modifiant le code de procédure pénale (2e partie) en ce qui concerne la police judiciaire ;

Vu le décret n° 68-70 du 24 janvier 1968 fixant les dispositions communes applicables aux fonctionnaires des services actifs de la police nationale ;

Vu le décret n° 72-774 du 16 août 1972 relatif au statut particulier du corps des inspecteurs de la police nationale ;

Vu le décret n° 77-990 du 30 août 1977, article 11, modifiant le décret n° 72-774 du 16 août 1972 relatif au statut particulier du corps des inspecteurs de la police nationale ;

Vu l'arrêté interministériel du 2 avril 1979, article 3, relatif au remplacement des dispositions du code de procédure pénale (4e partie) en ce qui concerne la désignation des officiers de police judiciaire de la police nationale ;

Vu l'arrêté interministériel du 14 décembre 1979 portant autorisation d'ouverture d'un concours pour le recrutement d'inspecteurs principaux de la police nationale ;

Sur proposition du directeur général de la police nationale,

Arrêtent :

Article 1er.— Les épreuves d'admissibilité du concours ouvert au ministère de l'intérieur (direction générale de la police nationale) pour le recrutement de 530 inspecteurs principaux de la police nationale auront lieu les 4 et 5 mars 1980 dans les centres suivants : Bordeaux, Dijon, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Paris, Rennes, Toulouse, Tours et Versailles.

En outre, des centres seront organisés à Basse-Terre, Cayenne, Fort-de-France, Saint-Denis (Réunion), Saint-Pierre, Nouméa et Papeete si le nombre des candidats dans chacun de ces centres le justifie.

Les épreuves d'admission auront lieu exclusivement à Paris.

Art. 2.— Le directeur des affaires criminelles et des grâces et le directeur du personnel et des écoles de la police sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 11 janvier 1980.

Le ministre de l'intérieur,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur du personnel et des écoles de la police nationale,

M. BONNECARRERE.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur des affaires criminelles et des grâces,

R. BTEILLE.

ARRETE MINISTERIEL du 14 janvier 1980 fixant le taux des allocations mensuelles attribuées aux étudiants des territoires d'outre-mer.

Le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur (Départements et territoires d'outre-mer),

Vu les décrets n° 62-1005 du 24 août 1962 et n° 68-12 du 2 janvier 1968 portant réglementation des bourses accordées sur le budget de l'Etat aux étudiants des territoires d'outre-mer ;

Vu les arrêtés du 10 septembre 1962 et du 19 octobre 1970 relatifs aux modalités de paiement des bourses ;

Vu l'arrêté du 20 novembre 1975 fixant le montant des allocations mensuelles et de l'indemnité de trousseau ;

Vu l'arrêté du 25 mai 1977 fixant le taux des allocations mensuelles et des indemnités de premier équipement et de grandes vacances attribuées aux étudiants boursiers des territoires d'outre-mer,

Arrête :

Article 1er.— A compter du 1er janvier 1980 le taux des allocations mensuelles attribuées sur le budget de l'Etat aux étudiants des territoires d'outre-mer est porté à 1.200 F pour les étudiants des premier et deuxième cycles et à 1.300 F pour les étudiants du troisième cycle.

Art. 2.— Le directeur des affaires économiques, sociales et culturelles au secrétariat d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 14 janvier 1980.

Pour le secrétaire d'Etat et par délégation :

Le chargé de mission,

J.-L. DIFENBACHER.

ARRETE MINISTERIEL du 18 janvier 1980 fixant le prix d'émission des emprunts « Villes de France 12,30 p. 100 mars 1980 » et taux d'intérêt de référence des emprunts des collectivités locales.

Le ministre de l'économie,

Vu le décret n° 72-229 du 24 mars 1972 pris pour l'application de l'article 1er de la loi n° 70-1297 du 31 décembre 1970 sur la gestion municipale et les libertés communales ;

Vu le décret n° 79-147 du 21 février 1979 fixant les conditions des emprunts prévus par le code des communes en ses articles L. 236-10, à L. 236-12 et R. 236-10 à R. 236-47 ;

Vu l'arrêté du 24 mars 1972 relatif aux taux minima d'intérêt annuel des emprunts des communes et aux taux maxima des commissions afférentes à ces emprunts ;

Vu l'arrêté du 24 mars 1972 relatif aux conditions de réalisation des emprunts départementaux ;

Vu l'arrêté du 5 décembre 1979 fixant les conditions d'émission de la série « Villes de France 12,30 p. 100 mars 1980 »,

Arrête :

Article 1er.— Pour la période du 15 au 31 janvier 1980, le prix d'émission des obligations « Villes de France 12,30 p. 100 mars 1980 » (obligations de 2.000 F) est fixé à 1.942 F.

Ces prix correspondent à un taux de rendement actuariel brut de 12,70 p. 100 (sociétés) et de 12,67 p. 100 (personnes privées).

Art. 2.— Le taux de référence prévu par l'article 1er de l'arrêté du 24 mars 1972 relatif aux taux maxima d'in-

térêt annuel des emprunts des communes et par l'article 3 de l'arrêté du 24 mars 1972 relatif aux conditions de réalisation des emprunts départementaux et correspondant aux taux maxima d'intérêt annuel des emprunts d'une durée de quinze ans et plus des collectivités locales est fixé à 12,70 p. 100 à compter de la publication du présent arrêté.

Art. 3.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 18 janvier 1980.

Pour le ministre et par délégation :

Par empêchement du directeur du Trésor :

Le sous-directeur,

H. BAQUIAST.

ARRETE MINISTERIEL du 23 janvier 1980 portant création de centres supplémentaires pour les épreuves écrites d'accès au cycle préparatoire au second concours d'entrée à l'école nationale de la magistrature.

Par arrêté du garde des sceaux, ministre de la justice, en date du 23 janvier 1980, un centre supplémentaire pour les épreuves écrites d'accès au cycle préparatoire au second concours d'entrée à l'école nationale de la magistrature sera créé :

A Saint-Denis (île de la Réunion) ;

A Basse-Terre (Guadeloupe) ;

A Papeete (Polynésie française).

ARRETE MINISTERIEL du 28 janvier 1980 fixant les promotions à réaliser en 1980 pour les gradés et gardiens du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française.

Par arrêté du ministre de l'intérieur en date du 28 janvier 1980, les promotions à réaliser en 1980 pour les gradés et gardiens du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française sont les suivantes :

Brigadier chef : un ;

Brigadier : un.

AVIS relatif à une instruction de l'institut d'émission d'outre-mer prise pour l'application du décret n° 67-27 du 9 janvier 1967, modifié par le décret n° 71-145 du 23 février 1971, portant institution d'un système de réserves obligatoires.

INSTRUCTION N° 29 DU 10 DECEMBRE 1979

Article 1er.— L'article 3 de l'instruction n° 17 modifiée du 25 janvier 1977 reçoit la nouvelle rédaction suivante :

« Pour la détermination du montant minimal de réserve, les taux applicables aux divers éléments pris en considération sont fixés comme suit :

A.— *Exigibilités recensés au passif des banques.*

« 1° Les exigibilités à vue, à l'exception des comptes sur livrets, enregistrées à des comptes de résidents et visées à l'article 2-1°, a et b, de la décision de caractère

général n° 71-01 sont assujetties au taux de 3 p. 100 en Nouvelle-Calédonie et à celui de 4 p. 100 en Polynésie française.

« Cette disposition s'applique également aux exigibilités à vue enregistrées à des comptes ouverts au nom de personnes physiques ou morales ayant la qualité de résidents dans des Etats dont l'institut d'émission est lié au Trésor français par un compte d'opérations.

« La fraction des exigibilités soumises à réserves, égale ou inférieure à 15 millions de francs (ou contre-valeur en francs locaux), n'est retenue que pour moitié.

« 2° Les comptes sur livrets et les autres exigibilités ne donnent pas lieu à constitution de réserves.

B.— Concours distribués par les banques et par les établissements de crédit.

« § 1. Les réserves ordinaires sont calculées comme suit :

« 1° Crédits à court et à moyen terme réescomptables ainsi que crédits à moyen et à long terme financés sur ressources d'origine publique ou semi-publique ou ayant pour objet des opérations à caractère productif : aucun taux n'est fixé pour le moment.

« Pour les crédits ayant pour objet des opérations à caractère productif et non financés sur ressources d'origine publique ou semi-publique, l'exonération en cause sera acquise après accord délivré, pour chaque opération, par l'institut d'émission.

« 2° Crédits à court terme non réescomptables et crédits à moyen et à long terme autres que visés au 1° ci-dessus :

Nouvelle-Calédonie.

« 10 p. 100 sur la part de l'encours le plus récent excédant le montant de ces crédits recensés au 31 décembre 1977.

Polynésie française.

« 15 p. 100 sur la part de l'encours le plus récent excédant le montant de ces crédits recensés au 31 décembre 1977.

« Les organismes dont tous les concours sont, par nature, non réescomptables sont autorisés à pratiquer un abattement de 50 p. 100 sur le montant des concours assujettis aux réserves selon les modalités fixées ci-dessus.

« § 2. Des réserves supplémentaires doivent être constituées par les établissements assujettis, au titre des prêts personnels d'une durée initiale de deux ans au plus et des crédits, réescomptables ou non, finançant des achats ou des ventes à tempérament de biens de consommation (1) si les encours de l'une ou l'autre de ces catégories de crédits excèdent des montants équivalant aux indices suivants :

ANNEE 1980

Mars Juin Septembre Décembre

« Indices applicables en fin de trimestre	136	139	142	146

(1) Il s'agit des crédits finançant les achats ou les ventes de biens de consommation. Sont donc exclus ceux finançant les biens d'équipement professionnel. Par biens de consommation, il faut entendre : les voitures de tourisme neuves ou d'occasion, les véhicules à deux roues neufs ou d'occasion, les biens d'équipement ménager et tous autres biens non destinés à l'équipement professionnel.

« Les encours retenus pour déterminer la progression des crédits sont extraits des documents remis à la commission de contrôle des banques, la progression étant calculée par rapport à une base fixe, égale à 100, et correspondant aux encours au 31 décembre 1976.

« Les réserves supplémentaires à constituer au titre du présent paragraphe sont calculées séparément et de la manière suivante :

« Pour les prêts personnels :

« Les réserves supplémentaires sont assises, pour chaque établissement, sur le total des encours ; le taux à appliquer est de 0,50 p. 100 par point de dépassement des indices fixés.

« Pour les crédits finançant des achats ou des ventes de biens de consommation :

« Les réserves supplémentaires sont assises, pour chaque établissement, sur le total des encours ; le taux à appliquer est de 0,50 p. 100 par point de dépassement des indices fixés.

« La consommation de contrôle des banques précise par la voie d'instructions les modalités d'application de ces dispositions. »

Art. 2.— La présente instruction, qui abroge les instructions n° 23 et n° 26, entrera en vigueur le 21 janvier 1980.

ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

DECISION n° 1108 SGCG du 13 février 1980 approuvant et rendant exécutoires les délibérations n° 19-79 ODT à 37-79 ODT de l'office de développement du tourisme.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 78-92 du 8 juin 1978 de l'assemblée territoriale modifiant la délibération 66-34 du 28 mars 1966 modifiée portant création et organisation d'un établissement public territorial dénommé " office de développement du tourisme de la Polynésie française " ;

Vu la décision n° 508 ODT/AA du 12 juillet 1978 portant organisation d'un établissement public à caractère administratif dénommé " office de développement du tourisme de la Polynésie française " ;

Vu l'arrêté n° 1527 FT du 12 mai 1966 modifié par arrêté n° 3070 FT du 22 septembre 1966 et par arrêté n° 234 FT du 17 septembre 1969 relatif à la gestion financière et comptable de l'office de développement du tourisme de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 73-9 du 1er février 1973 créant, au profit de l'office de développement du tourisme une redevance d'aménagement touristique, et les textes modificatifs subséquents ;

Vu le procès-verbal de la réunion du conseil d'administration de l'office de développement du tourisme du 18 décembre 1979 ;

En ayant délibéré en sa séance du 24 janvier 1980,

Décide :

Article 1er.— Sont approuvées et rendues exécutoires les délibérations suivantes du conseil d'administration de l'office de développement du tourisme :

- la délibération n° 19-79 ODT du 24 décembre 1979 portant délégation de compétence du conseil d'administration à la commission permanente de l'office de développement du tourisme pour l'année 1980 ;

- la délibération n° 20-79 ODT du 24 décembre 1979 fixant pour l'année 1980 le taux de la redevance d'aménagement touristique ;

- la délibération n° 21-79 ODT du 24 décembre 1979 arrêtant le budget primitif de l'office de développement du tourisme de la Polynésie française pour l'exercice 1980 ;

- la délibération n° 22-79 ODT du 24 décembre 1979 accordant une indemnité de logement au directeur général et abrogeant la délibération n° 4 ODT du 11 décembre 1969 ;

- la délibération n° 23-79 ODT du 24 décembre 1979 autorisant le directeur général à renouveler la convention de gré à gré avec **Transportation Consultants International (TCI)** pour la représentation de l'office de développement du tourisme en Amérique du nord au cours de l'année 1980 ;

- la délibération n° 24-79 ODT du 24 décembre 1979 autorisant le directeur général à passer la convention de gré à gré avec **M. Toshimitsu Yasuyuki** pour la représentation de l'office de développement du tourisme au Japon au cours de l'année 1980 ;

- la délibération n° 25-79 ODT du 24 décembre 1979 autorisant le directeur général de l'office de développement du tourisme à passer une convention pour la représentation en 1980 de l'office de développement du tourisme en Australie dans la limite de 43.820 dollars australiens ;

- la délibération n° 26-79 ODT du 24 décembre 1979 autorisant le directeur général de l'office de développement du tourisme à passer une convention avec l'agence de publicité **Honig Cooper et Harrington** pour le lancement de campagnes publicitaires en 1980, en Amérique du nord dans la limite de 129.870 dollars US ;

- la délibération n° 27-79 ODT du 24 décembre 1979 autorisant le directeur général à passer une convention pour le lancement d'une opération publicitaire en Europe dans la limite pour l'année 1980 de 1.000.000 FCP soit 18.181 FF ;

- la délibération n° 28-79 ODT du 24 décembre 1979 autorisant le directeur général à passer une convention pour le lancement d'une campagne publicitaire en Amérique du sud dans la limite pour l'année 1980 de 3.436.363 pesetas espagnols, soit environ 3.000.000 FCP ;

- la délibération n° 29-79 ODT du 24 décembre 1979 autorisant le directeur général à passer une convention pour le lancement d'une campagne publicitaire dans la presse australienne en 1980 dans la limite de 11.230 dollars australiens ;

- la délibération n° 30-79 ODT du 24 décembre 1979 autorisant le directeur général à passer une convention pour le lancement d'une campagne publicitaire en Nouvelle-Zélande dans la limite pour l'année 1980 de 82.000 dollars néo-zélandais ;

- la délibération n° 31-79 ODT du 24 décembre 1979 autorisant le directeur général à passer une convention pour le traitement informatique des données statistiques touristiques, pour un montant de 4.200.000 FCP ;

- la délibération n° 32-79 ODT du 24 décembre 1979 autorisant le directeur général de l'office de développe-

ment du tourisme à conclure un marché à commande avec la **Sté Obun Intereurope** pour la fourniture de documents publicitaires en 1980 ;

- la délibération n° 33-79 ODT du 24 décembre 1979 autorisant le directeur général de l'office de développement du tourisme à passer une convention avec l'entreprise **Brothers/Conroy** pour l'entretien du golf d'Ati-maono en 1980 et 1981 ;

- la délibération n° 34-79 ODT du 24 décembre 1979 autorisant le directeur général dans la limite des crédits ouverts à effectuer l'achat de terrain pour un meilleur accès aux plages de Tahiti ;

- la délibération n° 35-79 ODT du 24 décembre 1979 autorisant le directeur général à passer un marché pour l'aménagement de **Vaitepiha, Tautira, Tahiti**, en 1980 pour un montant de 5.000.000 FCP ;

- la délibération n° 36-79 ODT du 24 décembre 1979 modifiant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires de l'office de développement du tourisme pour l'année 1979 ;

- la délibération n° 37-79 ODT du 24 décembre 1979 portant virements de crédits au budget de l'office de développement du tourisme pour l'exercice 1979.

Art. 2.— La présente décision sera enregistrée, communiquée, publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 13 février 1980.

Pour le conseil de gouvernement :

Le vice-président,

F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire,
le 13 février 1980.

Le haut-commissaire,
par délégation :

Le secrétaire général,
Michel KUHNMUNCH.

ARRETE n° 1113 DOM du 15 février 1980 fixant un taux de réévaluation forfaitaire applicable aux baux domaniaux.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,
Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu l'article 17 de la délibération n° 78-145 du 24 août 1978 rendue exécutoire par arrêté n° 4781 AA du 20 octobre 1978 portant réglementation en matière de constitution, d'administration et d'aliénation du domaine privé du territoire ;

En ayant délibéré en séance du 24 janvier 1980,

Arrête :

Article 1er.— Le taux de révision des loyers applicable aux baux domaniaux d'une durée égale ou inférieure à 9 ans est fixé à 8 % pour l'année 1980.

Cette disposition ne concerne pas les baux domaniaux dont le montant annuel du loyer n'excède pas 6.000 francs et ceux pour lesquels une autre formule de révision a été expressément prévue.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 15 février 1980.

Pour le conseil de gouvernement :

Le vice-président,
F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire,
le 15 février 1980.

Le haut-commissaire,
Paul COUSSERAN.

DECISION n° 1114 DOM du 15 février 1980 portant *déclassement d'un emplacement de domaine public maritime à Rairua et transfert dudit emplacement à la commune de Raivavae.*

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu la délibération n° 78-128 du 3 août 1978 de la commission permanente de l'assemblée territoriale rendue exécutoire par arrêté n° 4477 AA du 3 octobre 1978 portant réglementation en matière d'occupation du domaine public ;

Vu la demande de la commune de Raivavae en date du 19 janvier 1979 ;

Vu les avis des autorités administratives et élues consultées et de la commission des monuments naturels et des sites ;

En ayant délibéré en séance du 13 février 1980,

Décide :

Article 1er.— Est déclassé du domaine public au domaine privé du territoire un emplacement maritime, d'une superficie de 1.441 m², sis au droit d'une parcelle des terres Tamatapuhi et Raniatea à Rairua - commune de Raivavae.

Tel qu'il figure au plan joint au dossier.

Art. 2.— Est transféré à la commune de Raivavae l'emplacement sus-désigné, destiné après remblai à l'implantation de la maison des jeunes et du centre d'artisanat de la commune associée de Rairua.

Art. 3.— La commune de Raivavae fera son affaire personnelle de toutes contestations qui pourraient survenir et s'interdit à cet égard tout recours contre l'autorité concédante.

Art. 4.— La présente décision sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Papeete, le 15 février 1980.

Pour le conseil de gouvernement :

Le vice-président,
F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire,
le 15 février 1980.

Le haut-commissaire,
Paul COUSSERAN.

ARRETE n° 3614 AA du 18 février 1980 *rendant exécutoire la délibération n° 80-11 du 25 janvier 1980 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française.*

*Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française, chef du territoire,
Officier de la Légion d'Honneur,*

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française, notamment son article 65,

Arrête :

Article 1er.— Est rendue exécutoire la délibération n° 80-11 du 25 janvier 1980 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française, portant admission en franchise de droits et taxes de douane en faveur de matériels scientifiques de recherche destinés au centre océanologique du Pacifique.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 18 février 1980.

Le haut-commissaire,

par délégation :

Le secrétaire général,
Michel KUHNMUNCH.

DELIBERATION n° 80-11 du 25 janvier 1980 portant *admission en franchise de droits et taxes de douane en faveur de matériels scientifiques de recherche destinés au centre océanologique du Pacifique.*

L'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu le code des douanes et, notamment, son article 159 ;

Vu la lettre n° 106 CG en date du 16 janvier 1980 du conseil de gouvernement approuvée en séance du 11 janvier 1980 ;

Vu l'arrêté n° 5357 AA du 23 novembre 1979 convoquant l'assemblée territoriale de la Polynésie française en session ordinaire dite " session budgétaire " ;

Vu le rapport n° 18-80 en date du 23 janvier 1980 de la commission des affaires financières, économiques et sociales ;

Dans sa séance du 25 janvier 1980,

Adopte :

Article 1er.— Sont admis au bénéfice de la franchise des droits et taxes de douane, les matériels scientifiques de recherche ci-après, destinés au centre océanologique du Pacifique :

- un ensemble de filtration et de dilution (commande n° C. 11 144 du 20 novembre 1979) ;

- un appareil titrimètre E. 526/1 complet avec un lot de pièces de rechange (commande n° C. 11 180 du 14 décembre 1979) ;

- un microscope Leitz dialux 20 avec trois équipements (commande n° C. 11 176 du 13 décembre 1979) ;

- un équipement photo pour stéréomicroscope (commande n° C. 11 176 du 13 décembre 1979) ;

- un microscope Leitz SM. Lux (commande n° C. 11 176 du 13 décembre 1979) ;
- une balance électrique de précision (réf. PC 8 800, commande n° C. 11 181 du 14 décembre 1979) ;
- un micro ordinateur 9 845 B avec options (commande n° C. 11 172 du 13 décembre 1979).

Art. 2.— Les déclarations d'importation relatives aux articles importés devront être accompagnées d'une attestation du directeur du centre océanologique du Pacifique certifiant que les matériels concernés seront exclusivement destinés à cet organisme et qu'ils seront pris en charge dans sa comptabilité matière.

Cette attestation devra comporter, en outre, l'engagement de ne pas vendre ou céder, même à titre gratuit, les matériels importés sans avoir au préalable acquitté les droits et taxes inscrits au tarif des douanes au jour de la cession.

Art. 3.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Un secrétaire,
Marc DAVIO.

Le président,
Frantz VANIZETTE.

ARRETE n° 3616 SEQ du 18 février 1980 ordonnant la déconsignation d'une indemnité versée à la caisse des dépôts et consignations concernant une parcelle de terrain nécessaire aux travaux de construction de la route de dégagement ouest de Papeete dans la commune de Punaauia (raccordement de la route de ceinture à la R.D.O.).

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française, chef du territoire,
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment son article 25 ;

Vu le décret du 5 novembre 1936 réglementant l'expropriation pour cause d'utilité publique dans le territoire ;

Vu la convention n° 71-121 du 2 avril 1971 entre le territoire de la Polynésie française et la société d'équipement de Tahiti et des îles (S.E.T.I.L.) habilitant cette société à mener une procédure d'expropriation pour les acquisitions foncières nécessaires pour la réalisation des travaux de la route de dégagement ouest de Papeete ;

Vu les avenants n° 5 en date du 22 novembre 1976 et 6 en date du 23 novembre 1977 à la convention précitée qui ont étendu la mission de la S.E.T.I.L. aux acquisitions foncières nécessitées par les travaux de réalisation du raccordement de la route de ceinture à la route de dégagement ouest de Papeete ;

Vu l'arrêté n° 4967 AA du 25 août 1976 rendant exécutoire la délibération de l'assemblée territoriale n° 76-63 du 30 juillet 1976 approuvant les projets, plans et devis relatifs à la réalisation des travaux de raccordement de la route de ceinture à la route de dégagement ouest de Papeete (JOPF du 15 octobre 1976, page 743) ;

Vu l'arrêté n° 7234 TP du 3 décembre 1976 ordonnant les enquêtes conjointes, administrative préalable à la déclaration d'utilité publique et parcellaire concernant la réalisation des travaux de raccordement de la route de ceinture à la route de dégagement ouest de Papeete (JOPF du 15 décembre 1976) ;

Vu l'arrêté n° 1534 TP du 24 mars 1977 déclarant d'utilité publique les travaux de raccordement de la route de ceinture à la route de dégagement ouest de Papeete (page 468 du JOPF du 31 mai 1977) ;

Vu l'arrêté n° 248 TP du 28 octobre 1977 ordonnant la publication des plans des parcelles de terrain nécessitées par des suremprises et la création des voies de désenclavement pour la réalisation des travaux de raccordement de la route de ceinture à la route de dégagement ouest de Papeete dans la commune de Punaauia (page 1020 du JOPF en date du 15 novembre 1977) ;

Vu la décision n° 189 TP du 13 mars 1978 déclarant cessibles immédiatement les parcelles de terre nécessaires à la réalisation des travaux de raccordement de la route de ceinture à la route de dégagement ouest de Papeete, ainsi que de certaines suremprises et voies de dégagement nécessitées par cet ouvrage dans la commune de Punaauia (page 325 du JOPF du 31 mars 1978) ;

Vu l'ordonnance n° 733 du 24 avril 1978 expropriant pour cause d'utilité publique les parcelles de terre nécessaires à la réalisation des travaux de raccordement de la route de ceinture à la route de dégagement ouest de Papeete dans la commune de Punaauia ;

Vu les décisions de la commission arbitrale d'évaluation n° 1350 du 18 juillet 1978 et n° 1978 du 31 octobre 1978 fixant les indemnités dues à raison de l'expropriation susvisée, ensemble, l'ordonnance exécutoire et d'envoi en possession ainsi que l'ordonnance de consignation des indemnités à la caisse des dépôts et consignations ;

Vu les notifications faites par voie d'huissier les 24 juillet 1978 et 4 octobre 1978 ;

Vu les arrêtés n° 4002 SEQ du 6 septembre 1978 et n° 95 SEQ du 11 janvier 1979, ordonnant le versement de certaines indemnités à la caisse des dépôts et consignations concernant des parcelles de terrains nécessaires aux travaux de construction de la route de dégagement ouest de Papeete (route des collines) dans la commune de Punaauia (raccordement de la route de ceinture à la R.D.O.) ;

Vu les lettres Ln/Ma de Me Marcel Lejeune en date des 14 et 21 mars 1979 déclarant qu'il est en mesure de régler sous sa propre responsabilité, l'indemnité accordée pour les parcelles 10 de la terre Tefautea et 57 de la terre Papearia lots 19 et 20 sises à Punaauia ;

Vu l'arrêté n° 2530 SEQ du 6 juin 1979, ordonnant la déconsignation d'une indemnité versée à la caisse des dépôts et consignations concernant une parcelle de terrain nécessaire aux travaux de construction de la route de dégagement ouest de Papeete dans la commune de Punaauia (raccordement de la route de ceinture à la R.D.O.) ;

Vu la lettre Ln/Am de Me Marcel Lejeune en date du 18 janvier 1980, déclarant qu'il est en mesure de régler sous sa propre responsabilité le reliquat de l'indemnité accordée pour la parcelle 10 de la terre Tefautea sise à Punaauia,

Arrête :

Article premier et unique.— La somme de sept cent un mille vingts francs représentant le reliquat de l'indemnité accordée par la commission arbitrale d'évaluation dans ses séances des 18 juillet et 31 octobre 1978 aux ayants droit de la succession William Fuller pour la parcelle 10 de la terre Tefautea sera déconsignée et versée au compte ouvert au nom de Me Marcel Lejeune sous le

n° 1001 à la caisse des dépôts et consignations, lequel le remettra aux intéressés, sous sa propre responsabilité et après signature d'une quittance.

Désignation de l'immeuble	Propriétaire ou ayants droit	Indemnité accordée par la C.A.E.	Somme déjà déconsignée	Somme à déconsigner
Parcelle 10 terre Tefautea	Succession William Fuller	1.800.000	1.098.980	701.020

Papeete, le 18 février 1980.

Le haut-commissaire,
par délégation :

Le secrétaire général,
Michel KUHNMUNCH.

ARRETE n° 3653 AA du 20 février 1980 rendant exécutoire la délibération n° 80-10 du 25 janvier 1980 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française.

**Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française, chef du territoire,
Officier de la Légion d'Honneur,**

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française, notamment son article 65,

Arrête :

Article 1er.— Est rendue exécutoire la délibération n° 80-10 du 25 janvier 1980 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française habilitant le chef du territoire à signer une convention de prêt avec la caisse des dépôts et consignations (implantation d'une école et d'un terrain de sports à Punaauia).

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 20 février 1980.

Le haut-commissaire,
par délégation :

Le secrétaire général,
Michel KUHNMUNCH.

DELIBERATION n° 80-10 du 25 janvier 1980 habilitant le chef du territoire à signer une convention de prêt avec la caisse des dépôts et consignations.

L'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment ses articles 29 et suivants ;

Vu la délibération n° 79-17 du 29 janvier 1979 de l'assemblée territoriale portant approbation du budget du territoire pour l'exercice 1979 ;

Vu l'arrêté n° 5357 AA du 23 novembre 1979 convoquant l'assemblée territoriale en session ordinaire ;

Vu la lettre n° 108 FT du 17 janvier 1980 du conseil de gouvernement, approuvée en conseil de gouvernement le 11 janvier 1980 ;

Vu le rapport n° 17-80 du 23 janvier 1980 de la commission des affaires financières, économiques et sociales ;

Dans sa séance du 25 janvier 1980,

Adopte :

Article 1er.— Le chef du territoire est invité à réaliser auprès de la caisse des dépôts et consignations ou de l'une des caisses dont elle a la gestion aux conditions de ces établissements un emprunt de la somme de *vingt huit millions CFP (28.000.000 CFP) soit un million cinq cent quarante mille francs français (1.540.000 FF)* destiné à financer l'acquisition des terrains nécessaires à l'implantation d'une école et d'un terrain de sports à Punaauia et dont le remboursement s'effectuera en 15 années à partir de 1980.

Le prêt portera intérêt au taux en vigueur à la date de l'établissement du contrat et dans la limite fixée par les autorités de tutelle pour les emprunts des collectivités locales de la métropole.

Art. 2.— Le territoire disposera, pour retirer les fonds d'un délai de six mois à partir de la date de la signature du contrat par le directeur général de la caisse des dépôts.

Si, à l'expiration de ce délai, la totalité des fonds n'a pas été retirée, la caisse des dépôts procédera à l'annulation du contrat ou à la réduction de son montant.

Art. 3.— Pour se libérer de la somme empruntée, le territoire paiera 15 annuités constantes comprenant le capital et les intérêts calculés au taux indiqué ci-dessus.

Le territoire s'engage, pendant toute la durée du prêt à créer et à mettre en recouvrement en cas de besoin, les impositions directes nécessaires pour assurer le paiement de ces annuités.

Art. 4.— Toute annuité non versée à la date à laquelle elle sera devenue exigible, portera intérêt de plein droit au taux du prêt majoré de trois unités.

Art. 5.— Le territoire aura la faculté d'effectuer des remboursements par anticipation au cours de la deuxième moitié de la période d'amortissement, mais seulement à la date d'une échéance normale et avec préavis d'un an.

Ces remboursements donneront lieu au paiement d'une indemnité égale au montant d'un semestre d'intérêts au capital remboursé par anticipation.

Art. 6.— Le territoire s'engage :

1°) - à affecter, dès leur encaissement, à des remboursements anticipés pour lesquels il ne sera exigé ni préavis ni indemnité, les subventions qui viendraient à être attribuées après la réalisation du prêt et auraient pour effet de réduire sa participation dans le coût de l'opération à une somme inférieure au montant du prêt.

2°) - à reverser sans délai les sommes non employées dans le cas où l'opération pour laquelle le prêt a été consenti ne serait pas réalisée ou serait d'un coût inférieur au montant prévu.

Art. 7.— Le territoire s'engage à prendre à sa charge les impôts présents et futurs ainsi que les droits et frais pouvant résulter du présent emprunt.

Art. 8.— Le chef du territoire est autorisé à signer le contrat à intervenir pour régler les conditions du prêt.

Art. 9.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Un secrétaire,
Marc DAVIO.

Le président,
Frantz VANIZETTE.

DECISION n° 1122 TLS du 25 février 1980 portant modification du taux des allocations familiales.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,
Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu la loi n° 52-1322 du 15 décembre 1952 instituant un code du travail dans les territoires d'outre-mer et spécialement son article 237 ;

Vu l'arrêté n° 1335 IT du 28 septembre 1956 portant institution d'un régime de prestations familiales au profit des travailleurs salariés du territoire des Etablissements français de l'Océanie, et notamment ses articles 9 et 10 ;

Vu la décision n° 006 TLS du 4 janvier 1978 modifiant les taux des prestations familiales ;

Vu la proposition du conseil d'administration de la caisse de prévoyance sociale en sa séance du 28 novembre 1979 ;

Vu l'avis favorable émis par la commission consultative du travail lors de sa séance du 14 février 1980 ;

En ayant délibéré dans sa séance du 22 février 1980,

Décide :

Article 1er.— Le taux des allocations familiales servies aux travailleurs salariés en application des dispositions de l'article 9 de l'arrêté n° 1335 IT du 28 septembre 1956 est fixé à 2.000 F par mois et par enfant à charge.

Art. 2.— Le présent taux sera applicable dès le premier trimestre de l'année 1980.

Art. 3.— La présente décision sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Papeete, le 25 février 1980.

Pour le conseil de gouvernement :

Le vice-président,
F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire,
le 25 février 1980.

Le haut-commissaire,
Paul COUSSERAN.

ARRETE n° 3682 FT du 25 février 1980 accordant une avance sur subvention.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française, chef du territoire,
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu le décret du 19 juin 1938 relatif au contrôle des subventions accordées sur les fonds des budgets généraux, locaux ou spéciaux des T.O.M. ;

Vu l'arrêté n° 825 FT du 4 avril 1964 déterminant les

modalités de contrôle des subventions accordées sur les fonds du territoire ;

Vu les inscriptions budgétaires ;

Vu les justificatifs présentés,

Arrête :

Article 1er.— Une avance de deux millions trente sept mille cinq cents francs (2.037.500 FCP) sur sa subvention de fonctionnement est accordée au centre des enfants handicapés de Raimanutea pour l'année 1980.

Art. 2.— La dépense est imputable au budget local de fonctionnement chapitre 44-01, article 72, exercice 1980.

Art. 3.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 25 février 1980.

Le haut-commissaire,
par délégation :

Le secrétaire général,
Michel KUHNMUNCH.

ARRETE n° 1124 AA du 27 février 1980 autorisant l'organisation d'une tombola au profit de l'association philanthropique chinoise.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la lettre du 14 janvier 1980 de M. Jean Kuo, président de l'association philanthropique chinoise ;

En ayant délibéré dans sa séance du 30 janvier 1980,

Arrête :

Article 1er.— M. Jean Kuo, président de l'association philanthropique chinoise dont le siège est sis à Papeete - B.P. 139 est autorisé à organiser une tombola au capital d'émission de 6.000.000 francs composé de 30.000 billets à 200 francs l'un et dont le tirage aura lieu en une seule fois le samedi 28 juin 1980 à Papeete.

Art. 2.— Le produit de la tombola sera intégralement et exclusivement destiné aux œuvres de l'association sous la seule déduction des frais relatifs à l'organisation et au paiement des lots. Les billets seront conditionnés en carnets de dix billets.

Art. 3.— Le bénéfice de cette autorisation ne pourra être cédé à des tiers.

Art. 4.— Les lots seront les suivants :

1er	lot	2.000.000
2e	lot	500.000
3e	lot	200.000
4e	lot	200.000
5e	lot	100.000

ARRETE n° 3713 AA du 27 février 1980 déclarant close la session extraordinaire de l'assemblée territoriale de la Polynésie française et convoquant à nouveau cette assemblée en session extraordinaire.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française, Chef du territoire,
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française, notamment ses articles 35 et 36 ;

Vu l'article 237 du décret du 21 novembre 1933 portant réorganisation judiciaire et fixant les règles de procédure en Océanie ;

Vu l'arrêté n° 3292 AA du 25 janvier 1980 convoquant l'assemblée territoriale de la Polynésie française en session extraordinaire ;

A la demande du conseil de gouvernement de la Polynésie française ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 27 février 1980,

Arrête :

Article 1er.— La session extraordinaire de l'assemblée territoriale, ouverte le lundi 28 janvier 1980, est déclarée close le mercredi 27 février 1980 à minuit.

Art. 2.— L'assemblée territoriale de la Polynésie française est convoquée en session extraordinaire le jeudi 28 février 1980.

Art. 3.— L'ordre du jour de cette deuxième session extraordinaire est fixé comme suit :

- Budget territorial exercice 80
- Modification des budgets annexes de Mamo pour l'exercice 79
- Budget annexe de l'hôpital de Mamo - exercice 80
- Programme 1980 du fonds routier
- Modification de certaines dispositions fiscales
- Mode de calcul de la patente
- Création d'une taxe de mise en circulation des véhicules
- Modification de l'impôt sur les transactions
- Augmentation du taux de la taxe de statistiques
- Augmentation des droits de consommation sur les cigarettes et tabacs importés
- Aménagement de la fiscalité des produits pétroliers à l'importation
- Passation de conventions avec l'Etat et les organismes ou établissements publics métropolitains
- Rapport 140 bis de la commission d'enquête territoriale relatif aux accidents des 6 et 25 juillet 1979 à Mururoa
- Organisation de la desserte aérienne interinsulaire
- Création de l'Office de recherche d'exploitation des ressources océaniques
- Création d'une agence de l'énergie
- Participation du territoire au capital de la société nouvelle pour la commercialisation et l'exploitation du poisson (SNCEP)
- Convention avec la société tahitienne de dépôt des îles, la société tahitienne de transport d'hydrocarbures, le service Mobil et Tahiti Pétrole
- Institution des aides relatives à la péréquation du prix des hydrocarbures
- Transport d'hydrocarbures
- Avenant à la convention liant l'huilerie, le territoire et la caisse de soutien du coprah
- Modification du régime des aides à l'armement privé interinsulaire
- Transfert de l'aval accordé par le territoire à la société SACHET

- Extension de la liste des produits de première nécessité dont le frêt est pris en charge par le territoire
- Perspectives de développement du flux touristique au cours de l'année 80.

*
*
*

- Protection sociale du secteur rural
- Modification du plafond de cotisation de l'assurance maladie du secteur urbain
- Acceptation d'une subvention du ministère de la santé d'1 million de francs pour l'acquisition de l'avion sanitaire du territoire
- Importation de médicaments étrangers sur le territoire (2ème lecture)
- Réglementation de l'importation, l'exportation, l'achat, la vente, la détention et l'emploi de substances vénéneuses (2ème lecture)
- Définition d'une politique de la famille en Polynésie
- Augmentation du taux des allocations familiales
- Réglementation des laboratoires d'analyses de biologie médicale
- Réglementation de l'hygiène des eaux
- Institution d'un régime de retraite des conseillers territoriaux
- Institution d'un régime d'assurance des conseillers territoriaux
- Représentation de l'assemblée territoriale au sein des commissions extérieures
- Retraite des contractuels
- Prise en charge des émoluments des directeurs d'écoles primaires privées
- Demande de subventions diverses
- Subvention au Musée de Tahiti et des îles
- Subvention au comité diocésain de l'enseignement catholique
- Subvention à l'enseignement sanito
- Subventions allouées au titre de l'hydraulique
- Exonération douanière pour un véhicule automobile sollicitée par une commune
- Admission exceptionnelle en franchise des matériels et véhicules importés pour le compte de la direction des polices urbaines
- Création d'une société d'économie mixte de navigation sollicitée par les habitants de Tiputa et Avatoru (Rangiroa).

*
*
*

- Création de l'Office territorial des sports
- Création de l'établissement public, centre polynésien "TE ANAVAHARAU"
- Chambre des métiers et de l'artisanat
- Demande de sujets d'études ou de réflexion à soumettre aux commissions de travail du CES émanant du président de ce comité.

Art. 4.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié selon la procédure d'urgence partout où besoin sera.

Papeete, le 27 février 1980.

Paul COUSSERAN.

DECISION n° 1127 ER/AE du 28 février 1980 relative à la commercialisation et aux prix du café local.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,
Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu la décision n° 763 AE du 13 octobre 1978 fixant le régime général des prix et des marges des produits aux différents stades de la commercialisation dans le territoire ;

Vu la décision n° 762 AE du 13 octobre 1978 fixant le régime général relatif aux prix des produits au stade de la production dans le territoire ;

Vu la décision n° 766 AE du 13 octobre 1978 relative au contrôle et à la répression des infractions en matière de réglementation des prix dans le territoire ;

Vu la décision n° 1361 ER/AE du 2 mai 1979 relative à la commercialisation et aux prix du café local ;

Sur le rapport n° 312 ER/AD/DIR du chef du service de l'économie rurale visé par le chef du service des affaires économiques ;

En ayant délibéré en sa séance du 22 février 1980,

Décide :

Article 1er.— La commercialisation du café en parche issu de la récolte 1980 est interdite avant le 15 juillet 1980.

Art. 2.— Les prix d'achat plancher du café en parche sec sont fixés, pour la campagne de commercialisation 1980, à :

- rendu Papeete 360 F/kg
- rendu magasin collecteur hors Tahiti 300 F/kg

Art. 3.— A compter du 15 juillet 1980, les prix des cafés transformés localement sont fixés comme suit :

- Prix maximal de vente au détail : 800 F/kg de café torréfié préemballé.
- Prix maximal de vente au stade gros (prix d'achat par le détaillant au torréfacteur-grossiste) : 700 F/kg de café torréfié préemballé livré magasin du détaillant.

Art. 4.— Est abrogée, à compter du 15 juillet 1980, la décision n° 1361 ER/AE du 2 mai 1979 relative à la commercialisation et aux prix du café local.

Art. 5.— Les infractions à la présente décision sont poursuivies, réprimées et sanctionnées conformément aux dispositions de la décision n° 766 AE du 13 octobre 1978 susvisée.

Art. 6.— La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 28 février 1980.

Pour le conseil de gouvernement :

Le vice-président,

F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire,
le 28 février 1980.

Le haut-commissaire,
Paul COUSSERAN.

ARRETE n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,
Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 78-128 du 3 août 1978 de l'assemblée territoriale rendue exécutoire par arrêté n° 4477 AA du 3 octobre 1978 portant réglementation en matière d'occupation du domaine public et notamment ses articles 10 et 19 ;

En ayant délibéré en séance du 22 février 1980,

Arrête :

Article 1er.— Le montant des redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public consenties par le territoire doit tenir compte des avantages de toute nature procurés au concessionnaire.

Art. 2.— Sauf décision expresse, la redevance est due soit à compter de la date de la décision d'autorisation, soit à compter de la date de l'occupation effective de l'emplacement si celle-ci a eu lieu antérieurement.

Art. 3.— En cas de retard dans le paiement des redevances, les sommes restant dues sont majorées d'une pénalité de retard dont le taux est fixé par décision du conseil de gouvernement.

Ce taux est fixé, pour la première fois, à 12 % l'an.

Lorsque le montant des pénalités de retard n'excède pas la somme de 50.000 FCP, le chef du service des domaines et de l'enregistrement peut prononcer la remise gracieuse.

Art. 4.— Le conseil de gouvernement peut réviser les conditions financières des autorisations, à l'expiration de chaque période stipulée pour le paiement de la redevance, nonobstant, le cas échéant, toutes dispositions contraires de la décision d'autorisation et de l'acte de concession.

Art. 5.— Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 28 février 1980.

Pour le conseil de gouvernement :

Le vice-président,

F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire,
le 28 février 1980.

Le haut-commissaire,
Paul COUSSERAN.

ARRETE n° 1129 DOM du 28 février 1980 fixant le montant des redevances dues pour occupations temporaires du domaine public.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,
Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 78-128 du 3 août 1978, rendue exécutoire par arrêté n° 4477 AA du 3 octobre 1978 portant réglementation en matière d'occupation du domaine public et notamment les articles 10 et 19 ;

En ayant délibéré en séance du 22 février 1980,

Arrête :

Article 1er.— Les autorisations d'occupation temporaire, à titre précaire et révocable, du domaine public maritime du territoire, sont accordées moyennant les redevances annuelles calculées à raison de :

- 100 frs par m2 pour les emplacements situés au droit du rivage des communes de Punaauia, Faaa, Papeete et Mahina ;

- 50 frs par m2 pour les emplacements situés dans les autres communes de Tahiti, Moorea et la commune d'Uturoa ;

- 20 frs par m2 pour les emplacements du domaine public maritime sis dans les autres communes des îles Sous-le-Vent ;

- 10 frs par m2 pour les emplacements du domaine public maritime situés dans toutes les autres îles de la Polynésie française.

En aucun cas le montant annuel de la redevance ne pourra être inférieur à 5.000 francs.

Ce tarif n'est pas applicable aux emplacements maritimes destinés à accueillir des constructions à usage d'habitation ou commercial et à ceux réservés aux activités aquicoles d'élevage, de captage ou de greffage.

Art. 2.— Les emplacements maritimes destinés à accueillir des constructions à usage d'habitation ou commercial exploitées par un hôtel ou non donnent lieu à paiement d'une redevance annuelle calculée à raison de 5 francs par m2 occupé à laquelle s'ajoute une redevance annuelle de 18.000 francs par construction autorisée.

En ce qui concerne les emplacements maritimes situés dans les subdivisions autres que celles des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent, seule la partie de la redevance relative aux constructions est due.

Art. 3.— Les tarifs fixés par les articles 1 et 2 ci-dessus ne sont pas opposables au conseil de gouvernement qui arrête, en fonction des avantages de toute nature procurés au permissionnaire, le montant définitif de la redevance.

Art. 4.— Les présentes dispositions s'appliquent aux occupations temporaires existantes.

Art. 5.— L'établissement de l'acte d'occupation donnera lieu à paiement par le concessionnaire d'une somme forfaitaire de 5.000 francs quel que soit le montant de la redevance domaniale.

Art. 6.— Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 28 février 1980.

Pour le conseil de gouvernement :

Le vice-président,
F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire,
le 28 février 1980.

Le haut-commissaire,
Paul COUSSERAN.

DECISION n° 1139 TLS du 28 février 1980 rendant obligatoires pour tous les employeurs et travailleurs du secteur d'activité " bâtiment et travaux publics " de la Polynésie française les dispositions de l'accord salarial conventionnel intervenu le 12 novembre 1979.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu la loi n° 52-1322 du 15 décembre 1952 instituant un code du travail dans les territoires d'outre-mer, et notamment ses articles 76 et 79 ;

Vu l'arrêté n° 6105 TLS du 24 décembre 1975 portant extension de la convention collective du bâtiment et des travaux publics conclue le 18 septembre 1975 ;

Vu la consultation des organisations professionnelles publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française du 30 novembre 1979 ;

Vu l'absence d'observations dans le délai légal ;

Vu l'avis émis par la commission consultative du travail dans sa séance du 14 février 1980 ;

En ayant délibéré en séance du 27 février 1980,

Décide :

Article 1er.— Les dispositions de l'accord salarial conventionnel signé le 12 novembre 1979 entre le syndicat patronal du bâtiment et des travaux publics de la Polynésie française (S.P.B.T.P.P.F.) et la centrale des travailleurs autonomistes polynésiens (C.T.A.P.), publiées au *Journal officiel* de la Polynésie française du 30 novembre 1979 (pages 1017 et 1018) sont rendues obligatoires pour tous les employeurs et les travailleurs du secteur d'activité du bâtiment et des travaux publics de la Polynésie française.

Art. 2.— Les auteurs d'infractions aux dispositions de la présente décision en matière de salaires sont passibles des pénalités prévues par l'article 224 du code du travail d'outre-mer.

Art. 3.— L'inspecteur du travail et des lois sociales de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Papeete, le 28 février 1980.

Pour le conseil de gouvernement :

Le vice-président,
F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire,
le 28 février 1980.

Le haut-commissaire,
Paul COUSSERAN.

DECISION n° 1140 AA du 28 février 1980 portant désignation du défenseur du territoire dans l'affaire qui l'oppose à Mme Françoise Loisl.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,
Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française, notamment ses articles 21 - 3° - d) et 25 ;

Vu le décret du 5 août 1881 concernant l'organisation et la compétence des conseils du contentieux administratif ;

En ayant délibéré en séance du 27 février 1980,

Décide :

Article 1er.— M. Alban Ellacott, chef du service de l'équipement, est désigné pour assumer la défense du territoire devant le conseil du contentieux administratif dans l'action intentée par Mme Françoise Loisl.

Art. 2.— La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 28 février 1980.

Pour le conseil de gouvernement :

Le vice-président,
F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire,
le 28 février 1980.
Le haut-commissaire,
Paul COUSSERAN.

DECISION n° 1143 DOM du 28 février 1980 autorisant l'acquisition par le territoire d'une parcelle de la terre Pautaukua 3 de 9.850 m² sise à Hakahau (Ua-Pou) nécessaire à l'extension du C.E.S.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,
Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu l'avis de la commission administrative d'expertise des immeubles susceptibles d'être acquis par le territoire dans sa séance du 23 novembre 1979 ;

Vu le décret du 25 juin 1934 réglementant le transfert des propriétés immobilières dans le territoire ;

En ayant délibéré en séance du 27 février 1980,

Décide :

Article 1er.— Est autorisée l'acquisition par le territoire pour l'extension du C.E.S. de Ua-Pou, d'une parcelle de la terre Pautaukua 3, sise à Hakahau, d'une superficie de 9.850 m² appartenant à M. Hiamoekuha Kohumœtini, moyennant le prix de deux millions de francs (2.000.000 Frs) payable comptant toutes formalités remplies, imputable au budget d'équipement du territoire.

Art. 2.— Les frais et honoraires de rédaction de l'acte seront à la charge du territoire.

Art. 3.— Le chef du service des finances et de la comptabilité et le chef du service des domaines et de l'enregistrement sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'extension de la présente décision qui sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Papeete, le 28 février 1980.

Pour le conseil de gouvernement :

Le vice-président,
F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire,
le 28 février 1980.
Le haut-commissaire,
Paul COUSSERAN.

DECISION n° 1147 AE du 28 février 1980 relative aux prix à la production de certains produits locaux de l'agriculture.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,
Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu la décision n° 762 AE du 13 octobre 1978 fixant le régime général relatif aux prix des produits au stade de la production dans le territoire ;

Vu la décision n° 763 AE du 13 octobre 1978 fixant le régime général des prix et des marges des produits aux différents stades de la commercialisation dans le territoire ;

Vu la décision n° 766 AE du 13 octobre 1978 relative au contrôle et à la répression des infractions en matière de réglementation des prix dans le territoire ;

Vu les décisions n° 1082 AE et 1083 AE du 31 janvier 1980 relative aux prix à la production de certains produits locaux de l'agriculture ;

Après avis de la conférence consultative agricole en date du 19 février 1980 ;

Sur le rapport du chef du service des affaires économiques ;

En ayant délibéré en sa séance du 27 février 1980,

Décide :

Article 1er.— Conformément aux dispositions de l'article 9 de la décision n° 762 AE du 13 octobre 1978 susvisée, sur l'île de Tahiti, à compter du 1er mars 1980, les prix maximaux au stade de la production (prix payés aux producteurs par les commerçants acheteurs) de certains produits locaux de l'agriculture sont fixés comme suit (au kilogramme) à l'article 2.

Art. 2.— Les prix définis par décision n° 3152 AE du 14 janvier 1980 sont reconduits sauf en ce qui concerne les prix :

- du chou chinois - Kai Tsoy (avaava) qui est fixé à 110 FCP
- du gingembre qui est fixé à 400 FCP
- du poivron qui est fixé à 220 FCP
- de la tomate qui est fixé à 220 FCP
- de la courgette qui est fixé à 200 FCP
- de la patate douce qui est fixé à 70 FCP.

Art. 3.— L'application aux prix producteurs des dispositions de la décision n° 763 AE du 13 octobre 1978 susvisée, détermine les prix maximaux au détail (coefficient multiplicateur 1,33 1/3). Lorsque le producteur assume la fonction de gros, notamment lorsqu'il livre lui-même ses produits au détaillant, ce producteur est autorisé à prélever un tiers de la marge globale de commercialisation.

Art. 4.— La vente, à tous les stades, des produits cités à l'article 1er s'effectue au poids. Facturation et affichage des prix sont établis par référence au prix au kilo.

Il est rappelé que l'affichage des prix des produits mis en vente incombe à chaque commerçant y compris dans les marchés municipaux.

Art. 5.— Les infractions aux dispositions de la présente décision sont poursuivies, réprimées et sanctionnées conformément aux dispositions de la décision n° 766 AE du 13 octobre 1978 susvisée.

Art. 6.— Est abrogée la décision n° 1083 AE du 31 janvier 1980 susvisée, est notamment nul et sans effet son article 5.

Art. 7.— La présente décision qui sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera est applicable à compter du 1er mars 1980.

Papeete, le 28 février 1980.

Pour le conseil de gouvernement :

Le vice-président,
F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire,
le 28 février 1980.
Le haut-commissaire,
Paul COUSSERAN.

COMMUNIQUE

PRODUITS AGRICOLES LOCAUX

Prix fixés pour le mois de février 1980 (par kilogramme)

Désignation	Prix aux producteurs	Prix aux consommateurs
Aubergine	110	147
Carotte	110	147
Céleri-feuille	200	267
Chou vert	150	200
Choux chinois :		
- Tsoy-Sim (vert)	130	173
- Kai-Tsoy (avaava)	110	147
- Pa-Tsoy (blanc)	120	160
Christophine (chouchoute)	60	80
Concombre	90	120
Concombre chinois	60	80
Courge	70	93
Cresson	170	227
Echalottes vertes	450	600
Gingembre	400	533
Haricots verts	180	240
Haricots chinois longs	140	187
Navet	120	160
Petits oignons verts	500	667
Persil	600	800
Poireau	210	280
Poivron	220	293
Potiron	50	67
Radis rouges	180	240
Salade laitue	290	387
Salade scarole ou chicorée	210	280
Tomate	220	293
Courgette	200	267
Banane Hamoa	40	53
Banane Rio	40	53
Banane Maohi ou Huamene	45	60
Fei	80	107
Ignames	100	133
Patates douces	70	93
Tarua	50	67
Taro	90	120
Papaye locale	50	67
Papaye solo	60	80
Orange	125	167
Mandarine Kara	100	133
Autres mandarines	120	160
Citrons	100	133
Pamplemousse	40	53
Melon - bateau	150	200
Melon - avion	180	240
Pastèque	65	87
Fafa/épinards	libre	
Maïore " Uru "	libre	
Ananas	libre	
Coco sec débourré	libre	

Marge de
 33,1/3 %

Obligation est faite aux commerçants, revendeurs et producteurs-vendeurs de vendre leurs produits par référence au prix au kilo.

ARRETE n° 3764 FT du 29 février 1980 portant ouverture de crédits provisoires au titre du budget annexe de l'hôpital territorial de Mamao.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française, chef du territoire,
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— Les crédits provisoires ci-après sont ouverts au budget annexe de l'hôpital territorial de mamao, exercice 1980 au titre du mois de mars 1980 (en milliers de francs)

Chapitre	Article	Désignation	Montant par article	Montant par chapitre
60		Matières consommées		14.310
	600	Alimentation	4.597	
	601	Matières premières	P.M.	
	602	Matières et fournitures consommables	5.590	
	603	Produits pharmaceutiques et médicaments	4.123	
	606	Prestations de services	P.M.	
61		Frais de personnel		72.682
	610	Rémunérations du personnel de remplacement	4.000	
	612	Traitements, salaires et indemnités	59.246	
	613	Indemnités représentatives de frais	339	
	615	Rémunérations diverses	955	
	616	Charges sociales des régimes métropolitains	642	
	617	Cotisations aux régimes locaux	7.500	
62		Impôts et taxes		P.M.
63		Travaux fournitures et services extérieurs		2.136
	631	Entretien et réparations	1.249	
	632	Travaux et façons exécutés à l'extérieur	26	
	633	Outillage et matériel non amortissables	P.M.	
	634	Fournitures extérieures	848	
	638	Primes d'assurance	13	
64		Transports et déplacements		2.178
	640	Transport du personnel	2.178	
65		Travail thérapeutique et vie sociale		28
66		Frais de gestion générale		723
67		Frais financiers		136
	670	Intérêts des emprunts	136	

Art. 2.— Il sera fait face à cette ouverture de crédits provisoires par les voies et moyens ordinaires de l'exercice.

Art. 3.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 29 février 1980.

Le haut-commissaire,

par délégation :

Le secrétaire général,

Michel KUHNMUNCH.

DECISION n° 1148 MAT du 3 mars 1980 portant approbation du tarif de vente du kw/h d'électricité par le syndicat intercommunal SE.CO.SUD.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment en ses articles 20 et 21 ;

Vu la décision n° 326 AE du 5 décembre 1977 portant réglementation générale des tarifs dans le domaine énergétique ;

Vu la délibération n° 60 du 30 janvier 1980 du comité intersyndical du SE.CO.SUD fixant le tarif de vente du kw/h d'électricité ;

Vu l'avis pris verbalement le 13 février 1980 compte-tenu de l'urgence, auprès du service de l'équipement ;

Sur le rapport du chef du bureau des subdivisions ;

En ayant délibéré dans sa séance du 27 février 1980,

Décide :

Article 1er.— Est approuvé le tarif de vente à 18,93 FCFP du kilowatt/heure d'électricité produite par le syndicat d'électrification des communes du sud de Tahiti, voté par le comité intersyndical.

Art. 2.— Le chef de la subdivision administrative des îles du Vent, le président du comité intersyndical, les maires concernés, le payeur-receveur municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'application de la présente décision qui est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Papeete, le 3 mars 1980.

Pour le conseil de gouvernement :

Le vice-président,

F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire,

le 3 mars 1980.

Le haut-commissaire,

Paul COUSSERAN.

DECISION n° 1149 SEQ du 3 mars 1980 fixant les tarifs appliqués de l'énergie électrique distribuée par la S.A. électricité de Tahiti.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu la décision n° 326 AE du 5 décembre 1977 portant réglementation générale des tarifs dans le domaine de l'énergie électrique ;

Vu la décision n° 1664 SEQ du 29 août 1979 fixant les tarifs de l'énergie électrique distribuée par la S.A. électricité de Tahiti ;

Vu les décisions n° 1595 AE du 17 août 1979 et n° 1079 AE du 30 janvier 1980 fixant les prix de certains hydrocarbures sur le territoire de la Polynésie française ;

En ayant délibéré dans sa séance du 27 février 1980,

Décide :

Article 1er.— Les tarifs de l'énergie électrique distribuée par la S.A. électricité de Tahiti, dans ses concessions de Tahiti, Maupiti et Bora Bora, sont fixés comme suit, à compter du 1er mars 1980.

A) Basse tension.

1. Usagers domestiques

1re tranche 18,94 FCP

2e tranche 17,79 FCP

3e tranche 17,24 FCP

2. Usages artisanaux et industriels

tarif unique 17,24 FCP

3. Eclairage public

tarif unique 16,64 FCP

4. Bâtiments municipaux et administratifs

tarif unique 17,24 FCP

5. Force motrice

tarif unique 15,49 FCP

6. Haute tension

taxe proportionnelle 14,14 FCP

Art. 2.— Le chef du service de l'équipement est chargé du contrôle de la présente décision qui sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Papeete, le 3 mars 1980.

Pour le conseil de gouvernement :

Le vice-président,

F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire,

le 3 mars 1980.

Le haut-commissaire,

Paul COUSSERAN.

ARRETE n° 3778 FT du 3 mars 1980 portant ouverture de crédits provisoires au titre du budget territorial ordinaire de l'exercice 1980.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française, chef du territoire,

Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— Les crédits provisoires ci-après sont ouverts au budget territorial ordinaire, exercice 1980, au titre du mois d'avril 1980.

Titre	Chapitre	Article	Désignation	Montant par article	Montant par chapitre
I			DETTE PUBLIQUE		
	10-01		Service des emprunts et autres dettes contractuelles		84.834.000
		10	Intérêts, amortissements et frais divers.	84.834.000	
	10-10		Pensions et allocations viagères		656.000
II		10	Pensions et allocations viagères	573.000	
		20	Retraite des fonctionnaires des cadres territoriaux non affiliés	83.000	
			POUVOIRS PUBLICS		
	20-10		Représentation parlementaire et assemblée territoriale - Personnel		8.967.000
		10	Représentation - Sénat - Assemblée Nationale.	55.000	
		20	Assemblée territoriale.	8.912.000	
	20-11		Représentation parlementaire et assemblée territoriale - Matériel		3.161.000
		20	Assemblée territoriale.	3.161.000	
		90	Dépenses des exercices clos.	P.M.	
	20-20		Comité économique et social - Personnel		1.080.000
		10	Comité économique et social.	1.080.000	
	20-21		Comité économique et social - Matériel		675.000
		10	Comité économique et social.	675.000	
	20-30		Conseil de gouvernement - Personnel		6.034.000
		10	Présidence.	P.M.	
		20	Vice-présidence.	3.055.000	
		30	Membres.	2.480.000	
		40	Secrétariat.	499.000	
	20-31		Conseil de gouvernement - Matériel		831.000
III		10	Présidence.	172.000	
		20	Vice-présidence.	185.000	
		30	Membres.	P.M.	
		40	Secrétariat.	474.000	
		50	Frais transport, déplacements, missions.		
			MOYENS DES SERVICES		
	30-10		Service d'administration générale - Personnel		926.000
		10	Service des archives.	385.000	
		20	Délégation du territoire à Paris.	541.000	
	30-11		Service d'administration générale - Matériel		121.000
		10	Service des archives.	38.000	
		20	Délégation du territoire à Paris.	83.000	
	31-10		Services centraux d'administration générale - Personnel		9.993.000
		10	Service de la fonction publique	993.000	
		20	Etat civil et fichier généalogique	902.000	
		30	Service de l'administration pénitentiaire	7.400.000	
		40	Musées - Sites - Monuments.	P.M.	
		50	Bureau du courrier	82.000	
		60	Service des affaires administratives territoriales	616.000	
	31-11		Services centraux d'administration générale - Matériel		3.038.000
		10	Service de la fonction publique.	17.000	
		20	Etat civil.	74.000	
		30	Administration pénitentiaire.	2.780.000	
		40	Musées.	P.M.	
		50	Courrier.	13.000	
		60	Affaires administratives.	154.000	
	32-10		Services financiers - Personnel		5.415.000
		10	Service des finances et de la comptabilité	2.710.000	
		20	Service des contributions directes	797.000	
		30	Service des domaines et enregistrement.	1.908.000	

Titre	Chapitre	Article	Désignation	Montant par article	Montant par chapitre
	32-11		Services financiers - Matériel		906.000
		10	Service des finances et de la comptabilité.	330.000	
		20	Contributions directes.	243.000	
		30	Service des domaines et enregistrement.	333.000	
	33-10		Services économiques - Personnel		3.952.000
		10	Service des affaires économiques	833.000	
		20	Service du plan, industrie et artisanat.	1.046.000	
		30	Service des affaires maritimes locales.	442.000	
		40	Service de l'aviation civile territoriale.	1.364.000	
		50	Institut de la statistique.	P.M.	
		80	Déplacements intérieurs.	267.000	
	33-11		Services économiques - Matériel		1.802.000
		10	Affaires économiques.	330.000	
		20	Plan.	832.000	
		30	Affaires maritimes.	70.000	
		40	Aviation civile	570.000	
		50	Institut de la statistique.		
	34-10		Service de l'économie rurale - Personnel		13.993.000
		10	Direction	3.398.000	
		20	Recherche agronomique, conditionnement et police phytosanitaire	1.657.000	
		30	Développement de l'agriculture	4.750.000	
		40	Développement de l'élevage	2.181.000	
		50	Eaux et forêts	789.000	
		60	Enseignement agricole.	297.000	
		65	Aménagement et équipement rural.	238.000	
		80	Déplacements	600.000	
		81	Heures supplémentaires.	83.000	
	34-11		Service de l'économie rurale - Matériel		4.290.000
		10	Direction.	2.152.000	
		20	Conditionnement.	473.000	
		30	Agriculture.	761.000	
		40	Elevage.	846.000	
		50	Eaux et forêts.	21.000	
		65	Aménagement et équipement rural.	37.000	
	34-50		Service de la pêche - Personnel		7.575.000
		10	Service de la pêche	6.992.000	
		20	Déplacements	583.000	
	34-51		Service de la pêche - Matériel		1.016.000
		10	Pêche.	1.016.000	
	35-10		Service de l'équipement - Personnel		34.697.000
		10	Direction.	1.600.000	
		20	Subdivision mines et transports.	1.339.000	
		30	Arrondissement maritime.	11.463.000	
		40	Groupement administratif central.	1.400.000	
		50	Arrondissement bâtiments.	3.519.000	
		60	Arrondissement infrastructures.	13.698.000	
		70	Indemnités de licenciement.	P.M.	
		80	Déplacements	1.583.000	
		81	Travaux supplémentaires.	95.000	
	35-11		Service de l'équipement - Matériel		8.591.000
		10	Direction.	786.000	
		20	Mines.	100.000	
		30	Arrondissement maritime.	6.184.000	
		40	Groupement administratif central.	270.000	
		50	Arrondissement bâtiments.	569.000	
		60	Arrondissement infrastructures.	682.000	

Titre	Chapitre	Article	Désignation	Montant par article	Montant par chapitre
	35-20	10	Service de l'aménagement et programmation - Personnel Personnel.	2.648.000	2.648.000
	35-21	10	Service de l'aménagement et programmation - Matériel Matériel.	157.000	157.000
	35-30	10	Service urbanisme opérationnel et construction - Personnel Service urbanisme opérationnel et construction - Personnel.	2.029.000	2.029.000
	35-31	10	Service urbanisme opérationnel et construction - Matériel Service urbanisme opérationnel et construction - Matériel.	124.000	124.000
	35-40	10	Service du cadastre - Personnel Service du cadastre.	1.696.000	1.913.000
		20	Déplacements.	217.000	
	35-41	10	Service du cadastre - Matériel Matériel.	148.000	148.000
	36-10		Exploitations et établissements industriels - Personnel		13.589.000
		10	Imprimerie officielle.	1.475.000	
		20	Parc à matériel.	10.990.000	
		30	Service informatique.	707.000	
		80	Déplacements parc à matériel.	275.000	
		81	Heures supplémentaires parc à matériel.	142.000	
	36-11		Exploitations et établissements industriels - Matériel		4.889.000
		10	Imprimerie officielle.	748.000	
		20	Parc à matériel.	3.458.000	
		30	Informatique.	683.000	
	37-10		Service de santé - Personnel		40.513.000
		10	Services centraux.	3.969.000	
		20	Service de médecine préventive.	13.485.000	
		30	Etablissements de soins.	6.461.000	
		35	Circonscriptions médicales de Tahiti.	5.363.000	
		40	Circonscriptions médicales de Moorea.	1.796.000	
		50	Circonscriptions médicales des Iles Sous-le-Vent.	3.192.000	
		60	Circonscriptions médicales des Marquises.	2.459.000	
		70	Circonscriptions médicales des Australes.	1.347.000	
		75	Circonscriptions médicales des Tuamotu Gambier.	1.313.000	
		80	Travaux supplémentaires.	420.000	
		81	Déplacements intérieurs.	708.000	
	37-11		Service de santé - Matériel		20.985.000
		10	Direction.	13.949.000	
		20	Service médecine préventive.	1.508.000	
		30	Etablissements de soins.	2.080.000	
		35	Circonscriptions médicales de Tahiti.	1.613.000	
		40	Circonscription médicale de Moorea.	215.000	
		50	Circonscription médicale des Iles Sous-le-Vent.	787.000	
		60	Circonscription médicale des Marquises.	270.000	
		70	Circonscription médicale des Australes.	264.000	
		75	Circonscription médicale des Tuamotu-Gambier.	299.000	
	38-10		Service de l'éducation - Personnel		95.564.000
		10	Administration générale.	3.850.000	
		20	Enseignement du premier degré.	90.000.000	
		30	Action périscolaire.	19.000	
		40	Formation permanente.	588.000	
		80	Heures supplémentaires.	492.000	
		81	Déplacements intérieurs.	615.000	
	38-11		Service de l'éducation - Matériel		7.355.000
		10	Direction.	5.147.000	
		20	Enseignement.	2.041.000	
		30	Action périscolaire.	167.000	

Titre	Chapitre	Article	Désignation	Montant par article	Montant par chapitre
	38-50		Services sociaux - Personnel		7.981.000
		10	Service de la jeunesse et sports.	2.373.000	
		20	Service de l'inspection du travail et des lois sociales.	913.000	
		30	Service des affaires sociales.	3.504.000	
		40	Service des terres.	1.149.000	
		80	Déplacements intérieurs du service des terres.	42.000	
	38-51		Services sociaux - Matériel		2.248.000
		10	Jeunesse et sports.	693.000	
		20	Travail.	1.260.000	
		30	Affaires sociales.	203.000	
		40	Affaires des terres.	92.000	
	39-10		Dépenses communes et diverses de personnel		47.633.000
		10	Transport personnel et bagages.	2.558.000	
		15	Frais de déplacement à l'intérieur du territoire.	342.000	
		20	Frais de relève	3.583.000	
		25	Congés de longue durée	P.M.	
		30	Applications article 74 de la loi de finances 1964.	667.000	
		40	Cotisations CPS	35.524.000	
		45	Régime retraite contractuels.	P.M.	
		50	Provision pour revalorisation soldes.	P.M.	
		60	Traitements des CEAPF.	P.M.	
		70	Indemnités de sujétion.	750.000	
		71	Hospitalisation des fonctionnaires.	2.933.000	
		75	Personnel de remplacement.	667.000	
		80	Missions à l'extérieur.	442.000	
		90	Dépenses exercices clos.	167.000	
	39-11		Dépenses communes et diverses de matériel		5.033.000
		10	Frais de transports de matériel.	450.000	
		15	Frais de télégramme, téléphone.	933.000	
		20	Abonnement, documentation.	42.000	
		30	Entretien et fonctionnement des véhicules.	200.000	
		40	Missions à l'extérieur.	8.000	
		50	Gestion mécanographique.	333.000	
		70	Electricité des bâtiments administratifs communs.	667.000	
		75	Entretien des bâtiments administratifs communs.	125.000	
		80	Remboursement des droits et taxes.	458.000	
		85	Dépenses accidentelles et imprévues.	1.817.000	
		90	Dépenses exercices clos.	P.M.	
	39-51		DEPENSES DES TRAVAUX D'ENTRETIEN		11.147.000
			Iles du Vent		
		10	Administration générale.	273.000	
		11	Services financiers.	197.000	
		12	Services économiques	29.000	
		13	Service de l'équipement.	85.000	
		14	Service de l'éducation.	38.000	
		15	Service de santé.	305.000	
			Bâtiments à usage d'habitation		
		20	Administration générale.	5.000	
		21	Services financiers.	10.000	
		22	Services économiques	72.000	
		23	Service de l'équipement.	9.000	
		24	Service de l'éducation.	P.M.	
		25	Service de santé.	49.000	
			Routes et ponts		
		30	Eclairage des routes	2.650.000	
		31	Entretien courant.	6.065.000	
		32	Grosses réparations.	646.000	

Titre	Chapitre	Article	Désignation	Montant par article	Montant par chapitre
			Ouvrages portuaires		
		40	Ouvrages portuaires.	175.000	
		41	Balisage à caractère général	196.000	
			Autres ouvrages		
		50	Ouvrages aéroportuaires	43.000	
		55	Emetteurs F.R.3	300.000	
		60	Calamités publiques.	P.M.	
	39-61		Iles Sous-le-Vent		3.485.000
			Bâtiments des services		
		10	Administration générale.	6.000	
		11	Services financiers.	P.M.	
		12	Services économiques	23.000	
		13	Service de l'équipement.	35.000	
		14	Service de l'éducation.	P.M.	
		15	Service de santé.	217.000	
			Bâtiments à usage d'habitation		
		20	Administration générale.	4.000	
		21	Services financiers.	P.M.	
		22	Services économiques	6.000	
		23	Service de l'équipement.	5.000	
		24	Service de l'éducation.	P.M.	
		25	Service de santé.	10.000	
			Routes et ponts		
		30	Eclairage des routes.	P.M.	
		31	Entretien courant.	2.203.000	
		32	Grosses réparations.	638.000	
			Ouvrages portuaires		
		40	Ouvrages portuaires.	105.000	
		41	Balisage à caractère général	123.000	
			Autres ouvrages		
		50	Ouvrages aéroportuaires	110.000	
		55	Emetteur FR 3.	P.M.	
		60	Calamités publiques.	P.M.	
	39-71		Iles Marquises		2.216.000
			Bâtiments des services		
		10	Administration générale.	17.000	
		11	Services financiers.	P.M.	
		12	Services économiques.	4.000	
		13	Service de l'équipement.	23.000	
		14	Service de l'éducation.	74.000	
		15	Service de santé.	257.000	
			Bâtiments à usage d'habitation		
		20	Administration générale.	42.000	
		21	Services financiers.	P.M.	
		22	Services économiques.	13.000	
		23	Service de l'équipement.	8.000	
		24	Service de l'éducation.	8.000	
		25	Service de santé.	31.000	
			Routes et ponts		
		30	Eclairage des routes.	P.M.	
		31	Entretien courant.	1.252.000	
		32	Grosses réparations.	210.000	
			Ouvrages portuaires		
		40	Ouvrages portuaires.	97.000	
		41	Balisage à caractère général.	22.000	

Titre	Chapitre	Article	Désignation	Montant par article	Montant par chapitre
			Autres ouvrages		
		50	Ouvrages aéroportuaires.	158.000	
		55	Emetteur FR 3.	P.M.	
		60	Calamités publiques.	P.M.	
	39-81		Iles Tuamotu-Gambier		1.784.000
			Bâtiments des services		
		10	Administration générale.	P.M.	
		11	Services financiers.	P.M.	
		12	Services économiques.	P.M.	
		13	Service de l'équipement.	P.M.	
		14	Service de l'éducation.	145.000	
		15	Service de santé.	46.000	
			Bâtiments à usage d'habitation		
		20	Administration générale.	P.M.	
		21	Services financiers.	P.M.	
		22	Services économiques.	P.M.	
		23	Service de l'équipement.	P.M.	
		24	Service de l'éducation.	P.M.	
		25	Service de santé.	15.000	
			Routes et ponts		
		30	Eclairage des routes.	P.M.	
		31	Entretien courant.	358.000	
		32	Grosses réparations.	177.000	
			Ouvrages portuaires		
		40	Ouvrages portuaires.	248.000	
		41	Balisage à caractère général.	73.000	
			Autres ouvrages		
		50	Ouvrages aéroportuaires.	722.000	
		55	Emetteur FR 3.	P.M.	
		60	Calamités publiques.	P.M.	
	39-91		Iles Australes		1.120.000
			Bâtiments des services		
		10	Administration générale.	2.000	
		11	Services financiers.	P.M.	
		12	Services économiques.	4.000	
		13	Service de l'équipement.	32.000	
		14	Service de l'éducation.	2.000	
		15	Service de santé.	100.000	
			Bâtiments à usage d'habitation		
		20	Administration générale.	4.000	
		21	Services financiers.	P.M.	
		22	Services économiques.	9.000	
		23	Service de l'équipement.	5.000	
		24	Service de l'éducation.	4.000	
		25	Service de santé.	30.000	
			Routes et ponts		
		30	Eclairage des routes.	P.M.	
		31	Entretien courant.	391.000	
		32	Grosses réparations.	141.000	
			Ouvrages portuaires		
		40	Ouvrages portuaires.	73.000	
		41	Balisage à caractère général.	65.000	
			Autres ouvrages		
		50	Ouvrages aéroportuaires.	258.000	
		55	Emetteur FR 3.	P.M.	
		60	Calamités publiques.	P.M.	

Titre	Chapitre	Article	Désignation	Montant par article	Montant par chapitre
IV			CONTRIBUTIONS, SUBVENTIONS, FONDS DE CONCOURS, PRETS ET ALLOCATIONS		
	40-01		Contribution aux dépenses de fonctionnement de l'Etat de collectivités et établissements publics		P.M.
	40-11		Contribution aux régies et exploitations concédées		P.M.
	40-21		Contribution aux dépenses d'organismes et de groupements internationaux		221.000
	41-01		Reversements à des collectivités et établissements publics		67.000
	41-11		Versements à des comptes et fonds spéciaux		223.378.000
		10	Fonds intercommunal de péréquation.	218.995.000	
		20	Fonds de régénération de la cocoteraie.	4.383.000	
		30	Fonds d'action culturelle.	P.M.	
	42-01		Ristournes à d'autres budgets		P.M.
	43-01		Subventions de fonctionnement et fonds de concours à des organismes et établissements publics		35.602.000
		10	Institut de recherches médicales	14.797.000	
		20	Office des anciens combattants et pupilles de la nation.	167.000	
		30	Office de la main-d'œuvre.	1.606.000	
		40	Chambre d'agriculture, d'élevage et de la pêche.	2.808.000	
		45	Chambre de la pêche.	P.M.	
		50	Musée de Tahiti et des îles.	2.428.000	
		55	Office de développement du tourisme.	11.692.000	
		60	Office des postes.	450.000	
		65	Ecole normale.	P.M.	
		70	Office municipal de gestion de la piscine	642.000	
		75	Conservatoire artistique territorial.	1.012.000	
	43-11		Subventions aux budgets annexes		43.554.000
		10	Budget annexe hôpital Mamao.	43.554.000	
	44-01		Subventions de fonctionnement à des organismes et œuvres privés à des particuliers		16.355.000
		U	Subventions de fonctionnement à des organismes et œuvres privés à des particuliers	16.355.000	
	45-01		Interventions économiques		38.936.000
		10	Caisse de soutien du coprah.	7.314.000	
		15	Uniformisation dans les archipels des prix de vente au détail des denrées de 1ère nécessité.	2.500.000	
		20	Société civile immobilière (Tinimanu-Heeral).	17.000	
		30	Aide à l'armement local.	8.334.000	
		40	Aide à la production de viande bovine.	3.334.000	
		50	Péréquation du prix des hydrocarbures.	6.250.000	
		60	Primes d'équipement du code des investissements.	7.250.000	
		70	Société pour le développement de l'agriculture et de la pêche.	1.250.000	
		80	Air Polynésie.	2.667.000	
	46-01		Bourses d'études et d'entretien		26.886.000
		10	Bourses, prêts d'honneur, aides dans la métropole.	2.978.000	
		20	Bourses locales de l'enseignement privé	3.855.000	
		25	Bourses locales de l'enseignement public.	10.729.000	
		30	Complément aux bourses d'élèves internes.	P.M.	
		35	Transports des candidats aux examens.	84.000	
		36	Transports scolaires terrestres et lagunaires.	1.774.000	
		40	Formation professionnelle des maîtres de l'enseignement privé.	963.000	
		50	Formation professionnelle des fonctionnaires.	6.386.000	
		60	Stages sportifs et animateurs.	117.000	

Titre	Chapitre	Article	Désignation	Montant par article	Montant par chapitre
	46-11		Apprentissage - Formation professionnelle et préprofessionnelle		5.801.000
		10	Subventions et bourses aux stagiaires.	1.494.000	
		20	Dépenses de personnel (CFPA).	1.340.000	
		30	Dépenses de matériel (CFPA).	1.375.000	
		40	Centre de formation professionnelle sanito.	842.000	
		50	Enseignement préprofessionnel protestant Uturoa	200.000	
		55	Cours ménager Atuona.	200.000	
		60	Centre de formation professionnelle de Hurepiti.	P.M.	
		70	Ecole d'apprentissage de formation maritime.	350.000	
	46-51		Secours		3.985.000
		10	Bureau d'assistance judiciaire et remboursement frais d'actes.	375.000	
		20	Evacuations sanitaires à l'extérieur, secours et frais d'hospitalisation.	2.917.000	
		30	Secours urgents.	250.000	
		40	Secours exceptionnels.	334.000	
		50	Code du travail : Indemnités prévues à l'article 48.	109.000	
		90	Dépenses exercices clos.	P.M.	
	47-01		Prêts et avances		66.000.000
		10	Avances à la section locale du FIDES.	6.666.000	
		20	Avance au laboratoire des travaux publics.	1.000.000	
		30	Avance pour le compte de l'Etat (soutien coprah).	P.M.	
		40	Avance B.A.M.	8.334.000	
			TOTAL	935.899.000	935.899.000

Art. 2.— Il sera fait face à cette ouverture de crédits provisoires par les voies et moyens ordinaires de l'exercice.

Art. 3.— A cet effet est autorisée la perception, conformément aux règlements existants, de tous impôts, droits, taxes et revenus publics.

Art. 4.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 3 mars 1980.

Le haut-commissaire,
par délégation :

Le secrétaire général,
Michel KUHNMUNCH.

ARRETE n° 1152 SEQ du 4 mars 1980 ordonnant une enquête administrative préalable à la déclaration d'utilité publique concernant la construction d'un collège d'enseignement secondaire, commune de Fa'aa.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu le décret du 5 novembre 1936 réglementant l'expropriation pour cause d'utilité publique dans le territoire ;

Vu la délibération 61-44 du 8 avril 1961 portant règlement général sur l'aménagement du territoire en matière d'urbanisme, rendue exécutoire par l'arrêté 984 AA du 26 avril 1967 et notamment son titre II chapitre V (articles 58 à 66), ainsi que les textes modificatifs subséquents ;

Vu les pièces du dossier ;

En ayant délibéré dans sa séance du 22 février 1980,

Arrête :

Article 1er.— Il sera procédé dans les formes prescrites par le décret du 5 novembre 1936, réglementant l'expropriation pour cause d'utilité publique en Polynésie française, à une enquête administrative préalable sur la déclaration d'utilité publique des travaux de construction d'un collège d'enseignement secondaire, dans la commune de Fa'aa.

Art. 2.— Ladite enquête sera ouverte le 7 avril 1980 dans les bureaux de l'hôtel de ville de Fa'aa.

Art. 3.— Sont désignés, en qualité de :

- Commissaire-enquêteur titulaire : M. Porcher René, fonctionnaire retraité demeurant lotissement Taina à Punaauia,

- Commissaire-enquêteur suppléant M. Barral Georges, fonctionnaire retraité demeurant lotissement Taina à Punaauia.

Art. 4.— En conséquence, un dossier comprenant le plan du projet sera déposé dans lesdits bureaux pendant dix jours consécutifs, du 7 avril 1980 au 17 avril 1980 inclusivement. Toute personne pourra en prendre connaissance aux jours et heures ouvrables dans les bureaux de la mairie de Fa'aa.

A l'expiration de ce délai de 10 jours, le commissaire enquêteur recevra, dans les bureaux de ladite mairie, pendant trois jours consécutifs, du 21 avril 1980 au 23 avril 1980 inclusivement, les déclarations des habitants, usagers et intéressés, sur l'utilité publique des travaux projetés. Les intéressés pourront consigner directement leurs observations sur un registre qui sera ouvert spécialement à cet effet ou les adresser par écrit au commissaire enquêteur, qui les visera et les annexera audit registre.

Art. 5.— Lorsque les délais précités seront expirés, le commissaire enquêteur procédera à la clôture des registres d'enquête sous sa signature, rédigera son rapport et

transmettra toutes les pièces à M. le haut-commissaire de la République en Polynésie française, chef du territoire, président du conseil de gouvernement, avec son avis motivé.

Art. 6.— Le présent arrêté sera, avant la date fixée pour l'ouverture de l'enquête, publié par les soins du maire, dans la commune de Faaa, par voie d'affiche ou tout autre procédé en usage. Une affiche devra notamment être apposée à la porte de l'hôtel de ville.

Il sera justifié de l'accomplissement de ces formalités par un certificat du maire : cette pièce sera jointe au dossier de l'enquête.

Le présent arrêté sera en outre, avant la même date, inséré au *Journal officiel* de la Polynésie française ainsi que dans les deux journaux de langue française paraissant dans le territoire. Il sera également diffusé sur les antennes de F.R.3.

Art. 7.— M. le chef du service de l'équipement, M. le maire de la commune de Faaa, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 4 mars 1980.

Pour le conseil de gouvernement :

Le vice-président,
F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire,
le 4 mars 1980.

Le haut-commissaire,
Paul COUSSERAN.

ARRETE n° 1153 SEQ du 4 mars 1980 ordonnant le dépôt des plans parcellaires concernant les travaux de construction d'un collège d'enseignement secondaire, commune de Faaa.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu le décret du 5 novembre 1936 réglementant l'expropriation pour cause d'utilité publique dans le territoire ;

Vu la délibération 61-46 du 8 avril 1961 portant règlement général sur l'aménagement du territoire en matière d'urbanisme, rendue exécutoire par arrêté 984 AA du 26 avril 1961 et notamment son titre II chapitre V (articles 58 à 66) ainsi que les textes modificatifs subséquents ;

Vu les plans parcellaires des propriétés situées sur la commune de Faaa et dont la cession est nécessaire, en totalité ou partie, pour exécution de cette opération, lesquels plans indiquent :

1°) La superficie des propriétés atteintes,

2°) Les noms des propriétaires tels qu'ils ont été relevés aux documents fonciers et cadastraux.

Vu les pièces du dossier ;

En ayant délibéré dans sa séance du 22 février 1980,

Arrête :

Article 1er.— Il sera procédé à l'enquête prescrite par le titre 2 du décret du 5 novembre 1936 réglementant

l'expropriation pour cause d'utilité publique en Polynésie française, au sujet des travaux de construction d'un collège d'enseignement secondaire dans la commune de Faaa.

En conséquence, le dossier ci-dessus visé restera déposé dans les bureaux de l'hôtel de ville de Faaa pendant huit jours consécutifs, à partir du 7 avril 1980 et jusqu'au 15 avril 1980 inclusivement, où chacun pourra en prendre connaissance durant les jours et heures ouvrables et produire, s'il y a lieu, ses observations.

Art. 2.— Préalablement, un avertissement annonçant ce dépôt sera tout d'abord avant le 7 avril 1980, date fixée pour l'ouverture de l'enquête, publié par voie d'affiche à la porte de la mairie et dans les principaux endroits de la commune.

Il sera justifié de l'accomplissement de cette formalité par un certificat du maire.

Un avertissement sera en outre, toujours avant la même date, inséré au *Journal officiel* de la Polynésie française et dans les deux journaux de langue française paraissant dans le territoire. Il sera également diffusé sur les antennes de F.R.3 - Tahiti.

Notification individuelle préalable à ce dépôt sera également faite aux propriétaires et intéressés, conformément aux dispositions de l'article 7 titre II du décret du 5 novembre 1936.

Art. 3.— M. le maire de la commune de Faaa consignera, sur un procès-verbal qu'il ouvrira à cet effet, les déclarations et réclamations qui lui seront faites verbalement par les intéressés et les requerra de signer. Il annexera à son procès-verbal celles qui lui seront déposées par écrit.

Il mentionnera également les déclarations d'élection de domicile faites par les propriétaires des immeubles portés aux plans et par les intéressés.

Art. 4.— A l'expiration du délai ci-dessus fixé, c'est-à-dire le 16 avril 1980, le registre sera clos, signé et arrêté par le maire de la commune de Faaa. Ce dernier le transmettra à M. le président de la commission mentionnée à l'article suivant.

Art. 5.— Sont désignés pour faire partie de la commission prévue par l'article 9 du décret du 5 novembre 1936 :

- | | |
|--|--------------------|
| - M. le chef de la subdivision administrative des îles du Vent ou son représentant | Président |
| - M. le maire de la commune de Faaa ou son représentant | Membre |
| - M. Jean Chin Foo, ingénieur au service de l'équipement | |
| - M. Pommier Eric, propriétaire à Papeete | Membres titulaires |
| - M. Chavez Louis, propriétaire à Papeete | |
| - M. Juventin Pierre, propriétaire à Faaa | |
| - M. Brothers Peter, propriétaire à Punaauia | |
| - M. Cérans-Jérusalem Léon, propriétaire à Papeete | Membres suppléants |
| - Mme Bordes Liliane, propriétaire à Faaa, propriétaire à Arue | |

La commission se réunira dans les bureaux de la subdivision administrative des îles du Vent à Papeete et recevra, pendant un nouveau délai de huit jours consécutifs, du 21 avril 1980 au 29 avril 1980 inclusivement, devant les jours et heures ouvrables, les observations des propriétaires et intéressés.

Elle les appellera toutes les fois qu'elle le jugera utile. Elle donnera son avis, tant sur les observations et réclamations consignées au procès-verbal dressé par le maire

de la commune de Faaa en exécution de l'article 3 ci-dessus, que sur celles qui lui seront adressées directement.

Ces opérations devront être terminées dans un délai de dix jours à compter de la première réunion, c'est-à-dire le 30 avril 1980 et procès-verbal en sera dressé.

Art. 6.— Si la commission propose quelque changement au projet, avis sera donné immédiatement aux propriétaires que ce changement pourrait intéresser, conformément aux articles 6, 7 et 11 du décret du 5 novembre 1976.

Pendant huitaine à partir de cet avertissement, le dossier restera déposé dans les bureaux de la subdivision administrative des îles du Vent à Papeete, où les parties intéressées pourront en prendre communication sans déplacement, sans frais, et feront leurs observations écrites.

Art. 7.— Dans les trois jours suivants le président de la commission d'enquête transmettra toutes les pièces à M. le haut-commissaire de la République en Polynésie française, chef du territoire, président du conseil de gouvernement.

Art. 8.— M. le chef du service de l'équipement, M. le chef de la subdivision administrative des îles du Vent, M. le maire de la commune de Faaa, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 4 mars 1980.

Pour le conseil de gouvernement :

Le vice-président,

F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire,
le 4 mars 1980.

Le haut-commissaire,
Paul COUSSERAN.

EXTRAITS

Pensions, nominations, mutations, congés, etc...

FONCTION PUBLIQUE

Par décision n° 3615 PEL du 18 février 1980.— Est constatée la fixation en Polynésie française de la résidence habituelle de M. Tetavahi Germain, infirmier psychiatrique du centre psychothérapique départemental de Ste-Gemmes sur Loire, détaché en Polynésie française pour servir à l'hôpital de Vaïami.

Par décision n° 3647 PEL du 20 février 1980.— Mme Savoie Annie, agent contractuel de 1ère catégorie, 3e échelon, embarquée à Paris-Roissy le 7 février et arrivée à Papeete le 8 février 1980, par avion de la compagnie UTA, a repris ses fonctions au service d'hygiène territorial le 11 février 1980.

Dépense imputable au budget local : chapitre 37-10, article 20.

Par décision n° 3779 PEL du 3 mars 1980.— M. Vascalde Gilbert, agent contractuel, 2e catégorie, 11e éche-

lon, embarqué à Paris-Roissy le 14 février et arrivé à Papeete le 15 février 1980, par avion de la compagnie UTA, est remis à la disposition du chef du service de l'aménagement du territoire pour compter du 15 février 1980, pour servir à Uturoa en qualité de subdivisionnaire du service aux îles Sous-le-Vent.

Dépense imputable au budget local : chapitre 35-30, article 10.

L'intéressé bénéficiera du remboursement des frais de transport de ses bagages de Papeete à Uturoa, dans la limite de ses droits fixés par l'article 21 de la convention collective, et sur production des pièces justificatives de dépenses.

AFFAIRES ADMINISTRATIVES

Par arrêté n° 3583 AA du 15 février 1980.— Le séjour des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent est interdit aux ci-après nommés :

- *Ikihia Teikitini François*, né le 4 juin 1960 à Vaitahu, condamné le 28 septembre 1979 par le tribunal correctionnel à un an d'emprisonnement avec sursis et deux ans d'interdiction de séjour pour vols ;

- *Tino René*, né le 13 juin 1954 à Takaroa, condamné le 28 septembre 1979 par le tribunal correctionnel à six mois d'emprisonnement avec sursis et deux ans d'interdiction de séjour pour vols.

Le séjour des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent sauf Huahine est interdit au ci-après nommé :

- *Atae Stellio*, né le 16 juillet 1957 à Fare Huahine, condamné le 10 juillet 1979 par le tribunal correctionnel de Papeete à treize mois d'emprisonnement et trois ans d'interdiction de séjour pour vols.

Les infractions au présent arrêté seront punies des peines prévues par l'article 49 du code pénal.

Le commandant du groupement de gendarmerie en Polynésie française et le directeur de la maison d'arrêt sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Le directeur des polices urbaines notifiera cet arrêté aux intéressés et adressera tant au Procureur de la République qu'au service des affaires administratives un exemplaire du procès-verbal de notification à titre de compte rendu.

Par arrêté n° 3643 AA du 20 février 1980.— L'article 1er de l'arrêté n° 510 AA du 12 février 1979, autorisant le docteur Klaus Wyrcki et les membres de l'université de Hawaii à Manoa, département de l'océanographie, à effectuer des recherches scientifiques (continuation du programme Norpax), est modifié comme suit :

Au lieu de : " le docteur Klaus Wyrcki et les membres de l'université de Hawaii à Manoa sont autorisés à continuer les recherches scientifiques, portant sur le programme Norpax, du mois de février 1979 au mois de mai 1980 en Polynésie française.

Lire : " Le docteur Klaus Wyrcki et les membres de l'université de Hawaii à Manoa sont autorisés à continuer les recherches scientifiques, portant sur le programme Norpax, du mois de février 1979 au mois de juillet 1980.

Le reste sans changement.

Par arrêté n° 3708 AA du 26 février 1980.— Délégation est donnée à l'adjudant Labordes, Henri commandant

la brigade de Hiva Oa (Marquises) pour, dans les limites de sa circonscription, signer au nom du haut-commissaire les actes et pièces relatifs à :

- la délivrance et la prorogation dans la limite d'une durée de six mois, des visas touristiques des ressortissants étrangers effectuant leur première touchée ou étant de passage dans la brigade (le séjour effectué au titre de l'entrée en franchise n'étant pas pris en compte pour le calcul de cette durée).

- la délivrance des visas de transit de cinq jours dans le cas de force majeure ;

- la délivrance des visas de régulation valables pendant une période de trois mois à compter de la première touchée pour les touristes provenant d'un pays dépourvu de représentation consulaire ;

- la délivrance de dispenses de caution de rapatriement aux ressortissants français.

La perception des taxes afférentes aux visas délivrés par ses soins et l'encaissement des dépôts de garantie effectués dans la brigade seront assurés par l'adjudant Laborde, Henri, commandant la brigade de Hiva Oa (Marquises).

Le présent arrêté abroge toutes dispositions contraires.

*
*
*

AFFAIRES MARITIMES

Par décision n° 3754 AM du 28 février 1980.— M. Gaston Martin, inspecteur de la navigation,

M. Henri Vernaudeau, capitaine au grand cabotage, pilote du port de Papeete

sont désignés pour assister l'administrateur des affaires maritimes Bosc, chargé de l'enquête nautique sur l'échouement du Hananui.

*
*
*

CONSEIL DE GOUVERNEMENT

Par arrêté n° 3738 SGCG du 28 février 1980.— La commission prévue à l'article 400 du décret du 30 décembre 1912 susvisé est pour l'année 1980 composée comme suit :

M. Ata Alexandre, conseiller de gouvernement,

M. Maamaatuaiahutapu Marc, dit Maco Tevane, conseiller de gouvernement,

M. Carlson Hans, conseiller de gouvernement.

*
*
*

SERVICE DE L'EQUIPEMENT

Par arrêté n° 1132 SEQ du 28 février 1980.— Est autorisée par dérogation à l'article 53 - 2^e alinéa de la délibération n° 69-10 du 7 février 1969 modifiée, portant réglementation générale sur la police de la circulation routière, la mise en circulation d'une grue Harnischfeger P. et H. - type 325 TC. numéro de série GN 7872 montée sur camion-porteur Saviem - type EPG1. VZ, destinée aux activités de la société J.A. Cowan et Fils.

Ce matériel, hors-gabarit, devra, lors de ses déplacements sur route, comporter une signalisation mobile avancée afin de ne faire encourir aucun risque aux autres usagers de la route.

La société J.A. Cowan et Fils étudiera, sous sa responsabilité, l'itinéraire le mieux approprié lors du déplacement de ce matériel sur route et en fera déclaration, au moins 48 heures à l'avance, au service de l'équipement, à charge, pour ce dernier, d'en informer le service de la Sûreté ou le groupement de Gendarmerie, au moins 24 heures à l'avance, en vue de l'escorte éventuellement nécessaire.

La présente autorisation est délivrée sous réserve de la prise en charge, par la société J.A. Cowan et Fils, des dommages que son engin pourrait occasionner éventuellement aux installations publiques ou privées.

*
*
*

FINANCES TERRITORIALES

Par arrêté n° 3691 FT du 25 février 1980.— Est accordée la remise gracieuse de la somme de 293.000 FCP représentant les frais d'évacuation sanitaire de M. Etilagé Edouard par voie aérienne.

Par arrêté n° 3704 FT du 26 février 1980.— M. Deane Colson, économe de la maison d'arrêt de Faaa est nommé régisseur d'avance de cet établissement en remplacement de M. Van Bastolaer Richard.

Par décision n° 3737 FT du 28 février 1980.— M. Marc Jammet, chef du bureau des finances territoriales est nommé commissaire aux comptes à la gestion du jardin botanique de " Motu Ovinii ".

*
*
*

FONDS SPECIAL D'INVESTISSEMENT POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE

Par arrêté n° 1133 FSIDAP du 28 février 1980.— Une subvention de 500.000 F (cinq cent mille francs) est accordée à la chambre d'agriculture, d'élevage et de la pêche de Polynésie française (C.A.E.P.P.F.) pour l'acquisition de nouveaux séchoirs à bananes destinés aux îles Marquises.

La dépense est imputable au F.S.I.D.A.P. Opération 8/79. Le versement sera effectué sur le compte C.C.P. 951-55-02 de la chambre d'agriculture, d'élevage et de la pêche de Polynésie française (C.A.E.P.P.F.).

*
*
*

SECRETARIAT GENERAL

Par arrêté n° 3707 SG du 26 février 1980.— M. Thibert Albert, secrétaire général adjoint, reçoit délégation du pouvoir :

1°) d'ordonnancement et de signature de toutes pièces justificatives d'ordonnancement pour les recettes et dépenses civiles du budget de l'Etat (à l'exclusion du ministère des transports), du FIDES section générale et du fonds d'aménagement et de développement des îles de la Polynésie française (FADIP).

2°) d'ordonnancement et de signature de toutes pièces justificatives d'ordonnancement pour les recettes et les dépenses du budget local, des budgets spéciaux et an-

nexes du FIDES section locale et tous les comptes hors budgets et de réserve exécutés dans le territoire.

3°) d'approbation des marchés et conventions de toutes natures passés au nom de l'Etat (à l'exclusion du ministère des transports) du territoire et au titre du FIDES et du FADIP.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Albert Thibert, les mêmes pouvoirs seront exercés :

- en ce qui concerne les attributions définies au paragraphe 1° de l'article ci-dessus, par M. Fernand Pirotte, chef du bureau des finances Etat.
- en ce qui concerne les attributions définies au paragraphe 2° ci-dessus, par M. Marc Jammet, chef du bureau des finances territoriales.

Le présent arrêté abroge toutes dispositions contraires et notamment les arrêtés n° 1808 SG du 25 avril 1979 et 2786 FE du 19 juin 1979.

SUBDIVISION ADMINISTRATIVE DES ILES DU VENT

AVENANT n° 3556 IDV/AU du 13 février 1980 2e avenant à la décision n° 4699 IDV/AU du 3 octobre 1979 autorisant le lotissement " Pothier-Teissier " à Punaauia P.K. 12,600.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française, chef du territoire,
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961 portant code d'aménagement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 2081 AA du 23 août 1961 déterminant les modalités d'application du titre II de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961, en ce qui concerne les groupes d'habitations et les lotissements ;

Vu la décision d'autorisation n° 4699 IDV/AU du 3 octobre 1979 concernant le lotissement " Pothier-Teissier " sur le lot 3 de la terre Fortune-Teissier sis à Punaauia P.K. 12,600, côté montagne ;

Vu la délibération n° 55-79 du 16 novembre 1979 en conseil municipal acceptant la prise en charge par la commune de Punaauia de l'aménagement de la route de la propriété des consorts Pothier ;

Vu l'avis favorable du chef du service de l'aménagement du territoire,

Décide :

Article 1er. — La décision n° 4699 IDV/AU du 3 octobre 1979 est complétée suivant les dispositions ci-après :

" La réalisation de l'ensemble de la voirie du lotissement sera réalisée par la commune de Punaauia conformément à la délibération n° 55-79 du 16 novembre 1979 du conseil municipal, les travaux étant ceux définis par les plans autorisés par la décision n° 4699 IDV/AU du 3 octobre 1979 ".

Art. 2. — Le certificat prévu à l'article 44 de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961 sera accordé après réalisation complète des travaux.

Art. 3. — Le présent avenant est à annexer au dossier mis à la disposition du public aux secrétariats de la mai-

rie de Punaauia et du service de l'aménagement du territoire (section urbanisme opérationnel et construction).

Papeete, le 13 février 1980.

Pour le haut-commissaire,
par délégation :

Le chef de la subdivision administrative
des îles du Vent,
J. DEWATRE.

DECISION n° 3655 IDV/AU du 20 février 1980 autorisant le lotissement dénommé " Teana 2 " appartenant à M. Jean Taputuarai, sis à Paea P.K. 19,100, côté montagne.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française, chef du territoire,
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961 portant code d'aménagement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 2081 AA du 23 août 1961 déterminant les modalités d'application du titre II de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961, en ce qui concerne les groupes d'habitations et les lotissements ;

Vu la délibération n° 79-50 du 5 avril 1979 relative à la mise en place d'installation de télécommunications dans les immeubles ou lotissements rendue exécutoire par arrêté 1931 AA du 7 mai 1979 ;

Vu la demande d'autorisation déposée par M. Jean Taputuarai le 18 octobre 1979, concernant la réalisation d'un lotissement sur une partie de la terre Teana 2, sise dans la commune de Paea, P.K. 19,100, à dénommer " lotissement Teana 2 " ;

Vu l'avis de l'architecte-urbaniste chargé de l'étude du plan général d'aménagement de la commune de Paea en date du 29 novembre 1979 ;

Vu l'avis du directeur de la protection civile en date du 29 novembre 1979 ;

Vu l'avis du maire de la commune de Paea en date du 12 octobre 1979 ;

Vu l'avis du directeur de l'office des postes et télécommunications en date du 26 novembre 1979 ;

Vu l'avis du chef de la subdivision de Tahiti des travaux en régie du service de l'équipement en date du 24 janvier 1980 ;

Vu les avis des services consultés ;

Vu l'avis favorable du chef du service de l'aménagement du territoire,

Décide :

Article 1er. — M. Jean Taputuarai est autorisé à lotir une partie de sa propriété constituée par la terre Teana 2 sise à Paea.

Ce lotissement comprendra 7 lots destinés à la construction de logements mis en location.

Les conditions et prescriptions relatives à cette réalisation sont définies dans les articles suivants.

Art. 2. — Le dossier du lotissement pris en considération comprend les documents suivants :

1°) plan de situation enregistré à la section urbanisme opérationnel et construction du service de l'aménagement du territoire le 23 novembre 1979 ;

2°) plan parcellaire établi par le bureau topographique Maitere et Lee le 24 août 1979 et enregistré le 18 octobre 1979 à la section urbanisme opérationnel et construction du service de l'aménagement du territoire.

Art. 3.— Voirie - Réseau eaux pluviales.

L'accès du lotissement aura une emprise de 6,00 m et sera réalisé suivant les dispositions et les indications schématisées en rouge sur les plans. Les rayons intérieurs de raccordement seront de 7,50 m.

Le caniveau (largeur 0,40 m et profondeur 0,40 m) devra permettre le recueil et l'évacuation des eaux pluviales sans érosion de la voie. Il sera réservé un accotement de 60 cm entre la voie et le fossé, et une bande piétonnière de 1,50 m de l'autre côté de la voie (plan définitif à fournir avant la demande de certificat d'achèvement des travaux).

Art. 4.— Réseau incendie.

Pour assurer la lutte contre l'incendie, le poteau incendie au droit des lots 6 et 7 devra être capable de fournir un débit de 60 m³/h sous une pression dynamique de 1 bar.

Art. 5.— Réseau téléphonique.

Conformément aux dispositions de la délibération n° 79-50 du 5 avril 1979, le lotisseur mettra en place un réseau téléphonique qui sera réalisé selon les normes de l'office des postes et télécommunications en empruntant le tracé du réseau d'énergie.

Art. 6.— Bail type et plan modifié.

Le bail type de location définissant les conditions et charges réciproques entre le propriétaire et chaque locataire et le plan parcellaire modifié en fonction des articles correspondants seront soumis à approbation avant toute demande de certificat prévu à l'article 44 de la délibération 61-44 du 8 avril 1961.

Art. 7.— La présente décision et le dossier annexé seront mis à la disposition du public conformément aux prescriptions de l'article 43 de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961 :

- au secrétariat de la mairie de Paea
- au secrétariat du service de l'aménagement du territoire (section urbanisme opérationnel et construction).

Papeete, le 20 février 1980.

Pour le haut-commissaire,
par délégation :

*Le chef de la subdivision administrative
des îles du Vent,*
J. DEWATRE.

AVENANT n° 3752 IDV/AU du 28 février 1980 à la décision n° 73-46 du 24 juillet 1973 autorisant l'extension du lotissement en zone III appartenant à l'Etat français (direction de l'aviation civile), sis à Faaa dit cité de l'air.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française, Chef du territoire,
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961 portant code d'aménagement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 2081 AA du 23 août 1961 déterminant les modalités d'application du titre II de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961, en ce qui concerne les groupes d'habitations et les lotissements ;

Vu la lettre n° 132 AC/INFRA du 11 février 1980 du directeur du service de l'aviation civile ;

Vu l'avis favorable du chef du service de l'aménagement du territoire,

Décide :

Article 1er.— Le nouveau plan d'implantation du logement type F 4 sur la terrasse Z : 62 m enregistré le 14 février 1980 à la section urbanisme opérationnel et construction du service de l'aménagement du territoire est approuvé.

Art. 2.— Le présent avenant et le plan à annexer au dossier d'origine seront mis à la disposition du public conformément aux prescriptions de l'article 43 de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961 au secrétariat de la mairie de Faaa et au secrétariat du service de l'aménagement du territoire (section urbanisme opérationnel et construction).

Papeete, le 28 février 1980.

Pour le haut-commissaire, par délégation :

*Le chef de la subdivision administrative
des îles du Vent,*

J. DEWATRE.

AVIS OFFICIELS

SERVICE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

ETAT RECAPITULATIF DES AUTORISATIONS DE TRAVAUX IMMOBILIERS

Permis délivrés le 4 février 1980 :

N° 79-361-7 IDV/AU, M. Edwing Poroi, terrain formant lot 218 terres Outuamo et Teheya, lieu dit Teaharoa Paopao (com. Moorea-Maiao), 1 abri pour g.e. ;

N° 79-1155-3, conseil de la paroisse du Sacré Cœur d'Arue s/c Père Guy Chevalier, terre Papaoa Arue, 1 assainissement, 1 terrassement ;

N° 80-65-1, M. Maurice Chebret, parc. 2 terre Ativaa (surplus) Faaa (section Puurai), 1 maison d'habitation ;

N° 80-73-1, M. Lee Kam Tong, lot 2 dom. Papehuc PK 19 Paea, 1 maison d'habitation ;

N° 80-99-1, M. le docteur Pierre Pintrand, lot 8 morcel. terre Tepohue c/mer Haapiti (com. Moorea-Maiao), 1 garage (ajout à une maison existante) ;

N° 80-100-1, M. Noël, Mira Iriti, lot 7 terre Atihóa PK 17 Papenoo (com. Hitiaa O Te Ra), 1 maison d'habitation ;

N° 80-103-1, M. Robert Joseph Vychodyl, lot 29 lotis. Teyihonu PK 2 Afaahiti (com. Taiarapu Est), 1 maison d'habitation ;

N° 80-105-1, M. Francis Petras, lot 17 lotis. Punavai montagne PK 13,4 Punaauia, 1 bâtiment à usage d'habitation ;

N° 80-114-1, M. Raymond Timo, parcel. issue lot 2 terre Tematahoa, derrière la station Chevron, Afaahiti (com. Taiarapu Est), 1 maison d'habitation, 1 garage, 1 terrasse couverte ;

N° 80-117-1, M. Louis Sangue, parcel. dom. Maréchal c/montagne Papeari (com. Teva I Uta), 1 maison d'habitation ;

N° 80-118-1, M. Paul Maraearo et Mlle Elaida Terevaura, lot 20 lotis. Aute II Pirae, 1 maison d'habitation ;

N° 80-120-1, M. Henri Tama, lot B7 terre Ava Teroofahiti c/montagne PK 39,5 Hitiaa, (com. Hitiaa O Te Ra), 1 maison d'habitation, 1 garage, 1 terrasse ;

N° 80-123-1, Mme Jacqueline Tom Sing Vien, terre Taamora c/montagne PK 35,2 Hitiaa (com. Hitiaa O Te Ra), 1 maison d'habitation, 1 garage plus débarras de 4 m x 2,5 m en niau ;

N° 80-127-1, Mlle Marie-France Beachler et M. Jean-Joseph Beachler, parcelle terre sise PK 10,5 c/montagne face C.E.A. émetteur Mahina, 1 maison d'habitation ;

Permis délivrés le 7 février 1980 :

N° 79-1020-2 IDV.AU, M. Alain et Michel Nardi, lot n° 77 terre Noha-Raehau Paopao (com. Moorea-Maiao), 2 logements suivants plan type LE 4 ;

N° 80-19-1, M. Tuiariki Opuu, lot n° 19 lotis. Vaitareia Faaa, 1 mur de soutènement avec clôture ;

N° 80-89-1, M. et Mme Georges Rongomate, lot A terre Teapiri PK 5 c/montagne quartier Teto Faaa, 1 logement suivant plan type LE 16 avec garage et terrasse couverte ;

N° 80-93-1, M. Pierre Teng Futsoi, lot F 2 lotis. Super Mahina Mahina, 1 maison d'habitation ;

N° 80-95-1, M. Maratino Mamatui, lot n° 45 résidence Nahoata Pirae, 1 clôture et 1 extension d'une maison d'habitation ;

N° 80-108-1, M. Denis Boosie, lot n° 8 dépendant de l'ancien domaine Marcillac PK 3,200 c/montagne Arue, 1 maison d'habitation ;

N° 80-109-1, Mme Christine Sanford, parcelle 4 dépendant du morcellement du lot n° 1 terre Tahipu 3 PK 5 Arue, 1 maison d'habitation ;

N° 80-128-1, M. Paul Tamatoa, lot n° 1 parcelle A terre Tetahua PK 32,900 c/montagne Papara, 1 clôture sans soubassement ;

N° 80-129-1, M. Jean Jisson, parcelle G terre Paetaha PK 6,800 près magasin Piko Faaa, aménagement d'un snack ;

N° 80-97-1, Mme Marie-Claude Parcellier, lot n° 40 D lotis. "Les Lotus" Punaauia, 1 maison d'habitation ;

Permis délivrés le 11 février 1980 :

N° 79-1102-2 IDV.AU, Mme Tauhiti Taratua, lot n° 2 dépendant terre Teavaava PK 5 c/montagne Toahotu (com. Taiarapu Ouest), 1 remblai, 1 mur de soutènement, 1 clôture ;

N° 79-1153-2, M. René Ailloux, lot n° 40 lotis. Aute 2 Pirae, 1 maison d'habitation ;

N° 80-72-2, compagnie des eaux des mille sources, lot du lotis. Mahinarama Mahina, 2 réservoirs d'eau potable (500 m³) ;

N° 80-77-2, M. Gabriel Chines, lot M de l'ancienne propriété Lamotte Fautaua Pirae (quartier Chéchillot), 1 maison d'habitation ;

N° 80-101-1, M. Georges Ani Terorotua, terre Atitoea 2 PK 45 Mataiea (com. Teva I Uta), 1 maison d'habitation ;

N° 80-110-1, enfants mineurs (Roseline, Patrick, John) Pihatarioe, parcelle n° 8 ancien domaine Marcillac, chemin menant vers l'ancien hôtel Arahiri, 2 logements (jumelés) ;

N° 80-113-1, M. et Mme Tihoni Tarano, lot n° B 12 lotis. Torea Papara, 1 maison d'habitation, 1 terrasse couverte, 1 garage (et 1,22 m de plus dans le sens de la longueur) ;

N° 80-115-1, M. Joseph Tere, parcelle n° 3 terre propriété Robson PK 20 c/montagne Paea, 1 maison d'habitation ;

N° 80-131-1, M. Taavini Tiarii, lot n° 30 lotis. Tehaamatai PK 39,200 c/montagne route de la Carrière Papara, 1 maison d'habitation, 1 garage et 1 terrasse couverte ;

N° 80-132-1, M. et Mme François Tsau-Tsen, lot n° 101 A lotis. Super Mahina à Mahina, 1 mur de soutènement, 1 clôture ;

N° 80-133-1, M. et Mme Tihoni Tuahine, terre Teiriiri 2 parcelle C PK 16,8 c/montagne Punaauia, 1 maison d'habitation ;

N° 80-134-1, Mme Nirvana Maunier, pac. D pté Hoppenstedt PK 20,5 c/montagne Paea, 1 maison d'habitation 1 garage plus 1 terrasse ;

N° 80-137-1, M. et Mme Karl Beisswenger, lot 1 terre Vaitupa, pté Chapman PK 24,3 c/mont. Paea, 1 maison d'habitation, 1 garage, 1 terrasse couverte ;

N° 80-138-1, M. André Vigor, parc. C terre Matatia PK 10,8 c/mont. Punaauia, 1 maison d'habitation, 1 terrasse couverte ;

N° 80-140-1, M. Tavi Ahuroa, lot 2 terre Atitoea PK 37,2 c/mont. Papara, 1 maison d'habitation, 2 terrasses ;

Permis délivrés le 14 février 1980 :

N° 79-695-2 IDV.AU, M. Hiro Ouwen, parcelle terre Aiai PK 17,3 lieu dit Paie Haapiti (com. Moorea-Maiao), 1 maison d'habitation ;

N° 80-35-4, M. le maire de la commune de Taiarapu Est, terrain contigu à celui de l'école maternelle de Taravao à Taravao (com. Taiarapu Est), 1 bâtiment de groupe d'action psychopédagogique ;

N° 80-76-1, M. Stéphen Taraihu, parcelle de terre Mataiteao PK 22,600 c/montagne Paea, 1 maison d'habitation ;

N° 80-111-1, M. Tching Kay Fat, lot n° 385 lotis. Puurai Faaa, 1 réserve pour magasin ;

N° 80-116-1, M. Joseph Gendron, parcelle terre sise à Mahina PK 13,500, 1 maison d'habitation ;

N° 80-119-1, M. Fabien Cheung, lot A du plan partage propriété Reasin PK 11 environ Mahina, 1 maison d'habitation ;

N° 80-141-1, M. Louis Maker, lot n° 5 terre Vaiapo PK 46 Mataiea (com. de Teva I Uta), 1 maison d'habitation ;

N° 80-145-1, M. Pédéona Patu, lot n° 2 du domaine Pamatai face magasin Albert à Faaa, 1 mur de soutènement ;

N° 80-152-1, M. et Mme Belot, lot n° 3 domaine Pamatai Faaa, 1 maison d'habitation ;

Permis délivrés le 18 février 1980 :

N° 79-1110-2 IDV.AU, M. Bernard Burgaud, parc. terre Tipapa rés. Jay Arue PK 7, 1 maison d'habitation ;

N° 80-8-3, M. Roger Champomier, lot 116 E lotis. Le Lotus PK 9 Punaauia, 1 fare potee, 1 réserve, 1 clôture ;

N° 80-67-3, C.N.E.X.O. s/c Setil, terrain affecté au CNEOX Vairao (com. Taiarapu Ouest), 1 cafétéria ;

N° 80-98-1, M. Yves Bennett, lot 179 lotis. Mahina Tahua Rahi Mahina, 1 maison d'habitation ;

N° 80-139-2, Mlle Laurette Hanere, terre Atipihaa lieu dit Haumi Afareaitu (com. Moorea-Maiao) à 500 m. environ de la route de ceinture, 1 porcherie ;

N° 80-157-1, M. Jaroslav Otis Otcenasek, parcel. terre sise PK 40,5 Atimaono c/montagne Papara, 1 maison d'habitation ;

N° 80-161-1, Mme Eliane Chin Foo, lot 181 lotis. Vetea II Pirae, 1 maison d'habitation ;

N° 80-169-1, M. Denis Vernaudo, parcel. terre Tamahana Arue près du cimetière chinois Sinitong, 1 maison d'habitation ;

N° 80-172-1, M. et Mme Marcel Raatiraore, parc. terre Aiai Haapiti (com. Moorea-Maiao), 1 maison d'habitation ;

N° 79-1099-2, M. Roland Léon, lot 1 terre Tahipu 3 Arue, 1 terrassement ;

Permis délivrés le 19 février 1980 :

N° 79-971-3, monseigneur Michel Coppenrath s/c de M. Christian Regaud, terrain sis à Mataiea PK 44, travaux de rénovation et d'extension de l'église ;

Permis délivrés le 21 février 1980 :

N° 80-144-1, M. et Mme Jean-François Croisie, lot 5 dom. de la laiterie dit dom. Croisie Afaahiti (route du plateau) (commune de Taiarapu Est), 3 bungalows ;

N° 80-160-1, M. et Mme Jacques Chetelat, parcelle A terres Amoaura 1 PK 13 c/montagne Vairao (commune de Taiarapu Ouest), 1 bungalow ;

Permis délivrés le 22 février 1980 :

N° 79-1139-2 IDV.AU, M. Roland Maiotui, parcelle terre Faretaero PK 31,500 c/montagne Papara, 1 maison d'habitation ;

N° 80-104-1, Mme Charles Teriitahi, lot n° 3 partage propriété Frédéric Bordes PK 53,5 près Bimat Taravao Afaahiti (com. de Taiarapu Est), 1 maison d'habitation ;

N° 80-138-1, M. Maroro Arai, lot n° 8 terre Teiviroa PK 8 c/montagne Punaauia, 1 maison d'habitation ;

N° 80-162-1, Mlles Charlotte et Gabrielle Terai, lot n° 3 du lot 3 lotis. Nahoata rue Frédéric Gadiot Pirae, 1 maison d'habitation ;

N° 80-163-1, M. Charles Wimer, parcelle terre sise Papeari PK 53,100 c/mer (com. de Teva I Uta), 1 garage pour matériel personnel ;

N° 80-173-1, Mlle Gabrielle Taurua et M. Roger Tisiou, lot n° 7 terre Teiriirii, parcelle n° 2 PK 10,200 vallée Tuauru Mahina, 1 maison d'habitation ;

Permis délivrés le 26 février 1980 :

N° 79-1131-2 IDV.AU, M. Emile Roche, terres Faarei Tepaefanautama et Teoroi 1 PK 43,8 c/montagne Mataiea (com. Teva I Uta), 1 modification intérieure des locaux, 1 changement d'implantation ;

N° 80-125-1, M. Chung Kau-Chung, lot 9 lotis. Tetiaina Pirae, 1 maison d'habitation avec modification ;

N° 80-164-1, M. Jean-Pierre Poroi, parcelle propriété Brown PK 53,100 c/mer Papeari (com. Teva I Uta), 1 maison d'habitation ;

N° 80-171-1, M. François Tuaora Harry, terrain sis à Mahina PK 10,500 vallée Tuauru, 1 maison d'habitation ;

N° 80-177-1, M. Patoroba Tetopata dit Barthélémy Arakino, lot n° 39 lotis. Iikai PK 29,800 Papara, 1 maison d'habitation, 1 garage et 1 terrasse couverte ;

N° 80-180-1, M. André Pahoeani, lot n° 19 du lotis. Tevaipatu Mahina, 1 maison d'habitation, 1 terrasse ;

N° 80-183-1, M. Jean-Michel Kung, terrain sis à Mataiea PK 46,500 c/mer près du temple protestant, 1 rajout d'1 chambre et 1 salle d'eau ;

N° 80-186-1, M. Ernest Chere, lot n° 127 du lotis. Vetea II à Pirae, 1 maison d'habitation ;

N° 80-189-1, M. Pierre Motahi, lot n° 9 terre Atihoia PK 18,200 c/montagne Papenoo (com. Hitiaa O Te Ra), 1 maison d'habitation, 1 terrasse couverte, 1 garage ;

N° 80-191-1, M. Christian Boulangué, lot n° 11 du lotis. Mahinarama Mahina, 1 maison d'habitation ;

N° 80-200-1, M. Théodore dit Henri Patia, lot A terre Tepapehiami PK 52 c/montagne Papeari (com. Teva I Uta), 1 maison d'habitation ;

N° 80-207-1, M. Terii Taihau, terre Peperehue - Tiaia (Teaharoa) Paopao (com. Moorea-Maiao), 1 maison d'habitation, 1 garage, 1 terrasse couverte ;

Permis délivrés le 28 février 1980 :

N° 79-383-2 IDV.AU, M. Jean-François Wong, lots 3 et 4 lotis. Toparaa Mahana PK 10,500 Mahina, 1 clôture, 1 piscine ;

N° 80-92-4, M. le maire de la commune de Punaauia, terrain sis à Punavai Plaine PK 13,100 côté montagne près de la mairie, 1 cantine scolaire ;

N° 80-153-1, M. Ah Loi Toreia, terre Teahia 1 PK 5,200 côté montagne - Faai, 1 maison d'habitation ;

N° 80-159-1, M. Jacky Baudrin, lots D et F terre Tevairoa Pirae, 1 maison d'habitation ;

N° 80-175-1, M. Serge Thirion, lot 91 du lotis. Taina II PK 8,5 Punaauia, 1 maison d'habitation ;

N° 80-187-1, Mme Thérèse Hart, propriété Leverd Fare Rau Ape Pirae, 1 abri pour outillage ;

N° 80-203-1, M. Hippolyte Coulon, parc. A lot 2 terre Toatiti 3 Paea c/montagne près du temple, 1 maison d'habitation ;

N° 80-206-1, M. Jacques Inaudi, parcelle terre "Puauroa" PK 26,800 c/montagne Paea, 1 maison d'habitation.

Le service de l'aménagement du territoire a été saisi par M. Gilbert Terlieroo, mandataire de M. Etienne Aubry, d'une demande d'autorisation de lotir en 4 (quatre) lots une parcelle de la terre Tutuapare, près du lotissement "Résidence Manini", sise dans la commune de Faai - Pamatai.

Conformément aux prescriptions de l'arrêté n° 2081 AA du 23 août 1961 déterminant les modalités d'application du titre II de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961 en ce qui concerne les groupes d'habitations et les lotissements, et en particulier, en son article 5, tout propriétaire

riverain pourra déposer ou adresser ses observations au service de l'aménagement du territoire (Section urbanisme opérationnel et construction) où les dossiers peuvent être consultés.

Les observations et avis seront reçus jusqu'au 30 mars 1980.

*Le chef du service de l'aménagement
du territoire,
F. DUPUY.*

Le service de l'aménagement du territoire a été saisi par M. Eric Cridland, mandataire de la S.C.I. Po Te Te d'une demande d'autorisation de construire vingt-cinq (25) logements, sur le domaine Bopp du Pont, sis à Faaa P.K. 6,300 côté mer.

Conformément aux prescriptions de l'arrêté n° 2081 AA du 23 août 1961 déterminant les modalités d'application du titre II de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961 en ce qui concerne les groupes d'habitations et les lotissements, et en particulier, en son article 5, tout propriétaire riverain pourra déposer ou adresser ses observations au service de l'aménagement du territoire (Section urbanisme opérationnel et construction) où les dossiers peuvent être consultés.

Les observations et avis seront reçus jusqu'au 30 mars 1980.

*Le chef du service de l'aménagement
du territoire,
F. DUPUY.*

ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

AVIS

Par ordonnance n° 2881 en date du 28 décembre 1979, de Monsieur le Président du Tribunal Civil de Première Instance de PAPEETE, sont expropriées au profit du territoire de la Polynésie française, pour cause d'utilité publique, des parcelles de terre désignée ci-dessous, nécessaires à la réalisation de la zone d'habitation TAA-PUNA, Commune de PUNAAUIA :

Nom des terres	Superficies appréhendées	Noms des propriétaires connus ou supposés tels qu'ils sont inscrits à la matrice du rôle
Vaiata 1 (partie)	60.077 m ²	Succession Témauri : - Mme Sophie Témauri épouse Avae-mai - M. Claude Ott - M. Charles Maraetefau - M. Edmond Témauri - Mme Rose Témauri épouse Dehors - M. Gustave Patii - Mme Naputerai Témauri épouse Frébault - Mme Faustine Tetainanuarii - Mme Henriette Arnoult - M. Désiré Témauri - Mlle Florence Tshen Fo Chee Ayee

Nom des terres	Superficies appréhendées	Noms des propriétaires connus ou supposés tels qu'ils sont inscrits à la matrice du rôle
Vaiata 2 (partie)	67.152 m ²	Succession Maraetefau : - M. Henri Maraetefau - M. Léonard Maraetefau - M. Robert Maraetefau
Teruamao lot B	51.879 m ²	- M. Jean-Roy Bambridge
Teruamao (partie)	10.931 m ²	- M. Rebourg Henry

Papeete, le 7 février 1980.

*Le haut-commissaire,
par délégation :*

*Le secrétaire général,
Michel KUHNMUNCH.*

SERVICE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

INDICE DES PRIX DE DETAIL A LA CONSOMMATION FAMILIALE (Au 1er mars 1980)

Application de l'arrêté n° 3352 AE du 6 juillet 1977.

Base 100 au 1er novembre 1972.

Indice général	206,68
Alimentation et boissons	195,01
Habillement	203,69
Habitation	216,99
Hygiène et soins	174,80
Transports et communications	261,37
Culture - Loisirs - Distractions	166,41

COMMUNE DE RURUTU

AVIS D'APPEL D'OFFRES DE PRIX POUR LA FOURNITURE DE MATERIAUX DE CONSTRUCTIONS

Le quatorze mars mil neuf cent quatre vingts à treize heures à la mairie de Rurutu, il sera procédé à l'appel d'offres de prix, sur soumission cachetée pour la fourniture de matériaux de constructions.

Il pourra être pris connaissance du cahier des prescriptions spéciales, du modèle de soumission à la mairie de Rurutu, au bureau technique des communes et au bureau des relations avec les archipels à Papeete tous les jours ouvrables, aux heures d'ouverture des bureaux.

Les soumissions établies conformément aux prescriptions spéciales du cahier des charges seront placées sous double enveloppe cachetée. L'enveloppe extérieure portera seulement la mention :

" Commune de Rurutu

Appel d'offres du 14 mars 1980".

Cette enveloppe extérieure contiendra la déclaration de soumissionner.

L'enveloppe intérieure portera le mot " Soumission " suivie de l'indication du nom du candidat et de la référence de l'appel d'offres.

Ces doubles enveloppes devront être expédiées à M. le maire de la commune de Rurutu, îles Australes par envoi postal recommandé dans des plis portant extérieurement la mention : " Soumission à l'appel d'offres du 14 mars 1980 " - A ne pas ouvrir avant cette date.

Ces plis devront parvenir ou être déposés au plus tard le 14 mars 1980 à 12 heures, terme de rigueur.

SERVICE DES DOUANES

COURS DES CHANGES

pour l'application des droits et taxes de douane.

(Arrêté n° 2224 D du 9 septembre 1961).

Période du 15 mars au 31 mars 1980 inclus.

P A Y S	DEVICES	Cours en Francs Pacifique
Belgique.	1 franc belge	2,61
Suisse.	1 franc suisse	44,48
Italie.	100 liras	9,14
Etats-Unis.	1 dollar U.S.A.	76,94
Australie.	1 dollar	84,36
Nouvelle-Zélande.	1 dollar	74,11
Canada.	1 dollar canadien	65,96
Hong-Kong.	1 dollar	15,48
Singapour.	1 dollar	35,07
Fidji.	1 dollar	91,21
Allemagne Occidentale.	1 deutsch mark	42,55
Pays-Bas.	1 florin	38,74
Suède.	1 couronne suéd.	17,96
Norvège.	1 couronne norv.	15,36
Danemark.	1 couronne dan.	13,64
Autriche.	1 schilling	5,94
Espagne.	1 peseta	1,13
Portugal.	1 escudo	1,56
Japon.	100 yens	30,97
Grande-Bretagne.	1 livre sterling	170,99

ENQUETE

" de commodo et incommodo "

Conformément aux dispositions de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961 rendue exécutoire par arrêté n° 984 AA du 26 avril 1961 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française portant règlement général sur l'aménagement du territoire en matière d'urbanisme, d'habitat, d'habitation, de lotissement, de protection des monuments et des sites, d'hygiène et de salubrité des voies publiques et des constructions d'établissements recevant du public, une enquête de " Commodo et incommodo " est ouverte pendant 15 jours à compter du 1er avril 1980 sur une

demande formulée par M. Gabriel Tapao demeurant à Uturoa - Raiatea - en vue d'obtenir l'autorisation de construire un atelier de mécanique générale muni d'appareillages électriques sur la terre Atitautu sise à Tepua - commune d'Uturoa - Raiatea.

Cette installation est classée en 3e catégorie.

L'enquête dont il s'agit sera close le 15 avril 1980 à 17 h.

M. Bernard Coeffic, chef de la subdivision de l'équipement des îles Sous-le-Vent, est désigné pour remplir les fonctions de commissaire enquêteur.

Uturoa, le 26 février 1980.

Pour le haut-commissaire et par délégation :

*Le chef de la subdivision administrative
des îles Sous-le-Vent,*

J. ZEBROWSKI.

ENQUETE

" de commodo et incommodo "

AVIS N° 80-9 AU

Conformément aux dispositions de la délibération de l'assemblée territoriale de la Polynésie française n° 61-44 du 8 avril 1961 portant code d'aménagement du territoire, sur une demande formulée par M. Raymond Toofa, en vue d'obtenir l'autorisation d'installer un entrepôt de matériaux de construction (ciment, contreplaqué, tuyauterie, peinture, fer à béton), dans la commune de Taiarapu-Est commune associée de Afaahiti, sur un terrain sis à l'angle de la route du plateau de Taravao et de la route territoriale n° 3, dépendant de la propriété Eugène Oliver, une enquête de commodo et incommodo est ouverte à compter du 25 mars 1980 et jusqu'au 10 avril 1980.

Mlle Johanna Tuheiava, contrôleur d'urbanisme, est désignée pour remplir les fonctions de commissaire enquêteur : le dossier pourra être consulté auprès d'elle et elle recueillera tous les avis, observations ou oppositions qui pourraient se manifester pendant la durée de l'enquête : (service de l'aménagement du territoire section urbanisme opérationnel et construction, immeuble administratif A1 - rue du Commandant Destremeau B.P. 866 téléphone 2.46.50).

Papeete, le 4 mars 1980.

Pour le haut-commissaire et par délégation :

*Le chef du service de l'aménagement du
territoire,*
F. DUPUY.

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCES JUDICIAIRES

Etude de Me LAM, Avocat

Par requête déposée le 3 mars 1980 devant le tribunal civil de première instance de PAPEETE,

Monsieur Paul LAO, gérant de sociétés, et Madame Madeleine MASSIN, sans profession, demeurant ensemble à SUPER-MAHINA, ont demandé l'homologation de l'acte notarié de changement de régime matrimonial du 8 juin 1980 par lequel ils ont convenu de renoncer au régime de communauté légale pour adopter celui de la séparation de biens pure et simple.

Pour extrait :
J. LAM.

Etude de Me LAM Avocat

Assistance judiciaire

D'un jugement rendu par défaut par le tribunal civil de première instance de Papeete le 4 avril 1979, enregistré et signifié :

ENTRE : Madame LEI YANG épouse BONICHON demeurant à Arue PK 4,500 côté montagne derrière le SHRM tél. 2.84.11 ayant Me Jeanne LAM pour avocat

ET : Monsieur BONICHON Jackie René, plombier, demeurant à Arue PK 4,500 côté montagne derrière la SHRM

Il appert que le divorce des époux LEI YANG-BONICHON a été prononcé aux torts exclusifs du mari.

Pour extrait,
J. LAM.

ETUDE DE Me GIRE, AVOCAT à PAPEETE

Par jugement civil n° 74-26 du 16 janvier 1980, le tribunal civil de première instance de Papeete a homologué l'acte authentique reçu par Me LEJEUNE, notaire à Papeete le 31 octobre 1979 aux termes duquel M. Georges BRINCFIELDT, sans profession né le 22 novembre 1933 à Papeete et Mme Arlette Muriel TRAFTON, son épouse née à Papeete le 6 septembre 1940, employée au service des contributions demeurant ensemble à ARUE PK 7, côté montagne ont déclaré renoncer au régime légal qui était le leur pour adopter le régime de séparation des biens tel qu'il est établi par les articles 1536 à 1541 du code civil.

Pour extrait :
Me GIRE.

Etude de Mes GIRARD et GIRARD-GOUPIL Avocats

D'un jugement rendu contradictoirement par le Tribunal Civil de Première Instance de Papeete, le 3 octobre 1979, enregistré et signifié,

ENTRE : Monsieur Keith Charles OLSON, propriétaire, demeurant à Punaauia chez Robert KICKSON, et ayant Me Claude GIRARD pour avocat,

ET : Madame Siou Mui CHUNG dite Claudine, demeurant à Nunue (Bora Bora),

Il appert que le divorce entre les époux OLSON-CHUNG a été prononcé en application des dispositions de l'article 233 du Code Civil.

Pour insertion légale :
Denise GIRARD-GOUPIL.

Etude de Mes GIRARD et GIRARD-GOUPIL, Avocats

D'un jugement rendu contradictoirement par le Tribunal Civil de Première Instance de Papeete, le 3 octobre 1979, enregistré et signifié,

ENTRE : Monsieur Robert DUBOIS, ayant Me Claude GIRARD pour avocat,

ET : Madame Sylvie Marie-Joseph GIRMA, demeurant à Arue PK 4,500 côté mer,

Il appert que le divorce entre les époux DUBOIS-GIRMA a été prononcé en application des dispositions de l'article 233 du Code Civil.

Pour insertion légale :
Denise GIRARD-GOUPIL.

Etude de Mes GIRARD et GIRARD-GOUPIL Avocats

D'un jugement rendu contradictoirement par le Tribunal Civil de Première Instance de Papeete, le 7 novembre 1979, enregistré et signifié,

ENTRE : Madame Micheline Hinano THURET, sans profession, demeurant à Punaauia et ayant Me Claude GIRARD pour avocat,

ET : Monsieur Georges Alfred Terimatatini JACQUET, contrôleur des Postes, demeurant à Punaauia P.K. 10,200, et ayant Me LIU-BOULOC pour avocat,

Il appert que le divorce entre les époux JACQUET-THURET a été prononcé aux torts exclusifs du mari.

Pour insertion légale :
Denise GIRARD-GOUPIL.

Etude de Me R.E. BAMBRIDGE Avocat-défenseur Papeete

Assistance judiciaire : par décision du 20 juin 1979

D'un jugement rendu contradictoirement par le tribunal civil de première instance de PAPEETE 24 octobre 1979, enregistré et signifié ;

ENTRE : Monsieur Pierre FENUAITI, agent de police à Pirae pour lequel domicile est élu à Papeete en l'étude de Me BAMBRIDGE avocat ;

ET : Madame Sylviane CHIMIN, employée au service de l'économie rurale

Il appert que le divorce d'entre les époux FENUAITI-CHIMIN a été prononcé.

Pour extrait :
R. E. BAMBRIDGE.

Etude de Me Eric LEQUERRE, notaire à PAPEETE (TAHITI)

WORLD MAC DISTRIB

Société à responsabilité limitée au capital de 1.200.000 Francs CFP

Siège : PAPEETE, rue Dumont d'Urville, c/o Etude de Me Eric LEQUERRE

AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte reçu par Me Eric LEQUERRE, notaire à PAPEETE, le 22 FEVRIER 1980, enregistré à PAPEETE, le 26 FEVRIER 1980, F° 76, bordereau 2106/13,

Il a été établi les statuts de la société "WORLD MAC DISTRIB" dont les caractéristiques sont les suivantes :

FORME : sarl

DENOMINATION : WORLD MAC DISTRIB

OBJET :

La vente en gros ou au détail de tous produits susceptibles d'être commercialisés.

SIEGE SOCIAL : PAPEETE, rue Dumont d'Urville, c/o Etude de Me Eric LEQUERRE.

DUREE : 99 années à compter de l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés.

APPORTS EN NUMERAIRE : 1.200.000 FRF

CAPITAL SOCIAL :

Le capital social est fixé à 1 200.000 FRANCS et divisé en 600 parts de 2.000 FRANCS chacune, entièrement libérées, attribuées aux associés en proportion de leurs apports respectifs en numéraire.

GERANT :

Aux termes de l'article 12 des statuts,

- Monsieur Aimé TOUITOU, technicien aéronautique, demeurant à PAPEETE, chemin Gueho, rue des Poilus Tahitiens, ou PAPEETE BP 2204, époux de Mme ZER-BIB Eliane Jeanine,

- Monsieur Claude SCHLOUCH, docteur en médecine, demeurant à PAPEETE, BP 3047,

- et M. Max COHEN, pilote, demeurant à PAPEETE BP 3.371.

Ont été nommés gérants de la société pour une durée illimitée.

IMMATRICULATION AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés de PAPEETE.

Pour avis :

Me LEQUERRE, notaire.

**ETUDE DE MARGUERITE LIU-BOULOC
& OLIVIER HERMANN-AUCLAIR
AVOCATS - PAPEETE**

D'un jugement rendu contradictoirement le 3 octobre 1979 par le tribunal civil de 1ère instance de Papeete, enregistré et signifié :

ENTRE : Mme Eliane LOUE, demeurant à 1 allée Raoul Dufy Home 312 Apt 507 37 170 CHAMBRAY LES TOURS (France) ayant Me LIU-BOULOC pour avocat ;

ET : M. Henri GUILLEMETTE, demeurant à 50 440 GREVILLE-HAUGUE (France) ayant Me COPPENRATH pour avocat ;

Il appert que le divorce d'entre les époux : LOUE-GUILLEMETTE a été prononcé aux torts partagés.

Pour extrait,
M. LIU-BOULOC.

ANNONCES DIVERSES

**SOCIETE D'EXPLOITATION DU PARKING
VAIMA (S.E.P.V.)**

S.A.R.L. au capital de 3.000.000 de francs CFP
Siège : Papeete, Centre Vaima, Boulevard Pomare
R.C. : Papeete N° 849-B

Aux termes d'une décision prise par l'assemblée générale extraordinaire des associés en date du 7 février 1980, il a été décidé et constaté :

- 1°) La réduction du capital social d'une somme de 6.400.000 francs CFP en vue de le ramener de 9.400.000 francs CFP à 3.000.000 de francs CFP par voie d'annulation de 640 parts de 10.000 francs CFP chacune portant les numéros 301 à 940.
- 2°) La modification corrélative de l'article 7 des statuts relatif au capital social, lequel se trouve désormais fixé à 3.000.000 de francs CFP divisé en 300 parts sociales de 10.000 francs CFP chacune, toutes de même rang, souscrites en numéraire et intégralement libérées.

Modification des mentions soumises à publicité :

Mention antérieure :

Capital social : 9.400.000 francs CFP divisé en 940 parts sociales de 10.000 francs CFP chacune, toutes souscrites en numéraire et intégralement libérées.

Nouvelle mention :

Capital social : 3.000.000 de francs CFP divisé en 300 parts sociales de 10.000 francs CFP chacune, toutes souscrites en numéraire et intégralement libérées.

Avis de constitution paru dans le journal d'annonces légales "LA DEPECHE DE TAHITI" du 30 décembre 1977.

Pour avis :

La gérance,

**SOCIETE D'EXPLOITATION DU PARKING
VAIMA (S.E.P.V.)**

S.A.R.L. au capital de 3.000.000 de francs CFP
Siège : Papeete, Centre Vaima, Boulevard Pomare
R.C. : Papeete N° 849-B

Aux termes d'une décision prise le 7 février 1980 par l'assemblée générale ordinaire des associés de la SOCIETE D'EXPLOITATION DU PARKING VAIMA (S.E.P.V.), il a été décidé et constaté :

1°) La démission de leurs fonctions de gérants de la société de Messieurs Jean KAROUBI et Jacques CRENN à compter du 18 février 1980,

2°) La nomination de :

- Monsieur Michaël WINDSOR, administrateur de sociétés, demeurant à Hong-Kong,
- Et de Monsieur Robert LANQUETIN, directeur de société, demeurant à Punaauia, en qualité de gérants de ladite société pour une durée illimitée et avec faculté d'agir séparément.

Modification des mentions soumises à publicité

Ancienne mention :

Gérants :

- Monsieur Jean KAROUBI, administrateur de sociétés, demeurant à New York, 1160 Third Avenue, Duplex C,
- Monsieur Jacques CRENN, directeur de société, demeurant à Pirae.

Nouvelle mention :

Gérants :

- Monsieur Michaël WINDSOR, administrateur de sociétés, demeurant à Hong-Kong,
- Monsieur Robert LANQUETIN, directeur de société, demeurant à Punaauia.

Avis de constitution paru dans la DEPECHE DE TAHITI du 30 décembre 1977.

Pour avis :

La gérance,

SOCIETE POLYNESIENNE DE DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE (S.P.D.T.)

Société anonyme au capital de 200.000.000 de francs CFP

Siège : Papeete, Centre Vaima, Boulevard Pomare

R.C. : Papeete N° 603-B

Aux termes d'une décision prise par le conseil d'administration dans sa séance du 7 février 1980, il a été décidé et constaté :

- 1°) La démission de Monsieur Jacques CRENN de ses fonctions de directeur général de la société à compter du 18 février 1980 ;
- 2°) La nomination aux mêmes fonctions de Monsieur Robert LANQUETIN, directeur de société, demeurant à Punaauia, à compter de la même date pour une durée qui prendra fin en 1983 lors de l'assemblée générale des actionnaires qui statuera sur les comptes de l'exercice 1982.

Modification des mentions soumises à publicité :

Anciennes mentions :

Président : Monsieur Jean KAROUBI, demeurant à New York, Third Avenue - Duplex C,

Directeur général : Monsieur Jacques CRENN, demeurant à Pirae.

Nouvelles mentions :

Président : Monsieur Jean KAROUBI, demeurant à New York, Third Avenue - Duplex C,

Directeur général : Monsieur Robert LANQUETIN, demeurant à Punaauia.

Avis de constitution paru dans le journal d'annonces légales " La dépêche de Tahiti " du 26 novembre 1974.

Pour avis :

*Le Président
du conseil d'administration,*

SOCIETE DE RESTAURATION DU CENTRE VAIMA (S.R.C.V.)

S.A.R.L. au capital de 60.000.000 de FCP

Siège : Papeete, Centre Vaima, Boulevard Pomare

R.C. : Papeete N° 782-B

Aux termes d'une décision prise le 8 février 1980 par l'assemblée générale ordinaire des associés de la SOCIETE DE RESTAURATION DU CENTRE VAIMA (S.R.C.V.), il a été décidé et constaté :

1°) La démission de leurs fonctions de gérants de la société de Messieurs Jean KAROUBI et Jacques CRENN à compter du 18 février 1980,

2°) La nomination de :

- Monsieur Michaël WINDSOR, administrateur de sociétés, demeurant à Hong-Kong,
- Et de Monsieur Robert LANQUETIN, directeur de société, demeurant à Punaauia, en qualité de gérants de ladite société pour une durée illimitée et avec faculté d'agir séparément.

Modification des mentions soumises à publicité

Ancienne mention :

Gérants :

- Monsieur Jean KAROUBI, administrateur de sociétés, demeurant à New York, 1160 Third Avenue, Duplex C,
- Monsieur Jacques CRENN, directeur de société, demeurant à Pirae.

Nouvelle mention :

Gérants :

- Monsieur Michaël WINDSOR, administrateur de sociétés, demeurant à Hong-Kong,
- Monsieur Robert LANQUETIN, directeur de société, demeurant à Punaauia.

Avis de constitution paru dans la DEPECHE DE TAHITI du 15 décembre 1976.

Pour avis :

La gérance,

DUTY FREE SHOP OF TAHITI

Société anonyme au capital de 8.000.000 de FCP

Siège : Papeete, Boulevard Pomare

R.C. : Papeete N° 674-B

Aux termes d'une décision prise par le conseil d'administration dans sa séance du 8 février 1980, il a été décidé et constaté :

- 1° - La démission par Monsieur Jean KAROUBI, administrateur de sociétés, demeurant à New York, 1160 Third Avenue - Duplex C, de ses fonctions de président du conseil d'administration à compter du 18 février 1980 ;

- 2° - La nomination à cette fonction de Monsieur Michaël WINDSOR, administrateur de sociétés, demeurant à Hong-Kong, pour toute la durée restant à courir de son mandat d'administrateur, soit jusqu'en 1984 ;
- 3° - La cooptation de Monsieur Robert LANQUETIN, directeur de société, demeurant à Punaauia, en qualité d'administrateur de la société en remplacement de Monsieur Jean KAROUBI, démissionnaire, sous réserve de ratification par la prochaine assemblée générale ordinaire des actionnaires.

Modifications des mentions soumises à publicité

Mentions antérieures :

Administrateurs :

- Monsieur Jean KAROUBI, demeurant à New-York, 1160 Third Avenue - Duplex C,
- Monsieur Marc LAW YEE, demeurant à Pirae,
- Monsieur Charles FEENEY, demeurant à Paget, "Woodlands", Middle Road, Bermudes,
- Monsieur Michaël WINDSOR, demeurant à Hong-Kong.

Président du conseil d'administration : Monsieur Jean KAROUBI susnommé.

Directeur Général : Monsieur Marc LAW YEE susnommé.

Nouvelles mentions :

Administrateurs :

- Monsieur Michaël WINDSOR, demeurant à Hong-Kong,
- Monsieur Marc LAW YEE, demeurant à Pirae,
- Monsieur Charles FEENEY, demeurant à Paget, "Woodlands", Middle Road, Bermudes,
- Monsieur Robert LANQUETIN, demeurant à Punaauia.

Président du conseil d'administration : Monsieur Michaël WINDSOR susnommé.

Directeur Général : Monsieur Marc LAW YEE susnommé.

Pour avis :

Le président
du conseil d'administration.

SOCIETE IMMOBILIERE DE L'HOTEL TAHITI VILLAGE

Société civile au capital de 100.000 francs CFP

Siège : Punaauia PK 15

Aux termes d'une décision prise le 13 février 1980 par l'assemblée générale des associés de la SOCIETE IMMOBILIERE DE L'HOTEL TAHITI VILLAGE, il a été décidé et constaté :

- 1°) La démission de la SOCIETE DES HOTELS TAHITIENS en qualité de gérante de ladite société à compter du 15 février 1980,
- 2°) La nomination auxdites fonctions, pour une durée illimitée et à compter de la même date, de Monsieur Jacques CRENN, directeur de société, demeurant à Pirae.

Pour avis :

La gérance,

ASSOCIATION POLYNESIENNE D'ACTION CULTURELLE EN MILIEU SCOLAIRE

Extrait de Statut

Il a été constitué, le 1er janvier 1980, une association régie par la loi du 1er juillet 1901, dénommée " Association Polynésienne d'Action Culturelle en Milieu Scolaire " dont le siège est à PIRAE (Tahiti) - B.P. 2873, ayant pour objet de développer l'action culturelle en milieu scolaire, de développer des recherches pour une meilleure connaissance des milieux Polynésiens... et de diffuser les résultats de ses recherches dans le milieu enseignant afin d'en faire profiter tous les élèves de l'enseignement du second degré de Polynésie.

Ont été nommés comme membres de droit du premier Conseil d'Administration :

- M. GIOUD Antoine, Vice-Recteur, Président ;
- M. GRANGE Pierre, conseiller d'administration scolaire et universitaire, Vice-Président
- M. GIRONA Antoine, Attaché d'Administration scolaire et universitaire, secrétaire ;
- M. NEGRE Claude, Attaché d'Administration scolaire et universitaire, trésorier ;
- M. BOBBIA Jean-Charles, Attaché Principal d'Administration scolaire et universitaire, trésorier-adjoint.

Cette association a été déclarée à M. le Haut-Commissaire de la République en Polynésie française, chef du territoire, qui en a délivré récépissé le 22 février 1980 (n° 2640 AA).

ASSOCIATION CHRETIENNE DE BIENFAISANCE ALLELUIA

MODIFICATION DES STATUTS

Les statuts (articles 1 et 2) de l'Association Chrétienne de Bienfaisance " Alleluia " sont modifiés ainsi qu'il suit :

Art. 1.— *Dénomination* : L'Association " Alleluia " s'appelle désormais " Eglise Alleluia ".

Art. 2.— *Objet* : Elle a pour objet - d'assurer la célébration du culte évangélique, - d'assurer la création et le développement d'œuvres sociales.

ASSOCIATION FAMILIALE CATHOLIQUE (A F C) DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

COMPOSITION DU NOUVEAU BUREAU :

Président	: M. ANIHIA Olivier
1re Vice-Présidente	: Mme HIKUTINI Louise dite Fifi
2e Vice-Président	: M. GUITTENY Maurice
Secrétaire	: Mme TIATIA Patricia
Secrétaire adjointe	: Mme LEHARTEL Monique
Trésorier	: M. GIAU Léon
Trésorier adjoint	: M. CADOUSTEAU Moïse

A.S. RONIU DE TEAHUPOO

Renouvellement de bureau - Année 1980

Président d'Honneur	: METUA Tiniarii
Président	: WHITMAN Stéphan

Vice-Président	: HOPUU Hubert
Secrétaire	: TEIHOTU Benjamin
Secrétaire Adjoint	: VAN BASTOLAER Roger
Trésorier	: RAVEINO Adolphe
Trésorier Adjoint	: HAMBLIN Armand

AMICALE PUNAVAI-PLAINE

Extraits des statuts

Il est créé entre les soussignés et toutes autres personnes qui adhéreront aux présents statuts, une amicale qui prend la dénomination de : AMICALE PUNAVAI-PLAINE. Sa durée est illimitée et son siège social est fixé à Punaauia. Elle a pour objectif la charge de l'organisation des loisirs, des activités sportives et culturelles.

Composition de bureau :

Président	: TAUOTAHA Jean
Vice-Président	: KWONG Albert
Secrétaire	: AFO Juliette
Secrétaire adjointe	: TEAMO Lydie
Trésorier	: MANATE Léonard
Trésorier adjoint	: TUNUTU Maurice
Rapporteur	: PAIE Paul
Conseiller technique	: TAPARE Charles
Commissaire aux comptes	: TEIHOARII Raymond
Commissaire aux comptes	: PANAI Jeanne
Responsables :	
Football	: TEHUIOTOA Walter
Tennis	: GOBRAIT Griffith
Volley-ball	: AFO Augustin
Pétanque	: WANG John

Récépissé n° 2200 AA du 23 janvier 1980.

ASSOCIATION SPORTIVE "S M P P"

Extraits des statuts

L'Association dite "A.S. SMPP" fondée le 14 février 1980 a pour objet la pratique de l'éducation physique et des sports.

Sa durée est illimitée.

Elle a son siège à ARUE PK 4,500 au B.P. 516 Papeete.

Elle a été déclarée aux affaires administratives à la date du 28 février 1980.

COMPOSITION DE BUREAU :

Président d'Honneur	: GUTTIERREZ GUILLEN Claude
Président	: LAI Guy
Vice-Président	: TAGAROA Tamatoa
Secrétaire	: TETUAEARO Manu
Secrétaire Adjoint	: MARURAI Isidore
Trésorier	: MARTINO Jean-Pierre
Assesseur	: MAPOTOHEKE Matoti
Trésorier Adjoint	: TETUANUI Ataria
Membres	: Tous les joueurs

Récépissé n° 2741 AA du 3 mars 1980.

ASSOCIATION DES PIROGUIERS DE TEAVARO MOOREA :

"TAMARII TEARAA GROUPE II"

Extraits de Statuts (Régularisation)

Il est fondé entre les piroguiers de Teavaro-Moorea une association dite : Association des Piroguiers de Teavaro-Moorea qui prend le nom de : "TAMARII TEARAA GROUPE II. Sa durée est illimitée et son siège social est fixé à Teavaro-Moorea. L'Association a pour but de permettre aux rameurs ou piroguiers de resserrer les liens de confraternité entre les membres, de défendre les intérêts de l'association devant les pouvoirs publics, etc...

COMPOSITION DE BUREAU :

Président	: Titi TEARIKI
Vice-Président	: POITO Pori
Secrétaire	: POITO Taata
Secrétaire Adjoint	: MAUEAU Léon
Trésorier	: MARUHI Ravea
Trésorier Adjoint	: TARA Taaroa
Membre	: SUHAS Emile.

Récépissé n° 3737 AA du 29 mai 1979.

ASSOCIATION TAMATEA

"AMICALE DES ARTISANS POLYNESIENS" "AMUIRAA O TE MAU TAMUTA MAOHI"

Extraits des Statuts

Il est formé entre les soussignés et les personnes qui adhéreront aux présents statuts une association dénommée "TAMATEA, AMICALE DES ARTISANS POLYNESIENS" "AMUIRAA O TE MAU TAMUTA MAOHI". Son siège est fixé à Papeete et sa durée est illimitée. Cette association a pour objet de resserrer les liens de solidarité entre les sociétaires par des œuvres de mutualité et d'entraide, de conserver et développer l'art et le folklore polynésien.

Composition de bureau :

Présidente	: Mme Tepora HELME
Vice-présidente	: Mme Tera MARA
Secrétaire	: Mme Taaria WALKER
Secrétaire adjointe	: Mme Tiare DEANE
Trésorier	: M. Frédéric GAUTHIER
Trésorier adjoint	: Mlle Eugénie TINIRAU
Assesseur	: Mme Germaine AHNE
"	: Mme Atea MANUEL
"	: Mme Rume TIXIER
"	: Mme Mareta UTIA
"	: Mme Ina HUAATUA

Récépissé n° 2639 AA du 22 février 1980.